

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**  
**DE MAI 2015**  
**n°151**



# S O M M A I R E

*Conseils des 21 et 28 mai 2015*

	<i>Pages</i>
<b><u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS</b>	<b>3</b>
<b><u>PARTIE 2</u> : DECISIONS</b>	<b>187</b>
<b><u>PARTIE 3</u> : ARRETES</b>	<b>263</b>



## PARTIE 1 - DELIBERATIONS

### *Pages*

HORS COMMISSION	8
ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	40
AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION	47
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOPYAGE	48
CULTURE	52
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	69
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	94
ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	103
FINANCES	108
GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITE, HANDICAP ET AUTONOMIE	109
LOGEMENT	110
PARTICIPATION CITOYENNE, PERFORMANCE ET EVALUATION DES POLITIQUES	125
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	126
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	127
PROXIMITE, RELATIONS AVEC LES USAGERS, COMPLEXE FUNERAIRE	133
RESSOURCES HUMAINES	134
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	141
SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES	165
TRANSPORTS ET MOBILITE	170
VALORISATION ET PROTECTION ANIMALE	180
VOIRIE, ESPACE PUBLIC	181



## HORS COMMISSION

Contrat de Plan État Région 2015-2020 - Engagements de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature - <b>Conseil du 21 mai 2015.</b>	9
Mise en accessibilité des établissements sportifs et culturels recevant du public - Demande de prorogation de la date de dépôt des Agendas d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) - Approbation	17
Nouvelles compétences - Financement - Taxe d'Aménagement - Convention de reversement - Approbation	20
Organismes extérieurs - Représentant au sein de l'association Mission Locale pour l'Insertion Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier (MLJAM) - Désignation	23
Organismes extérieurs - Représentants au sein du Conseil de la Faculté des Sciences du Sujet et de la Société - UFR5 de l'Université Paul Valéry - Désignation	25
Convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole avec les communes - Volet opérationnel et financier - Avenants n°1 - Approbation	27
Marché n°3959CO15 de diffusion des supports de communication de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de lancer l'appel d'offres et de signer les marchés	29
Marché n°3961CO15 prestations scénographiques des manifestations et opérations évenementielles de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de lancer l'appel d'offres et de signer le marché	31
Marché n°3960CO15 d'impression, livraison, distribution et adaptation sonore de la publication mensuelle de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de lancer l'appel d'offres et de signer les marchés	33
Conseil de développement - Prise en charge des frais de transports, d'hébergements, de restauration des membres du Conseil de développement et des tiers extérieurs invités à participer à ses travaux - Approbation	36
Organismes extérieurs - Représentant au sein du Conseil de Gestion de la Fondation Université de Montpellier Entreprendre - Désignation	38

## ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES

Marché n°3867AJ15 - Prestations de services postaux - lot n° 3 - Autorisation de signature	41
Marché n°3957MG15 - Prestations de sécurité des manifestations et protection physique des personnes de Montpellier Méditerranée Métropole - Lancement de la consultation - Autorisation de signature	43
Marché de fourniture et livraison de fioul n°3781MG14 - Groupement de commandes avec 6 communes et le CCAS de Villeneuve-lès-Maguelone - Appel d'offres - Autorisation de signature de l'accord cadre	45

## AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION

Néant	47
-------	----

## COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

Attribution de subvention - GAMMES - Convention - Autorisation de signature	49
---	----

## CULTURE

Musée Fabre - Convention de partenariat entre le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault et la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon - Autorisation de signature	53
Total Festum 2015 - Affectation de subventions - Conventions - Autorisation de signature	56



## CULTURE

Colloque international "Formes du portrait. Les problématiques de la représentation dans l'imaginaire gréco-romain" - Affectation d'une subvention à l'Université Paul Valéry Montpellier - Approbation 58

Association "Les Amis du Château de Castries"- Adhésion et approbation des statuts - Désignation des membres - Approbation 60

Planétarium Galilée - Convention de partenariat avec le planétarium de Bretagne - Avenant n°1 - Cession de droits audiovisuels - Tarifs - Autorisation de signature 67

### DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT

Co-financement des projets de maturation de la SATT AxLR - Attribution de subvention 70

Cité intelligente - Appel à manifestation d'intérêt Challenges Big Data du FSN - Convention de soutien à des actions d'animation de Challenges avec bpifrance au titre du Projet commun avec le Pôle Images et Réseaux et Rennes Métropole - Autorisation de signature 74

Convention de partenariat avec Invest Sud de France - Autorisation de signature 77

Prise en charge des frais d'accueil des délégations et des intervenants extérieurs dans le cadre des actions de développement économiques de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation 80

Soutien aux manifestations - Attribution de subvention à CPC LR pour la manifestation XtremUp - Conventions - Autorisation de signature 83

Association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel (AVICCA) - Adhésion 85

Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Lancement de la procédure de désignation d'un aménageur dans le cadre d'une concession d'aménagement - Constitution d'une commission d'examen des propositions - Élection 87

Subvention 2015 à l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE) - Convention - Autorisation de signature 92

### DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT

Projet Urbain Partenarial - Commune de Prades-le-Lez - Convention avec la Sarl AA ingénierie Promotion - Convention de reversement avec la Commune de Prades-le-Lez - Autorisation de signature 95

Modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Ville de Montpellier - Approbation 98

### ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE

Convention relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de la Métropole entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°2 - Autorisation de signature 104

Prolongation du dispositif des conventions tripartites Montpellier Méditerranée Métropole - Agence Locale de l'Énergie - Communes - Autorisation de signature 106

## FINANCES

Néant 108



## GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITE, HANDICAP ET AUTONOMIE

Néant 109

### LOGEMENT

Construction d'une résidence sociale jeunes de 78 logements - Résidence « Mas de Prunet », site de l'IRTS, 1 011 rue du Pont de Laverune à Montpellier - Attribution de subvention à la SA d'HLM SFHE / Groupe Arcade - Convention - Autorisation de signature 111

Construction de 56 logements sociaux - Résidence « Solsi », 1 406 Avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez - Attribution de subvention à la SA d'HLM SFHE / Groupe Arcade - Convention - Autorisation de signature 114

Extension du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale FARE - Chemin des Centurions à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à l'association FARE - Convention - Autorisation de signature 116

Création de 13 logement sociaux - Résidence « Le Saint Joseph » - 5/7 rue du Chapeau Rouge à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée - Convention - Autorisation de signature 119

Construction de 24 logements sociaux - Lotissement « Les Terrasses du Pont », lot 34 à Villeneuve-lès-Maguelone - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM PROMOLOGIS - Convention - Autorisation de signature 122

## PARTICIPATION CITOYENNE, PERFORMANCE ET EVALUATION DES POLITIQUES

Néant 125

### PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES

Néant 126

### PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC

Marchés n°3877GD15 de prestations de service pour la gestion des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature 128

Adhésion aux associations AMORCE et METHEOR pour l'année 2015 - Approbation 131

### PROXIMITE, RELATIONS AVEC LES USAGERS, COMPLEXE FUNERAIRE

Néant 133

### RESSOURCES HUMAINES

Modification du tableau des emplois et des effectifs 135

### SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Ressource en eau - Captage Lou Garrigou- Abandon du captage - Demande d'abrogation des Déclarations d'Utilité Publique (DUP) afférentes 142

Marché n°3811EA15 relatif à l'élaboration du dossier réglementaire en vue de l'extension de la station d'épuration MAERA - Autorisation de signature 144

Economies d'eau - Appel à projets 2015 de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : Économiser l'eau pour l'alimentation en eau potable - Candidature de la Métropole et Demande d'aides financières 147

Schéma Directeur d'Assainissement - Construction de la Station d'épuration intercommunale de Saint Génès des Mourgues et Sussargues - Alimentation électrique - Convention financière avec la commune de Saint Génès des Mourgues - Autorisation de signature 150

Schéma Directeur d'Assainissement - Construction de l'Intercepteur Est Amont - Marché de travaux n°3829EA15 réseaux du secteur Navitau - Autorisation de signature 152



## SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Prades le Lez - Convention financière pour la mise en place d'un réseau d'Eau Potable Impasse du Ruisseau du Nouau - Autorisation de signature	155
Accord Cadre n°3398EA14 de travaux sur les réseaux d'eau potable, d'eau brute et d'assainissement - Avenant n°1 - Autorisation de signature	157
Marché n°3392EA15 de travaux courants sur les réseaux d'assainissement - Autorisation de lancer l'appel d'offres et de signer les marchés	160
Marché à bons de commande n°3970EA15 de prestations géotechniques et hydrogéotechniques relatives aux travaux d'assainissement et de voirie- Autorisation de lancer l'appel d'offres et de signer les marchés	162

## SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES

Natation et patinage scolaire - Convention avec l'Éducation Nationale 2015/2016 - Autorisation de signature	166
Patinoire VEGAPOLIS - Nouvelle grille tarifaire - Approbation	168

## TRANSPORTS ET MOBILITE

Acquisition de 6 bus au GNV - Commande auprès de l'UGAP - Autorisation de signature	171
Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Convention de compensation tarifaire des déplacements urbains sur le réseau de Montpellier Méditerranée Métropole réalisés par les abonnés ZAZIMUT (scolaires) en juillet et août 2015 - Autorisation de signature	173
Tramway - Bouclage Ligne 4 - Fonds de concours Ville de Montpellier / Montpellier Méditerranée Métropole pour le financement des opérations complémentaires réalisées dans le cadre du bouclage de la Ligne 4 - Convention - Autorisation de signature	175
Tramway Bouclage Ligne 4 - Avenant n°1 au marché 8.143 des missions de l'organisme qualifié et agréé pour les systèmes et les infrastructures - Autorisation de signature	178

## VALORISATION ET PROTECTION ANIMALE

Néant	180
-------	-----

## VOIRIE, ESPACE PUBLIC

Montpellier Méditerranée Métropole - Nouvelles compétences - Poursuite ou transfert des opérations décidées par les communes de Castries et Villeneuve-lès-Maguelone	182
Désaffectation et déclassement d'un délaissé de voirie - Carrefour entre la RD 172 et l'avenue Georges Frêche (ex RD21) - Commune de Pérols	185



## **HORS COMMISSION**





**SEANCE ORDINAIRE DU 21 MAI 2015**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quinze et le vingt et un mai à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme A. AMIEL suppléant de M. J.-F. AUDRIN, Monsieur L. SERIEYS suppléant de Mme E. LLORET, Madame C. VASSAS-MEJRI suppléant de M. G. PASTOR.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, Mme T. DASYLVA à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. C. MEUNIER à M. M. LEVITA, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, M. E. PASTOR à M. B. TRAVIER, Mme V. PEREZ à M. C. COUR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-P. RICO à Mme I. GIANIEL, M. J. VERA à Mme I. TOUZARD.**

**Excusé(es):**

**M. R. COTTE, M. P. DUDIEUZERE, Mme J. FRÊCHE**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme V. DEMON, M. J. DOMERGUE, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme C. HART, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. H. MARTIN, Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY**



## **HORS COMMISSION – CONTRAT DE PLAN ÉTAT RÉGION 2015-2020 - ENGAGEMENTS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les contrats de plan Etat Région (CPER) sont, depuis la décentralisation, l'outil privilégié des relations contractuelles entre l'Etat et les Régions. Ils traduisent, outre les priorités partagées de l'Etat et des Régions, celles des autres niveaux de collectivités territoriales, en matière d'aménagement et de développement du territoire.

En application de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, en tant que métropole, Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie d'un statut à part, en étant associée de plein droit à l'élaboration du Contrat conclu avec l'Etat qui comporte un volet spécifique à son territoire, comme de tous les documents de planification et de programmation qui la concernent, en application de la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification.

Dans la circulaire du 2 août 2013, le Premier Ministre a interpellé les Préfets de régions pour que soit mise en œuvre une concertation pour l'élaboration des CPER en lien avec la programmation des fonds européens (FEDER FSE). Deux circulaires signées le 31 juillet et le 11 août 2014 sont venues apporter des précisions sur l'architecture des Contrats de Plan Etat-Régions et sur les premiers travaux à engager par les Préfets.

Cette politique publique porte sur cinq « Priorités » qui rejoignent les Programmes d'Investissements d'Avenir (PIA Grand Emprunt) et celles des futurs programmes européens :

- Mobilité multimodale,
- Enseignement supérieur, recherche et innovation,
- Filières d'avenir et usine du futur,
- Infrastructures et usages du numérique,
- Transition écologique et énergétique,

et quatre « Objectifs transversaux » qui alimentent les actions proposées dans le cadre des cinq thématiques suivantes :

- Emploi-Formation-Jeunesse,
- Agriculture,
- Culture,
- Volet territorial, dont :
  - Métropole,
  - Quartiers prioritaires de la politique de la Ville,
  - Bassins fluviaux.

L'Etat et la Région ont signé un protocole préalable au CPER le 22 décembre 2014.

Dans ce cadre, l'Etat s'est engagé à consacrer au Languedoc Roussillon une enveloppe de 450 millions d'euros sur la période 2015-2020 (contre 496 M€ sur le contrat précédent), sachant que le CPER affiche également des engagements pris dans le cadre d'autres dispositifs.

La Région affiche quant à elle un engagement de 566 millions d'euros sur cette période.

À ces montants s'ajouteront les fonds européens mobilisables sur les opérations du CPER.

Montpellier Méditerranée Métropole a formulé ses propositions auprès de l'État et de la Région dès le 15 novembre 2013 pour le volet « Mobilité multimodale » et en janvier 2014 pour les autres volets.

Au terme des échanges intervenus entre l'État, la Région et Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de rappeler qu'en Languedoc-Roussillon la préparation du CPER s'inscrit dans un contexte à la fois sensible et hautement stratégique, caractérisé par la création prochaine de la grande région associant Midi-Pyrénées à la nôtre. Les observateurs le confirment, la dynamique de cette nouvelle grande région repose principalement sur la vitalité, le rayonnement et les capacités d'entraînement de ses deux métropoles : Toulouse et Montpellier. Elles sont en effet les foyers du développement économique, universitaire, de la recherche, mais aussi culturel, urbain ou touristique de leur grand territoire. En ce sens, les politiques publiques développées par les deux métropoles et les entreprises et établissements qui y sont installés, sont susceptibles de démultiplier leurs effets sur le territoire



régional si les infrastructures nécessaires accompagnent leur développement et leurs mises en réseaux à toutes les échelles.

C'est le sens des coopérations que Montpellier cherche à développer au sein d'un pôle métropolitain en émergence, aussi bien qu'avec Toulouse et à l'échelle internationale.

Sur la période 2015-2020 de constitution de la grande région, le CPER, aussi bien que les programmes d'Investissements d'Avenir et les fonds européens, notamment FEDER et FSE, sont des ressources essentielles qu'il convient de savoir saisir, pour promouvoir des opérations à forte valeur ajoutée, autour desquelles les partenariats État / Collectivités doivent se nouer, pour conforter le niveau d'équipement et les infrastructures du territoire métropolitain de Montpellier dans l'intérêt bien compris du territoire régional.

La stratégie de Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie sur sept piliers fondateurs incontournables pour la valorisation de ses atouts, de ceux de son pôle métropolitain en émergence, et de sa Région :

- la Santé au sens de l'OMS,
- le numérique, dans le cadre de la dynamique French Tech et la desserte du territoire en haut débit,
- l'agro-écologique et l'alimentation,
- le tourisme,
- les transports et la mobilité,
- le patrimoine, la culture et l'université,
- la citoyenneté et l'insertion sociale.

Dans chacun de ces domaines, l'État et les collectivités doivent « sanctuariser » les financements nécessaires sur la période 2015-2020, afin que la constitution de la grande région ne fragilise pas ces engagements essentiels à la consolidation de l'attractivité du territoire, mais au contraire permette de démultiplier leurs effets dans l'avenir.

Les investissements susceptibles d'être générés par ces grandes politiques publiques représentent également une opportunité significative pour l'économie régionale, que ce soit celle du bâtiment et des travaux publics, qui représente l'un des secteurs les plus pourvoyeurs en emplois non délocalisables, ou d'autres filières économiques potentiellement directement bénéficiaires : le numérique, la santé, mais aussi la culture, le tourisme...

Les propositions de Montpellier Méditerranée Métropole pour le CPER, s'inscrivent dans la dynamique de la stratégie métropolitaine et de ses 7 piliers stratégiques. Leur prise en compte conditionne l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole sur un montant global significatif de 179 733 185 € réparti comme suit :

MOBILITE	59 826 750 €
ESRI	15 057 533 €
NUMERIQUE	3 100 000 €
INNOVATION USINE DU FUTUR	2 570 000 €
TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE	8 941 000 €
CULTURE ET PATRIMOINE	2 950 000 €
VOLET TERRITORIAL	86 537 902 €
LITTORAL	750 000 €

### Mobilité

L'Etat, la Région Languedoc-Roussillon et les principales autres Collectivités du territoire, dont Montpellier Méditerranée Métropole, portent de grands projets d'infrastructures essentiels notamment pour le développement de la grande vitesse et du fret ferroviaire, composée du Contournement Nîmes-Montpellier (CNM) et de la **Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP)**, l'aménagement et la



création de **deux Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM Montpellier Sud de France et PEM de Baillargues)**.

Ces investissements majeurs, sont destinés à assurer à la fois les connexions européennes manquantes entre la vallée du Rhône et l'Espagne et les liaisons essentielles au développement économique et touristique de la Région et de la Métropole. Ils permettent en effet d'accompagner le développement démographique, économique et touristique de l'aire métropolitaine Nîmes-Montpellier-Sète et au-delà vers l'Espagne, dont les mouvements pendulaires saturent les actuels réseaux ferrés et autoroutiers.

Le CNM, puis la LNMP, contribuent en effet à développer massivement, outre la grande vitesse et le fret sur l'arc languedocien, les sillons dédiés aux Trains Régionaux et d'Equilibre du Territoire sur le doublet de lignes, CNM et ligne historique, afin d'amplifier le transfert modal de la route vers le rail. C'est pourquoi, l'ensemble formé par la ligne ferrée historique, le CNM et le réseau de tram urbain, constitue le « réseau armature » ferré du schéma et de la programmation multimodale de déplacement de la Métropole, établi en concertation avec l'ensemble des Autorités Organisatrices des Mobilités et exprimés dans son Schéma de Cohérence Territorial (SCoT), dans son Plan de Déplacement Urbain (PDU) et dans son Plan Climat Énergie Territorial (PCET).

Aujourd'hui, une nouvelle étape de ce schéma doit être envisagée pour **optimiser le réseau ferré existant sur l'aire métropolitaine de Montpellier, par la mise à l'étude d'un tram-train** afin de constituer une véritable étoile ferroviaire de desserte du périurbain à partir du réseau des anciennes lignes aujourd'hui délaissées. Si la faisabilité d'un tel réseau est confirmée, celui-ci devrait permettre d'améliorer significativement le report modal de la route vers le fer.

Le volet urbain du réseau ferré du PDU, aujourd'hui constitué de 4 lignes de tramway, doit être complété par le **bouclage de la 4ème ligne de tramway** d'une part (desserte du centre-ville et diamétralisation des autres lignes pour permettre le passage d'une exploitation de lignes à une exploitation en réseau), par le **prolongement de la 1ère ligne de tramway** indispensable à la desserte de la gare *Montpellier Sud de France* d'autre part et enfin par les études, puis la réalisation de la **5ème ligne de transports en commun urbains en site propre**.

Les "effets de levier" de ces infrastructures sont assurés par les principaux pôles urbains développés par les villes et la Métropole en appui sur les PEM et les stations de transport en commun, dont le territoire phare de développement et d'innovation urbains : l'EcoCité *De Montpellier à la Mer*, sur les communes de Montpellier, Castelnau, Lattes et Pérols.

Dans le cadre du volet routier de ce schéma global de mobilité métropolitain, le déplacement de l'A9 ouvre enfin la possibilité d'achever le contournement dont Montpellier est encore dépourvu et de réaliser la continuité d'itinéraire, aujourd'hui inexistante, entre les autoroutes A9 et A750.

Ce système de contournement complet est la seconde pièce maîtresse du réseau armature du PDU de l'Agglomération de Montpellier car, en libérant les communes et les quartiers urbains de la circulation de transit, il permet de réaffecter l'espace public en faveur des autres modes de déplacement : covoiturage, autopartage, VAE, pistes cyclables, fret urbain propre...

L'achèvement du contournement de Montpellier doit se poursuivre par la réalisation indispensable du **Contournement Ouest de Montpellier (COM)**, de la **déviations de la RN 113 (au droit de St Brès et de Baillargues)** et de la **Déviations Est de Montpellier (DEM)**. Cette dernière, bien que non intégrée au CPER, doit être explicitement citée comme un projet complémentaire mobilisant les financements croisés de la Région, du Département de l'Hérault et de la Métropole.

Le caractère indispensable du COM et de la déviation de la RN 113 justifie que les financements complémentaires au CPER soit inscrits dans le Plan de Relance Autoroutier autorisé par la Commission européenne et actuellement en négociation.

Par ailleurs, la **modélisation du système de déplacement de Montpellier à l'échelle de son aire urbaine**, au bénéfice de l'ensemble des Autorités Organisatrices des Mobilités, est un outil indispensable à la mise en œuvre de cette stratégie de déplacement métropolitaine.

Enfin, la réalisation de **voies vertes structurantes, notamment sur « les axes Lez et Mosson » de leur source jusqu'à la Mer** s'inscrivent dans cette nouvelle configuration des déplacements.

#### **Enseignement supérieur, recherche et innovation,**

La région Languedoc-Roussillon accueille plus de 94 000 étudiants dans l'enseignement supérieur faisant d'elle la 9e région Française. Près de 70% sont inscrits dans des établissements de l'aire



Montpellieraine. Le territoire régional est également classé 5e au rang national concernant le nombre de chercheurs (5 322) dans la recherche publique et par le nombre de productions scientifiques. De plus, 62 projets ont été retenus dans le cadre des investissements d'avenir pour la région LR. Elle est classée au 3e rang national pour la création d'entreprises innovantes entre 2004 et 2012.

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permettra à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite contribuer au volet Enseignement Supérieur Recherche et Innovation du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020. Ce positionnement va permettre à la Métropole d'être présente à toutes les étapes de la création d'entreprises innovantes. Actuellement, elle intervient dans les projets de maturation ayant un fort potentiel de développement économique pour le territoire, via son soutien à la Société Accélétratrice de Transfert Technologique (SATT) AxLR. Elle est également présente dans l'accompagnement des porteurs de projet et la création d'entreprises grâce à son Business and Innovation Centre (BIC) et à ses pépinières d'entreprises. Dorénavant, la Métropole accompagnera la recherche universitaire, au 5e rang national, en favorisant le développement de nouveaux programmes de recherche innovants et à fort potentiel pour le développement économique du territoire, ce qui permettra de faire rayonner l'excellence scientifique du territoire à l'international.

L'innovation scientifique, les liens avec le monde socio-économique sont des critères de différenciation en termes de visibilité internationale. Réunir ces critères et l'excellence déjà reconnue en matière de recherche feront de la Métropole un territoire attractif pour les étudiants qui souhaiteront une formation de pointe, pour les chercheurs désirant travailler sur les sujets de recherche les plus pointus mais également pour les entreprises qui voudront bénéficier des dernières avancées scientifiques et technologiques.

Au-delà du volet scientifique, les universités montpelliéraines, faisant parties des plus anciennes du monde occidental, possèdent un patrimoine historique parmi les plus importants de France, dont le bâtiment historique de la Faculté de Médecine, le Jardin des Plantes, les différentes collections telles que celles d'astronomie, botanique, minéralogie.... Ce patrimoine exceptionnel pourra faire l'objet d'un travail concerté pour sa valorisation à destination du monde universitaire et pour la population montpelliéraine désireuse de mieux connaître son histoire.

La contribution de Montpellier Méditerranée Métropole au CPER 2015-2020, au-delà de favoriser le développement économique, l'innovation et l'attractivité du territoire, permettra d'engager l'institution comme un partenaire et interlocuteur privilégié des Etablissements d'Enseignements Supérieur et de Recherche du territoire.

L'accompagnement que la Métropole apporte en matière de logement étudiants, inscrit dans la programmation figurant dans son plan Local de l'Habitat (PLH), apparaît particulièrement volontaire en la matière. Cette programmation s'appuie sur les réseaux de transports en communs, tout particulièrement du tramway, pour assurer une répartition équilibrée des résidences étudiantes sur son territoire et permettre ainsi d'intégrer la vie étudiante à la ville.

### Numérique

La généralisation des technologies de l'information et de la communication et la présence sur le territoire de l'agglomération montpelliéraine d'entreprises reconnues ou récemment incubées localement et résolument ouvertes à l'international, appellent à structurer un écosystème numérique métropolitain d'intérêt national dans le cadre de Montpellier French Tech.

La stratégie mise en place se décline notamment par la **plateforme mutualisée de la cité intelligente** (smart City), à partir de collaborations multiples avec les entreprises de services urbains et d'un territoire plus particulièrement dédié aux innovations : l'EcoCité *De Montpellier à la Mer*, Lab City de 2500 Ha retenue par l'Etat, la CDC et l'ADEME, pour inventer les équipements vertueux et « duplicables » de la ville durable de demain. Elle s'appuie également sur un **Système d'information Géographique régional (SIG LR)**.



Enfin cette stratégie amène à compléter la **desserte en Très Haut Débit des pôles économiques et des équipements de la Métropole** jusqu'en pied d'immeubles dans des délais adaptés aux besoins recensés, en complément des réseaux déployés par les opérateurs nationaux, la Région et le Département, afin d'assurer une **meilleure desserte des zones blanches internet et téléphonie mobile** dans la Métropole pour réduire la fracture numérique (Montaud, Sussargues, Murviel-lès-Montpellier).

#### **Innovation usine du futur**

Le renforcement et la maturation de l'appareil économique montpelliérain sur les filières d'excellence à forte valeur ajoutée, est conduit à partir des démarches d'innovations collaboratives (open innovation) portées par les pôles de compétitivité, les universités et les pôles de recherche régionaux, l'écosystème économique local innovant et les dispositifs d'accompagnement de la Métropole qui ont fait leur preuve : **le Business Innovation Center** reconnu à l'échelle internationale, constitue une tête de réseau régional, permettant d'incuber et d'accompagner la création de start-up et de développer les systèmes et les dispositifs d'accélération de la croissance des entreprises.

Ce développement doit aussi s'appuyer sur de nouveaux dispositifs de soutien aux TPE/PME/ETI, en particulier dans le domaine de l'économie résidentielle et productive, parmi lesquels la création d'un **Village d'Entreprise Artisanales et de Services permettant la structuration d'une filière EcoConstruction** performante, afin de permettre aux entreprises locales de s'adapter à l'évolution des marchés générés par le dynamisme du développement urbain.

#### **Transition écologique et énergétique**

Le PCET 2013-2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, élaboré de manière mutualisée avec les communes, dans le cadre d'une démarche de concertation approfondie avec les acteurs associatifs et institutionnels concernés et en collaboration étroite avec l'Etat, la Région et l'ADEME, a permis de poser les bases d'un diagnostic partagé et d'un plan d'actions volontaire.

La maturité des projets d'énergies renouvelables développés sur le territoire, et en particulier sur celui de l'EcoCité, permet aujourd'hui d'envisager un déploiement de solutions favorisant la transition énergétique, grâce à la mobilisation **de la biomasse pour le chauffage, le rafraîchissement urbain et la cogénération**. Le bois énergie constitue une opportunité tangible de synergies avec les communes rurales, en matière d'exploitation forestière et de lutte contre les incendies. Le développement de **la géothermie ou du solaire photovoltaïque**, associé à l'enjeu de récupération de la chaleur fatale, doit permettre d'assurer les ressources locales pour des îlots urbains démonstrateurs composant les quartiers à aménager.

Outre la réhabilitation du patrimoine locatif social, **la rénovation thermique des copropriétés privées** constitue un défi majeur pour le patrimoine construit durant les trente glorieuses (1945-1975), mal adapté thermiquement et accueillant des ménages aux revenus modestes, fragilisés par la facture énergétique. Cette opération de longue haleine doit se décliner en prenant en compte la singularité de nos milieux méditerranéens, le réchauffement climatique imposant une adaptation rapide de nos dispositifs d'interventions sur le cadre bâti existant, en intégrant le confort d'été comme cible majeure.

Une croissance durable suppose aussi la maîtrise des ressources naturelles et patrimoniales et passe nécessairement par la poursuite des actions en matière d'adaptation au changement climatique, de gestion de la ressource hydrique et de la lutte contre le risque inondation. Il s'agit ici de poursuivre l'effort engagé dans le cadre des **Programmes d'actions de prévention contre les inondations (PAPI) sur le Lez et sur l'Etang de l'Or**.

Enfin, la qualité des espaces naturels et agricoles doit être garantie par des actions tendant à reconnaître, valoriser et diffuser leur rôle essentiel au service de la préservation des équilibres vitaux que la Métropole doit respecter pour préserver son attractivité : service climatique, service de la biodiversité, service agro-alimentaire, service paysager, service touristique... L'action menée dans le cadre du projet **Ode à la Mer - Secteur du Fenouillet à Pérols** - permet de conduire une adaptation aux risques, par le transfert des commerces en place et la reconstitution d'un véritable corridor écologique.

#### **Culture et patrimoine**



La Région présente un potentiel touristique encore insuffisamment exploité, alors que cette filière constitue pourtant une ressource majeure pour son économie, mais aussi pour la mise en valeur du territoire et de son environnement exceptionnel.

Dans cette perspective, le développement de l'offre de sites et d'équipements culturels et touristiques de Montpellier Méditerranée Métropole doit être poursuivi, à travers la valorisation du **Château de Castries**, le développement du **Site archéologique Lattara à Lattes** et la restauration du **Cloître de la cathédrale de Villeneuve-lès-Maguelone**.

#### **Volet territorial**

Les actions complémentaires qui fondent le projet métropolitain se déclinent également dans le volet dit « métropolitain » du CPER, à travers des projets et des investissements d'intérêts régionaux portés plus directement par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ainsi un volet d'actions innovantes pour la **Ville de Demain** est mis en œuvre, notamment dans le cadre de l'**EcoCité De Montpellier à la Mer**. Après le succès de la **première étape (2011-2014)**, une nouvelle phase (**2015-2017**) s'engage à travers les nouveaux projets urbains de la métropole.

L'un des enjeux de la Cité intelligente consiste à inventer et à développer de nouveaux services interactifs aux usagers à partir de plateformes collaboratives numériques, innovantes à l'échelle internationale, permettant le croisement des données issues de différents « silos » (hydraulique, déplacement, espace public, culture, autonomie des seniors, santé...), au service d'une ville plus durable et plus solidaire. Ces services sont développés par la mise en œuvre d'une Métropole Numérique, fondée sur de nouveaux services aux citoyens et de services mutualisés avec les communes : **Cité Intelligente - Projet Recherche et développement Mobilité, Hydraulique et eau, Santé...**

Avec 1100 entreprises et 7500 emplois, le numérique est la clef de voute de la structuration et de la dynamisation de l'ensemble de l'économie métropolitaine car il concerne la quasi-totalité des filières du territoire. Il y a un fort enjeu à structurer l'écosystème économique numérique en fédérant les entreprises et les acteurs du secteur, en cohérence avec la stratégie nationale French Tech. Ceci passe notamment la réalisation d'un **bâtiment totem du pôle numérique (phases 1 et 2)**, à la fois cluster, pépinière et hôtel d'entreprises, appuyé sur la gare nouvelle Montpellier Sud de France.

Par ailleurs, l'enjeu de l'accueil des activités gravitant dans le domaine de la santé se concrétise, notamment dans le projet Ode à la Mer, par la réalisation d'un espace d'accueil du **Pôle Autonomie Santé à Lattes**.

**La modernisation du MIN de Montpellier, à travers la réalisation d'un pavillon des grossistes et d'une Halle producteurs**, et son organisation autour d'une plateforme logistique urbaine favorisant la massification des flux et le développement de circuits courts mieux organisés, entre le port de Sète, la plaine maraîchère de Mauguio-Lunel et les pôles commerciaux métropolitains, constitue une étape clef dans le cadre des piliers métropolitains stratégiques que sont l'« agro-écologie et l'alimentation » et l'organisation des transports.

Les équipements à forte valeur ajoutée pour le rayonnement du territoire doivent être développés et mis en valeur, afin d'accroître leur audience, mais aussi ceux qui assure le maillage et la cohésion du territoire métropolitain.

Dans cet objectif, il convient de soutenir plusieurs équipements stratégiques, par leurs effets structurants et d'attraction, parmi lesquels doivent figurer la réalisation du **Centre d'Art Contemporain Métropolitain**, la reconstruction du **Conservatoire à Rayonnement Régional**, l'aménagement du **Site d'interprétation archéologique, vinoviticole, touristique, et économique de Murviel-lès-Montpellier**, l'aménagement du **Parc Gérard Bruyères - espace de loisir nautique et sportif de Baillargues**, l'aménagement du **Parc zoologique du Lunaret à Montpellier**, la réalisation de la **Médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez** et de la **Piscine Héraclès à Saint-Brès**.

La dynamique technopolitaine doit profiter à toute la population. Cette démarche s'inscrit pleinement dans le cadre de la préparation du **futur Contrat de Ville 2015-2020**. Montpellier Méditerranée Métropole en assure le pilotage au côté de l'Etat, et en étroite coopération avec le Département, mais



aussi de la Région dont le partenariat dans le domaine de la politique de la ville doit, lui aussi être affirmé. Les concertations préalables à la préparation du contrat de Ville sont actuellement en cours, afin de préciser notamment son programme d'action.

Cet enjeu est ici d'autant plus prégnant que la précarité d'une partie d'entre elle et l'accélération de la destruction des liens sociaux durant les dernières décennies nécessitent de réinvestir l'ensemble des politiques publiques qui participent à la cohésion des quartiers, en renouvelant notamment les modes d'intervention, la présence des services publics (**Plateforme santé CHRU dans les quartiers en lien avec la politique de la ville : Maison de garde Prés d'Arène Lemasson + Maison pluri professionnelle de santé Hauts de Massane**) et des différents acteurs, mais aussi en réinterrogeant la manière dont le développement économique, les politiques de l'habitat, culturelles, sportives, environnementales, le déploiement du numérique... peuvent constituer des leviers facilitant l'intégration des populations les plus en précarité.

### **Littoral**

L'inscription dans le CPER 2015-2020 de l'aménagement de la deuxième et de la dernière phase du lido de Villeneuve-lès-Maguelone doit permettre de poursuivre les opérations engagées avec succès dans le cadre du CPER 2007/2013.

Ce projet métropolitain est hautement stratégique pour l'avenir de la Région, car la généralisation du fait urbain doit s'accompagner de métropoles à la fois fortes et rayonnantes dans le concert des métropoles européennes, identitaires et culturellement attractives, durables et soutenables socialement, ouvertes et connectées à leur territoire aussi bien qu'à l'échelle européenne.

C'est en répondant à ces enjeux fondamentaux que Montpellier Méditerranée Métropole créera les effets d'entraînement vitaux en faveur des nécessaires équilibres du territoire régional qu'il convient de préserver et qui passent par la consolidation de ses atouts stratégiques.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les objectifs ci-dessus énoncés pour la Contrat de Plan État-Région sur la période 2015-2020,
- approuver la programmation prévisionnelle du Contrat de Plan Etat Région, notamment le volet territorial spécifique à Montpellier Méditerranée Métropole et la part prévisionnelle à apporter à l'ensemble des priorités et objectifs visés ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président à signer le Contrat de Plan Etat Région, notamment le volet territorial spécifique de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la période 2015-2020.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (un vote contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire      29 MAI 2015  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      29 MAI 2015  
Le :  
Numéro de l'acte : Jmc 198957-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



## **HORS COMMISSION – MISE EN ACCESSIBILITÉ DES ÉTABLISSEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS RECEVANT DU PUBLIC - DEMANDE DE PROROGATION DE LA DATE DE DÉPÔT DES AGENDAS D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE (AD'AP) - APPROBATION**

Mme R. ILLAIRE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie, rapporte :

Aux termes de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, tout établissement recevant du public (ERP) devait être accessible à tous, et notamment aux personnes handicapées au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2015. L'ampleur des travaux que suppose la mise en accessibilité de ces établissements, en application de l'ordonnance du 26 septembre 2014 a entraîné un premier report de cette échéance et fait désormais obligation à tout propriétaire ou exploitant d'un ERP non conforme au 1<sup>er</sup> janvier 2015 d'adopter un agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) au plus tard le 27 septembre 2015 (article L.111-7-5 du Code de la construction et de l'habitation).

Compte tenu de l'importance, de la complexité et de la diversité du patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, composé pour partie de bâtiments historiques, de bâtiments classés, de bâtiments implantés dans des secteurs sauvegardés, de l'évolution de nos statuts au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et de l'importance financière des transferts de compétences induits, des difficultés budgétaires inhérentes à la planification et à la réalisation de travaux conséquents d'accessibilité, à court termes, certains ERP ne pourront faire l'objet d'un agenda d'accessibilité programmée finalisé et déposé avant la date du 27 septembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.111-7-6 du CCH, le délai de dépôt des Ad'AP peut être prorogé pour une durée maximale de trois ans en cas de difficultés financières, techniques ou administratives. En conséquence, et vu les éléments susmentionnés, il est proposé de solliciter une prorogation d'un an pour le dépôt du dossier Ad'AP, qui concernera les établissements suivants :

### **Patrimoine Culturel :**

Médiathèque E.Zola : Bld de l'Aéroport, 34000 Montpellier  
Médiathèque La Gare : Avenue du Grand Jeu, 34570 Pignan  
Médiathèque J.J Rousseau : 230 Avenue du Biterrois, 34000 Montpellier  
Médiathèque F.Fellini : Place Paul Bec, 34000 Montpellier  
Médiathèque W.Shakespeare : 150, avenue Paul Bringuier, 34000 Montpellier  
Médiathèque V.Hugo : 207, rue G.Janvier , 34000 Montpellier  
Médiathèque F.Giroud : Rue du Vieux Puit , 34160 Castries  
Médiathèque G.Lorca : 162 Avenue de Palavas, 34000 Montpellier  
Opéra Comédie : 11 Bld V.Hugo, 34000 Montpellier  
Agora de la Danse : 18 rue Sainte Ursule, 34000 Montpellier  
Ecolothèque : Mas de Grill, 34430 Saint Jean de Védas  
Salle Victoire 2 et Studios : Mas de Grill, 34430 Saint Jean de Védas  
Planétarium Galilée : Allée d'Ulysse, 34000 Montpellier  
Aquarium Mare Nostrum : Allée d'Ulysse, 34000 Montpellier  
Corum : Esplanade Charles De Gaulle, 34000 Montpellier  
Théâtre des Treize Vents : Domaine de Grammont, 34000 Montpellier  
CRR Candolle : 3, rue Candolle, 34000 Montpellier  
ENSAD : 19 rue Lallemand, 34000 Montpellier  
CRR St Anne : 14 rue Eugène de Lisbonne, 34000 Montpellier  
Musée Fabre : 2 rue Montpellicret, 34000 Montpellier  
Musée H. Prades : 390 avenue de Pérols, 34970 Lattes  
Ecole des Beaux Arts : 130 rue Yehudi Menuhim, 34000 Montpellier  
Centre Funéraire : Avenue Albert Einstein, 34000 Montpellier

### **Patrimoine Sportif actuel :**

Stade Yves du Manoir : avenue de Vannières, 34000 Montpellier  
Stade de la Mosson et gymnase Lou Clapas : avenue Heidelberg, 34000 Montpellier  
Piscine Olympique Antigone : avenue Jacques Cartier, 34000 Montpellier



Piscine Pitot : allée Jean Raymond, 34000 Montpellier  
Piscine Jean Taris : rue Louise Michel, 34000 Montpellier  
Centre Nautique Neptune : avenue Heidelberg, 34000 Montpellier  
Piscine Christine Caron : avenue du 8 mai 1945, 34170 Castelnau-le-Lez  
Patinoire Végapolis : Quartier Odysseum, Place de France, BP 71 34935 Montpellier  
Palais des Sports René Bougnol : 1000, av du Val de Montferrand, 34000 Montpellier  
Club House Jean Paul Lacombe : 1000, av du Val de Montferrand, 34000 Montpellier  
Base Canoe Kayak La Valette : rue Jean François Breton, 34000 Montpellier

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- demander à l'Etat une prorogation d'un an de la date limite de dépôt de l'Agenda d'accessibilité programmée relatif aux équipements susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05 JUIN 2015  
Déposé En Préfecture 05 JUIN 2015  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 199269-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**HORS COMMISSION – NOUVELLES COMPÉTENCES - FINANCEMENT - TAXE D'AMÉNAGEMENT - CONVENTION DE REVERSEMENT - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

A compter de cette date, de nombreuses compétences exercées jusqu'à ce jour par les communes relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole notamment en matière de création, d'aménagement et d'entretien de voirie, de création, d'aménagement et d'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires.

La taxe d'aménagement est définie à l'article L 331-1 du Code de l'urbanisme qui dispose qu' « en vue de financer les actions et opérations contribuant à la réalisation des objectifs définis à l'article L121-1, les communes ou EPCI perçoivent une taxe d'aménagement ».

Cette taxe, instituée par la loi n°2010-1658 du 29 Décembre 2010 portant réforme de la fiscalité de l'urbanisme a remplacé à compter du 1er mars 2012, la Taxe Locale d'Equipement (TLE).

L'article L331-2 du Code de l'urbanisme prévoit la possibilité de reverser tout ou partie de la taxe des communes vers l'EPCI ou de l'EPCI vers la Commune compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de la Commune, de leurs compétences respectives, dans des conditions prévues par délibérations concordantes des conseils municipaux et de l'organe délibérant de la Métropole.

Pour l'exercice 2015, année de transition, les communes continueront de percevoir la taxe d'aménagement, Montpellier Méditerranée Métropole n'ayant pas délibéré, pour l'instant, en vue de l'instaurer.

Par délibération concordante, les Communes et la Métropole ont défini les conditions de poursuite par les communes de certaines opérations décidées par celle-ci avant le 31 décembre 2014, en application des articles L5217-7, L5215-29 et R5215-9 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

En application de la convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole, les communes assurent au titre de l'année 2015 au nom et pour le compte de la Métropole, les compétences désormais transférées, qu'elles exerçaient jusqu'au 1er janvier 2015.

Compte tenu des transferts de compétences liés à la création de Montpellier Méditerranée Métropole, il apparaît nécessaire que les communes reversent à la Métropole pour l'année 2015, une partie des produits de la taxe d'aménagement :

Prades le Lez	12 250 €
---------------	----------

Une convention entre la Commune de Prades le Lez et Montpellier Méditerranée Métropole, après délibérations concordantes des assemblées délibérantes, doit être établie pour procéder à ce reversement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver au titre de l'exercice 2015, le reversement à la Métropole d'une partie du produit de Taxe d'Aménagement de la commune de Prades le Lez , pour un montant de 12 250€,
- approuver le projet de convention de reversement,
- dire que ce reversement de Taxe d'Aménagement au titre de l'année 2015 sera imputé en section d'investissement au chapitre 910,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.



Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 JUIN 2015

Déposé En Préfecture

05 JUIN 2015

Le :

Numéro de l'acte :

*Lmc 198985-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLÈS, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANT AU SEIN DE L'ASSOCIATION MISSION LOCALE POUR L'INSERTION LOCALE DES JEUNES DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER (MLJAM) - DÉSIGNATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°12228 du 19 mai 2015, le Conseil a procédé à la désignation de six représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015 au sein de la Mission Locale pour l'Insertion sociale et professionnelle des jeunes de l'agglomération de Montpellier (MLJAM).

Il convient aujourd'hui de désigner un nouveau représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'administration de MLJAM, suite au souhait de Madame Miralles de ne plus siéger au sein de cette association.

Sur proposition du Président, en application des informations de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose la désignation suivante :

- Madame Dray-Fitoussi.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à la désignation de Mme Dray-Fitoussi comme représentante de la Métropole au sein du Conseil d'Administration de l'association MLJAM et l'autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre en lieu et place de Mme Miralles ;
- présenter la candidature de ce représentant pour la présidence du Conseil d'administration de l'association et l'autoriser à exercer cette fonction ;
- confirmer l'ensemble des autres représentants de la Métropole ;
- autoriser le Président de la Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le :  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Ime 1990.12. DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VÉRA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANTS AU SEIN DU CONSEIL DE LA FACULTÉ DES SCIENCES DU SUJET ET DE LA SOCIÉTÉ - UFR5 DE L'UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY - DÉSIGNATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Conseil de la Faculté des Sciences du Sujet et de la Société de l'UFR5 de l'Université Paul Valéry de Montpellier vient de renouveler ses membres élus.

La Métropole détient un siège parmi les personnalités extérieures de ce Conseil.

A ce titre, il convient de procéder à la désignation d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant parmi les membres du Conseil de Métropole. Le représentant suppléant appelé à siéger en cas d'empêchement temporaire de la personne titulaire devra être du même sexe que ce dernier. Les articles L.719-3 et D719-41 à D719-47-5 du Code de l'éducation prévoient en effet la stricte parité femmes-hommes au sein du collège des personnalités extérieures du Conseil de la Faculté.

Sur proposition du Président et en vertu de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales, il est proposé au Conseil de ne pas procéder à cette désignation au scrutin secret mais à main levée.

Proposition de M. le Président :

- titulaire : Mme Sonia KERANGUEVEN,
- suppléante : Mme Chantal MARION.

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à la désignation à main levée de Mme Sonia KERANGUEVEN, comme représentante titulaire et Mme Chantal MARION comme représentante suppléante de la Métropole au sein du Conseil de la Faculté des Sciences du Sujet et de la Société de UFR5 de l'Université Paul Valéry et autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte,

Certifié Exécutoire 05 JUIN 2015

Publié le :

Déposé En Préfecture 05 JUIN 2015

Le :

Numéro de l'acte :

*Imc 1990 18 - DE*

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

*V*  
M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**HORS COMMISSION – CONVENTION EN VUE DE L'EXERCICE TRANSITOIRE DES  
COMPÉTENCES NOUVELLES DE LA MÉTROPOLE AVEC LES COMMUNES - VOLET  
OPÉRATIONNEL ET FINANCIER - AVENANTS N°1 - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre du passage en Métropole, les modalités de mise en œuvre des compétences transférées ont été définies par délibération en date du 18 décembre 2014. Ainsi, en application de l'article L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, une convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole a été conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et chacune des communes membres au titre de l'année 2015.

Cette convention de gestion transitoire, dans son article 6.7, précise que les volets opérationnels et financiers sont établis par avenant après notification des attributions de compensation provisoires. Ils définissent les enveloppes financières à l'intérieur desquelles la commune intervient pour le compte de la Métropole, celle-ci assurant la charge des dépenses nettes des recettes réalisées par les communes. Les sommes présentées dans l'avenant correspondent au montant maximum des dépenses pouvant être remboursées à la commune et au montant prévisionnel des recettes encaissées au titre des compétences relevant de la présente convention.

Les volets opérationnels et financiers constituent l'avenant n°1 à la convention initiale signé en date du 31 décembre 2014 après délibérations concordantes des communes de Lattes, Le Crès, Montpellier, Pignan, Prades le Lez et de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les avenants n°1 aux conventions de gestion en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole avec les communes de Lattes, Le Crès, Montpellier, Pignan, Prades le Lez;
- dire que les dépenses et recettes correspondantes sont inscrites au budget primitif 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer les avenants n°1 aux conventions en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole avec les communes de Lattes, Le Crès, Montpellier, Pignan, Prades le Lez , ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le :  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Smc 198986 - DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**HORS COMMISSION – MARCHÉ N°3959CO15 DE DIFFUSION DES SUPPORTS DE COMMUNICATION DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHÉS**

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller spécial, délégué à la Communication, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de communication, Montpellier Méditerranée Métropole se doit d'avoir une diffusion efficace de ses supports de communication tels que : affiches, flyers, cartes postales, sets de table,... par la réalisation de campagne de diffusion et/ou d'affichage et ce sur tout le territoire de la métropole et même au-delà.

La métropole de Montpellier souhaite lancer une procédure sous la forme d'un appel d'offres ouvert alloti comme suit :

Lot 1 – Diffusion et affichage d'affiches et autres supports de communication dans tous les réseaux de diffusion privés ou institutionnels

Ce marché concerne la distribution et l'affichage manuel d'affiches, le dépôt de flyers, dépliants, cartes postales ou tout autre support de communication dans différents lieux privés ou institutionnels ainsi que la pose et la dépose de fléchages pour accès stratégique sur une manifestation ciblée.

Les montants annuels minimum et maximum sont fixés à 40 000 € H.T. et 160 000 € H.T.

Lot 2 – Distribution de supports de communication en marketing de rue

Ce marché concerne la diffusion de supports de communication en « street marketing » ou par triporteur consistant à distribuer un document (flyers, petite documentation) dans la rue (voie piétonne, rues commerçantes, stations de tramway,...) annonçant une opération, une manifestation organisée ou co-animée par Montpellier Méditerranée Métropole.

Les montants annuels minimum et maximum sont fixés à 30 000 € H.T. et 120 000 € H.T.

Ces marchés seront conclus pour des prestations à réaliser à compter du 01/01/2016 jusqu'au 31/12/2016. Ils pourront être reconduits de manière expresse par période d'une année, dans la limite de trois reconductions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un appel d'offres ouvert en vue de la passation des marchés ci-dessus,
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2016 chapitre 930 de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser la signature des marchés tel que définis ci-dessus, avant l'engagement de la procédure de passation conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toute décision relative à l'exécution de ces marchés, y compris leur éventuelle résiliation, et à signer tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Imc 198094-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VÉRA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**HORS COMMISSION – MARCHÉ N°3961CO15 PRESTATIONS SCÉNOGRAPHIQUES DES MANIFESTATIONS ET OPÉRATIONS ÉVÈNEMENTIELLES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ**

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller spécial, délégué à la Communication, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est amenée à organiser un certain nombre de manifestations dans le cadre de sa politique de communication. Des opérations de mise en scène et d'aménagements adaptés à la thématique ainsi qu'à la destination du public sont indispensables.

Afin de pérenniser les effets déjà obtenus par la mise en valeur scénographique des différentes manifestations qu'elle organise, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite lancer une procédure sous forme d'appel d'offres ouvert, pour un marché à bons de commande, comportant un lot unique, pour renouveler le précédent marché qui se termine le 31/12/2015.

Ce marché sera conclu pour des prestations à réaliser à compter du 01/01/2016 jusqu'au 31/12/2016, il pourra être reconduit de façon expresse par période d'une année dans la limite de trois reconductions. Les montants annuels minimum et maximum sont fixés à 100 000 € H.T. et 400 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un appel d'offres en vue de la passation du marché,
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2016 chapitres 930, 933, 936 et 937 de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser la signature du marché tel que défini ci-dessus, avant l'engagement de la procédure de passation conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché, y compris son éventuelle résiliation, et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le :  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Imc 198103-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**HORS COMMISSION – MARCHÉ N°3960CO15 D'IMPRESSION, LIVRAISON, DISTRIBUTION ET ADAPTATION SONORE DE LA PUBLICATION MENSUELLE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHÉS**

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller spécial, délégué à la Communication, rapporte :

La politique de communication de Montpellier Méditerranée Métropole permet une mise en valeur permanente de l'institution au travers des actions et réalisations menées dans le cadre de ses différents domaines de compétences.

Depuis sa création, la publication mensuelle nommée « HARMONIE » puis « MON AGGLO » et aujourd'hui « Le MMMAG » est l'un des principaux outil de communication à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole car c'est un véritable vecteur de l'information auprès des administrés.

Les marchés actuels arrivant à échéance le 31/12/2015, il est nécessaire de relancer une consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert afin de pérenniser et garantir la mise en valeur des actions de notre collectivité au travers de sa publication mensuelle.

La consultation donnera lieu à la conclusion de trois marchés distincts à bons de commande :

Lot 1 – Impression et Livraison de la publication mensuelle  
Montant minimum annuel : 200 000 € H.T.  
Montant maximum annuel : 800 000 € H.T.

Lot 2 – Distribution de la publication mensuelle  
Montant minimum annuel : 100 000 € H.T.  
Montant maximum annuel : 400 000 € H.T.

Lot 3 – Adaptation sonore de la publication mensuelle  
Montant minimum annuel : 30 000 € H.T.  
Montant maximum annuel : 90 000 € H.T.

Ces marchés seront conclus pour des prestations à réaliser à compter du 01/01/2016 jusqu'au 31/12/2016. Ils pourront être reconduits de manière expresse par période d'une année, dans la limite de trois reconductions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un appel d'offres en vue de la passation des marchés ci-dessus,
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2016 chapitre 930 de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser la signature des marchés tel que définis ci-dessus, avant l'engagement de la procédure de passation conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toute décision relative à l'exécution de ces marchés, y compris leur éventuelle résiliation, et à signer tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.



Délibération n° 13006

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Lmc 1981 05-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**HORS COMMISSION – CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORTS, D'HÉBERGEMENTS, DE RESTAURATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ET DES TIERS EXTÉRIEURS INVITÉS À PARTICIPER À SES TRAVAUX - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Conseil de Métropole, par délibération n°12723, a adopté, à l'unanimité, la constitution du Conseil de Développement et de son Bureau lors de sa séance du 5 février 2015.

Par arrêté n°A2015-53 du 2 mars 2015, délégation a été attribuée à Mme Katia VIDIC pour siéger au sein du Conseil de Développement en tant que représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole. A ce titre, elle exerce l'ensemble des missions et fonctions relevant du Président du Conseil de Développement ; elle est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence

Mme Katia VIDIC, dans le cadre de ses fonctions de Présidente du Conseil de Développement, ou son représentant, sera amenée à participer à des déplacements liés à sa fonction.

De même, des membres du Conseil de Développement pourront participer à des manifestations à l'extérieur du territoire de la Métropole afin de contribuer au travail de réflexion, de prospective et de proposition de cette instance. La Présidente du Conseil de Développement pourra également inviter des experts dûment désignés par elle ou son représentant lorsque leur expérience et leur compétence apparaissent nécessaires pour atteindre les objectifs attendus.

Afin de permettre aux membres du Conseil de Développement et aux experts susceptibles d'être désignés dans les conditions mentionnées ci-dessus de mener à bien ces missions, il est proposé de prendre en charge les frais réels de leurs déplacements, leurs hébergements et leurs restaurations lorsqu'ils participent à des manifestations, colloques, séminaires, réunions de travail, à l'extérieur du territoire de la Métropole, contribuant aux missions d'analyse et de propositions du Conseil de Développement.

Cette prise en charge s'effectuera sur la base d'ordres de mission individuels signés par la Présidente ou son représentant précisant la date, le lieu, l'objet et le montant des frais pris en charge. Concernant les déplacements de madame la Présidente du Conseil de Développement, ses ordres de mission seront signés par le Président de la Métropole ou son représentant.

Le financement de ces déplacements est plafonné à 2 250 € H.T. en 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la Présidente du Conseil de Développement ou son représentant et les membres du Conseil de Développement à participer à des missions pendant toute la durée de leur mandat,
- approuver la prise en charge des frais réels de transports, d'hébergement, de restauration concernant les membres du Conseil de Développement lors de leurs déplacements ainsi que pour les tiers extérieurs invités à participer aux travaux du Conseil de Développement, conformément aux dispositions ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le :  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Lmc 197891 - DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANT AU SEIN DU CONSEIL DE GESTION DE LA FONDATION UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER ENTREPRENDRE - DÉSIGNATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Depuis sa création en 2010, la Fondation Université Montpellier 1 Entreprendre s'est attachée à développer les liens entre la communauté universitaire et les milieux économiques régionaux, notamment par l'organisation d'événements fédérateurs, le financement de recherches ou encore l'octroi de bourses.

La création récente de l'Université de Montpellier, en permettant l'intégration des forces des deux entités qui ont participé à la construire, a ouvert de nouvelles perspectives pour cette Fondation.

Parmi ces perspectives, l'intégration d'une mission de support à la valorisation du patrimoine scientifique et culturel confortera le rayonnement international de Montpellier en matière d'enseignement et de recherche.

Dans ce contexte, la Fondation souhaite que la Métropole intègre le Conseil de Gestion de la Fondation et qu'un représentant soit désigné en tant que personnalité qualifiée.

Le Conseil de Gestion, organe exécutif de la Fondation a pour vocation d'exercer une administration directe sur ses activités et débattre sur les initiatives de financement des actions et les acceptations de dons avant proposition au Conseil d'administration de l'Université. Le Conseil de Gestion est renouvelée par moitié tous les deux ans et se réunit à minima une fois par an pour approuver le budget et le bilan de l'année écoulée.

Le Président propose au Conseil de décider à l'unanimité, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales de ne pas procéder à une élection à bulletin secret mais à une désignation à main levée.

Il propose la candidature de Mme Chantal Marion.

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à la désignation à main levée de Mme Chantal Marion comme représentante de la Métropole en qualité de personnalité qualifiée au sein du Conseil de Gestion de la Fondation Université de Montpellier Entreprendre ;
- autoriser le représentant de la Métropole à siéger au sein de ce Conseil et accepter toute fonction dans ce cadre.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le :  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Ime 199349-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





**ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET  
AFFAIRES JURIDIQUES**





SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –  
MARCHÉ N°3867AJ15 - PRESTATIONS DE SERVICES POSTAUX - LOT N° 3 -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

C'est dans le cadre de la réglementation postale française et européenne en vigueur et notamment la directive européenne n°2008/6 du 20 février 2008 qui ouvre à la concurrence l'ensemble du secteur postal à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 que Montpellier Méditerranée Métropole a lancé une consultation concernant les prestations de services postaux.

Le marché n°3867AJ15, dont l'appel d'offres a été lancé début février 2015, concerne la collecte, la remise, l'acheminement et la distribution des plis et colis de tous types à destination de la France et de l'international, quel que soit leur poids unitaire.

Quatre lots ont été définis :

- Lot 1 : acheminement et distribution des plis, tous poids confondus, concernant la France et l'international ;
- Lot 2 : acheminement et distribution des colis, tous poids confondus, concernant la France et l'international ;
- Lot 3 : collecte, remise, acheminement et distribution en express des plis et colis, tous poids confondus en national et international ;
- Lot 4 : collecte et remise des plis et colis, tous poids confondus, pour l'ensemble des sites.

À la suite de l'analyse des offres et en application de l'article 59 du code des marchés publics, la procédure concernant les lots 1, 2 et 4 a été déclarée infructueuse par la Commission d'appel d'offres du 5 mai 2015, celle-ci ayant également décidé de relancer une nouvelle procédure négociée avec les candidats ayant déposé une offre pour les lots concernés.

Concernant le lot 3, la Commission d'appel d'offres a retenu l'offre de l'entreprise CHRONOPOST, sise 97, rue de Fenouillet 31200 TOULOUSE, pour un montant global, périodes de reconduction éventuelles comprises, de 3 200€ HT.

Le marché est conclu à compter de la date de notification jusqu'au 31/12/2015 puis est renouvelable 3 fois pour une durée de 1 an sans que ce délai puisse excéder le 31/12/18.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du lot 3 du marché n°3867AJ15 tel que défini ci-dessus avec la société CHRONOPOST,
- dire que les crédits correspondants sont et seront inscrits aux budgets 2015 et suivants de la Métropole, au chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer le lot 3 du marché n°3867AJ15, ainsi que tout document relatif à cette affaire, et à prendre toute décision concernant son exécution, notamment son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire 05 JUIN 2015  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 05 JUIN 2015  
Le :

Numéro de l'acte :

*Imc 1990 11-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –  
MARCHÉ N°3957MG15 - PRESTATIONS DE SÉCURITÉ DES MANIFESTATIONS ET  
PROTECTION PHYSIQUE DES PERSONNES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE  
MÉTROPOLE - LANCEMENT DE LA CONSULTATION - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole gère, dans le cadre de ses compétences, de nombreux équipements pour lesquels des prestations de sécurité des manifestations et de protection physique des personnes de Montpellier Méditerranée Métropole doivent être assurées.

Le marché actuel arrivant à échéance le 31 décembre 2015, la réalisation de ces prestations doit faire l'objet d'une nouvelle mise en concurrence, sous la forme d'une procédure adaptée ouverte, conformément aux dispositions de l'article 30 du Code des marchés publics.

Ce marché sera à bons de commande et sera établi sur la base d'un Bordereau de Prix Unitaires.

Il sera conclu pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, ou de sa notification si elle est postérieure, avec possibilité de reconduction expresse dans la limite de trois reconductions annuelles, soit une durée maximale de 4 ans.

Le montant annuel estimé pour l'ensemble des prestations s'élève à 220 000 € H.T. Le montant maximum du marché est fixé à 2 000 000 € H.T. pour la durée maximale de 4 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à lancer la procédure de consultation,
- autoriser avant l'engagement de la procédure de passation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à souscrire le marché tel que défini ci-dessus, avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres à l'issue de la procédure de consultation et à le signer,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché, y compris le cas échéant sa résiliation, et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Lme 198644-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original,  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VÉRA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –  
MARCHÉ DE FOURNITURE ET LIVRAISON DE FIOUL N°3781MG14 - GROUPEMENT  
DE COMMANDES AVEC 6 COMMUNES ET LE CCAS DE VILLENEUVE-LÈS-  
MAGUELONE - APPEL D'OFFRES - AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ACCORD  
CADRE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, les communes de Montpellier, Pignan, Saint Jean de Védas, Saint-Brès, Lavérune, Villeneuve-lès-Maguelone, le CCAS de Villeneuve-lès-Maguelone ainsi que notre Etablissement Public de Coopération Intercommunale ont décidé de constituer un groupement de commandes (cf. délibération n° 12634 du 27 novembre 2014) conformément à la convention annexée à cette délibération et à l'article 8 du Code des marchés publics, en vue de la fourniture de fioul destiné au fonctionnement de leurs services.

Montpellier Méditerranée Métropole a été désignée coordonnateur du groupement et sa Commission d'Appel d'Offres compétente pour attribuer, au nom du groupement, l'accord cadre à intervenir. Montpellier Méditerranée Métropole est également compétente pour signer et notifier cet accord cadre avec les titulaires retenus à l'issue de la procédure de mise en concurrence (appel d'offres ouvert, conformément aux articles 57 à 59 et 76 du Code des marchés publics).

Cet accord cadre sera conclu pour une durée d'un an, à compter de sa notification. Il pourra être reconduit expressément pour 3 nouvelles périodes d'un an par le coordonnateur, après accord et pour le compte de l'ensemble des membres du Groupement.

Au terme de la procédure, la Commission d'appel d'offres du 28 avril 2015 a retenu trois titulaires à l'accord cadre, qui seront remis en concurrence, par chaque collectivité, à survenance de ses besoins propres. Il s'agit des Sociétés Ramond et Compagnie SA, Charvet La Mure Bianco et Dineff SAS.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la souscription et la signature de l'accord cadre à intervenir avec les sociétés Ramond et Compagnie SA, Charvet La Mure Bianco, Dineff SAS retenues par la Commission d'Appel d'Offres et sa résiliation le cas échéant, ainsi que l'exécution des marchés subséquents et leurs résiliations le cas échéant ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'accord cadre ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Imc 1986 33-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





## **AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION**



**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,  
LUTTE CO NTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION  
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU  
VOYAGE**





SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



## **COHÉSION SOCIALE – ATTRIBUTION DE SUBVENTION - GAMMES - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage. A ce titre, elle se doit de répondre aux obligations définies par le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage pour la période 2011-2017 sur son territoire.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour l'attribution d'une subvention par le groupement d'association Gammes (Groupement d'Associations Mutualisées d'Économie Sociale à Montpellier), qui intervient notamment pour la médiation des gens du voyage et l'aide aux collectivités locales en matière d'accueil des gens du voyage.

Le groupement d'associations Gammes propose depuis 1972 un ensemble de services pour les personnes fragilisées par l'âge, le handicap, leur état de santé, la perte d'un emploi, l'exclusion, les discriminations. Il intervient notamment, depuis 2014, en tant que médiateur des gens du voyage sur le département de l'Hérault.

En 2014, 22 groupes de grands passages ont été recensés sur le territoire de la Métropole soit 48% des groupes recensés sur le département de l'Hérault. Les durées d'installation se sont échelonnées de une à sept semaines. Le groupement d'associations Gammes est intervenu en tant que médiateur pour chacun de ces passages.

En 2015, Gammes sera notamment chargé de recenser les offres et les demandes de grands passages sur le territoire de la Métropole et d'organiser, gérer, coordonner les passages des grands groupes de nomades tout au long de l'année. Il aura ainsi au préalable à rechercher, en lien avec les communes, des terrains provisoires, en complément des aires existantes, pour l'accueil des grands passages et à fournir une liste de terrains mobilisables, à Montpellier Méditerranée Métropole, dès la signature de la convention.

Gammes informera en temps réel Montpellier Méditerranée Métropole des difficultés rencontrées et des actions menées.

Un rapport d'activité à l'échelle du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole sera fourni avant le 31 janvier 2016 mettant notamment en exergue le nombre d'interventions réalisées.

Pour permettre au groupement d'associations Gammes de réaliser ces missions, il est demandé à Montpellier Méditerranée Métropole de participer à leur financement à hauteur de 10 000 € sur un budget global de 78 920 €, au titre de l'année 2015.

Les co-financements prévus sont les suivants :

Etat DIRECCTE : 8920€

Etat DDTM : 15 000€

Etat DDSC : 15 000€

Conseil départemental : 30 000€

Une convention sera signée avec Gammes qui précisera les résultats attendus ainsi que les modalités de contrôle et de versement de la subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder au Groupement d'Associations Mutualisées d'Économie Sociale à Montpellier (GAMMES) une subvention de 10 000 € ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant les modalités de son versement ;



Délibération n° 12985

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le projet de convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 JUIN 2015

Déposé En Préfecture 05 JUIN 2015

Le :

Numéro de l'acte :

*Imc 198586-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





## **CULTURE**





SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSÉE FABRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ, LA DIRECTION TERRITORIALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DE L'HÉRAULT ET LA DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DU LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, dans sa politique d'ouverture au public le plus large, affirme sa mission de développement et de diversification des usagers pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Il est à ce titre un instrument majeur pour tout dispositif de réinsertion sociale.

Ainsi, dans une démarche volontariste de solidarité et de citoyenneté, un partenariat entre le musée Fabre, le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de l'Hérault et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Languedoc Roussillon (DRAC LR) s'est construit depuis 2007, afin de participer à la politique de réinsertion culturelle et sociale des détenus, en permettant aux différents partenaires de mettre en œuvre une action qui propose d'aller à la rencontre des populations qui n'ont pas accès à l'art afin d'accomplir leur insertion culturelle et sociale.

Fort du succès du partenariat susmentionné, le musée Fabre accueille chaque année, depuis 2012 des jeunes placés sous main de justice dans le cadre de ses actions Culture/Justice. Les séances alternent entre la découverte des œuvres du musée et l'atelier de pratique artistique. L'engouement des jeunes pour ces activités et la nécessité de transmettre à d'autres professionnels la possibilité d'utiliser le musée comme lieu culturel ressource via des rencontres formations, incite désormais à formaliser le partenariat sous forme de convention avec les services de la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault (DTPJJ) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Languedoc Roussillon (DRAC LR).

La DTPJJ dans le cadre de ses missions de réinsertion sociale des publics placés sous main de justice, a vocation à favoriser l'accès à la culture des publics dits « empêchés » et inciter les professionnels des services de la DTPJJ (soit environ 30 personnes) à participer à des rencontres-formations co-organisées avec le musée Fabre.

La DRAC LR dans le cadre du protocole Culture/Justice s'attache à atteindre les objectifs de démocratisation de la culture auprès des publics spécifiques en facilitant et accompagnant les jumelages entre les grands équipements culturels et les établissements en charge des personnes sous main de justice.

Ainsi, dans le cadre défini par la présente convention, les différents partenaires mettent en œuvre une action qui propose d'aller à la rencontre des populations qui n'ont pas accès à l'art afin d'accomplir leur insertion culturelle et sociale.

Le projet concernera une dizaine d'adolescents placés sous main de justice et issus de différents services de la DTPJJ. Désireux de valoriser plus largement toute la richesse de cette expérience, des travaux de restitution seront présentés lors de l'exposition « Le musée sans exception ».

La convention à venir règle l'ensemble des modalités techniques et administratives nécessaires à la mise en œuvre de ces objectifs, et précise notamment les obligations de chacune des parties.

Le musée Fabre s'engage à mettre à disposition ses collections et le savoir faire de ses médiateurs pour mener des actions culturelles et artistiques pratiquées au musée dans le parcours permanent ou sous forme d'ateliers de pratiques plastiques. Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole prendra en charge les frais de fonctionnement liés aux activités du service organisées dans les murs (matériel d'arts plastiques, mise à disposition de l'atelier...) pour un budget global de 2 500 €.

La DTPJJ s'engage notamment à souscrire un abonnement annuel au musée Fabre au tarif de 30 €.



Délibération n° 13026

La présente convention prend effet à sa date de signature pour une durée d'un an. Elle sera renouvelable par tacite reconduction pour une durée d'un an, dans la limite de trois reconductions. Une réunion annuelle proposée par le musée Fabre permettra de dresser un bilan des actions, d'effectuer une évaluation partagée, de définir les perspectives et objectifs à venir et arbitrer ainsi la reconduction de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault et la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

In 197506-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**CULTURE – TOTAL FESTUM 2015 - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'associer à la dixième édition de la manifestation Total Festum organisée par la Région Languedoc-Roussillon durant le mois de juin 2015 afin de soutenir sur son propre territoire les projets artistiques mettant en valeur la culture occitane.

Les aides financières attribuées par Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de ces manifestations aux différentes structures organisatrices sont établies en fonction des projets retenus par la Région Languedoc-Roussillon sur le territoire des communes suivantes :

COMMUNES	MONTANT ACCORDE
Cournonterral : Association Le Chevalet de Cournonterral	2 350 €
Saussan	490 €
Montpellier : - Théâtre de la Vista - Intercal - Centre Régional de l'Enseignement de l'Occitan	3 000 € 1 100 € 1 000 €
Murviel les Montpellier : Lézards du	3 000 €
Saint Bres	1 500 €
<b>TOTAL</b>	<b>12 440 €</b>

En outre, en marge de Total Festum, une animation est organisée par la commune de Saint Génès des Mourgues. Compte tenu de l'intérêt culturel pour la collectivité à défendre sur son propre territoire les initiatives valorisant la culture occitane, il est proposé de soutenir cette manifestation par l'affectation d'une subvention de 1 000 €.

Ces aides seront formalisées par des conventions financières conclues entre la Montpellier Méditerranée Métropole et les bénéficiaires susvisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions susvisées,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions financières afférentes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire 05 JUIN 2015  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 05 JUIN 2015  
Le :  
Numéro de l'acte :

Ime 198773-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s) :

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es) :

Mme C. HART

Absent(es) :

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**CULTURE – COLLOQUE INTERNATIONAL "FORMES DU PORTRAIT. LES PROBLÉMATIQUES DE LA REPRÉSENTATION DANS L'IMAGINAIRE GRÉCO-ROMAIN" - AFFECTATION D'UNE SUBVENTION À L'UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY MONTPELLIER - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

L'Université Paul Valéry Montpellier organise, via son Centre de Recherches Interdisciplinaires en Sciences humaines et Sociales de Montpellier (CRISES) un colloque international dans le cadre du réseau européen « Le phénomène littéraire aux premiers siècles de notre ère » intitulé « Formes du portrait. Les problématiques de la représentation dans l'imaginaire gréco-romain ».

Ce colloque se tiendra dans les locaux de l'université Paul Valéry au mois de mai 2015. Il réunira une vingtaine de participants internationaux, qui s'exprimeront sur le thème du portrait dans l'Antiquité.

Compte tenu du niveau international de cette manifestation et du rayonnement qu'elle présente sur le territoire de la Métropole, il est proposé de soutenir financièrement l'organisateur par l'affectation d'une subvention de fonctionnement de 1 000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation d'une subvention de 1000€ à l'Université Paul Valéry en soutien à l'organisation du colloque international "Formes du portrait. Les problématiques de la représentation dans l'imaginaire gréco-romain",
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention de partenariat découlant de l'affectation de la subvention susmentionnée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

*Imc 198995-DE*

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



## **CULTURE – ASSOCIATION "LES AMIS DU CHÂTEAU DE CASTRIES"- ADHÉSION ET APPROBATION DES STATUTS - DÉSIGNATION DES MEMBRES - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Patrimoine historique et architectural de très grande qualité, le château de Castries a été acquis par la commune de Castries en 2013, avec le soutien de Montpellier Méditerranée Métropole, qui bénéficie d'une mise à disposition temporaire du lieu et a ainsi l'opportunité d'y organiser des activités de notoriété nationale et internationale qui, compte tenu de la qualité et l'importance du site, ont vocation à concerner au moins l'ensemble du territoire métropolitain et participer au renforcement de son rayonnement et de son attractivité notamment au niveau touristique.

Dans la perspective de la mise en œuvre d'actions pour la sauvegarde, la mise en valeur, la promotion et le rayonnement du château de Castries, a été créée une association dénommée « Les Amis du château de Castries », dont l'objet est de réunir les personnes physiques ou morales souhaitant prendre part aux actions susmentionnées. Cette association aura la possibilité de prendre toute initiative, notamment en matière de communication ou d'organisation d'évènements, d'activités culturelles diverses, d'éditions, ... Elle aura également pour but de rassembler idées et initiatives dans le but de rénover, de préserver et de mettre en valeur le site. Enfin, elle pourra entreprendre toute démarche en vue de susciter les libéralités de mécènes français ou étrangers et, d'une manière générale, d'atteindre directement ou indirectement les buts matériels ou culturels relatifs à son objet.

La ville de Castries a sollicité la Métropole pour que celle-ci désigne un membre élu qui la représentera au sein des instances de l'association. Au titre de son soutien à l'acquisition du château par la Ville (500k€), Montpellier Méditerranée Métropole a vocation à devenir un membre actif de l'association, et être représentée au sein de son conseil d'administration, déjà composé de 9 membres de la société civile, 5 membres de la ville de Castries et d'un membre de l'office du tourisme de Castries. Cet engagement n'aura pas d'incidence financière. La Métropole ne sera en effet pas sollicitée pour un quelconque soutien financier au titre des activités menées par l'association.

En application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé de ne pas procéder à la désignation du représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au scrutin secret mais à main levée.

Propositions du Président :

- Membre titulaire : Guy BARRAL,
- Membre suppléant : Bernard TRAVIER,

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les statuts de l'association "Les amis du château de Castries",
- adhérer à l'association "Les amis du château de Castries",
- procéder à la désignation à main levée de M. Guy BARRAL en qualité de représentant titulaire et M. Bernard TRAVIER en qualité de représentant suppléant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'association "Les Amis du Château de Castries",
- autoriser les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole à siéger au Conseil d'Administration et aux instances de l'association et à accepter toute fonction dans ce cadre, y compris celle de Président,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.



Délibération n° 13029

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Sme 19504-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





## ASSOCIATION DES AMIS DU CHATEAU DE CASTRIES

### STATUTS

#### **Article 1<sup>er</sup> : Nom.**

A la date du 20 novembre 2014, il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre : Association des Amis du Château de Castries.

#### **Article 2: Objet.**

L'association a pour objet de réunir les personnes physiques ou morales souhaitant agir pour la sauvegarde, la mise en valeur, la promotion et le rayonnement du château de Castries et du patrimoine architectural et historique qu'il représente. En lien étroit avec le propriétaire et les partenaires institutionnels, l'association a également pour but de rassembler idées, fonds et initiatives dans le but de rénover, de préserver et de mettre en valeur le site.

Ainsi, sous réserve des autorisations nécessaires et après avis du propriétaire, l'Association peut prendre toute initiative, notamment en matière de communication ou d'organisation d'événements, d'activités culturelles diverses, d'éditions.... et peut entreprendre toute démarche en vue de susciter les libéralités de mécènes français ou étrangers et, d'une manière générale, d'atteindre directement ou indirectement les buts matériels et culturels qui sont l'objet de l'Association.

#### **Article 3: Siège social.**

Le siège de l'Association est fixé au Château de Castries – 7, rue du Château – 34160 CASTRIES  
Il pourra être transféré par simple décision du Conseil d'Administration, la ratification de l'Assemblée Générale étant toutefois nécessaire.

#### **Article 4: Durée de l'Association.**

La durée de l'Association est illimitée.

#### **Article 5 : Composition.**

L'association se compose au départ de:

- Membres d'honneur
- Membres actifs ou adhérents

Les personnes morales, légalement constituées, peuvent faire partie de l'Association.

Dès la publication officielle de l'Association, son Bureau se réunira pour examiner les candidatures et agréer de nouveaux membres.

#### **Article 6 : Admission.**

Pour faire partie de l'Association, il faut être agréé par le Bureau qui statue, lors de chacune de ses réunions, sur les demandes d'admission présentées.

#### **Article 7 : Membres – Cotisations.**

- Sont membres d'honneur, ceux qui ont rendu des services signalés à l'Association; ils sont dispensés de cotisations.



- Sont membres actifs, ceux qui s'engagent à verser annuellement à l'Association une cotisation minimale fixée par l'Assemblée Générale.
- Sont membres bienfaiteurs, ceux qui ont versé un ou des dons à l'Association.

#### **Article 8 : Retrait.**

La qualité de membre de l'Association se perd :

- a) par le décès
- b) par la démission notifiée au Président
- c) par la radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour non-paiement de la cotisation, pendant une période de 3 ans
- d) par l'exclusion, pour motif grave, prononcée par le Conseil d'Administration, sauf recours à l'assemblée générale. Le membre concerné est préalablement appelé à fournir des explications devant le bureau et/ou par écrit.

#### **Article 9 : Ressources.**

Les ressources de l'Association comprennent:

1. Le montant des cotisations
2. Les dons versés par les membres bienfaiteurs
3. Les subventions et les aides diverses
4. Les recettes procurées par les publications et les animations diverses qui seront organisées.
5. Toutes autres ressources autorisées par la Loi.

#### **Article 10 : Conseil d'Administration.**

L'Association est dirigée par un Conseil de 17 membres et est élu pour 3 ans, renouvelable par tiers. 9 représentants de la société civile sont élus par l'Assemblée Générale. La commune de Castries désigne 5 représentants, le Conseil Régional Languedoc-Roussillon désigne 1 représentant, la Communauté d'Agglomération de Montpellier désigne 1 représentant et l'Office de Tourisme Intercommunal Via Domitia désigne également 1 représentant, élus pour la durée de leur mandat dans leur collectivité ou structure de tutelle.

Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres au scrutin secret, un **Bureau** comprenant au moins :

- un Président
- trois Vice-présidents
- un secrétaire
- un trésorier

Le Conseil d'Administration peut également désigner un secrétaire-adjoint et un trésorier-adjoint.

Le bureau est élu pour trois ans et peut être reconduit.

Le bureau se réunit aussi souvent que l'exige l'intérêt de l'association

En cas de vacances, le Conseil d'Administration pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par l'Assemblée Générale suivante. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Nul ne peut faire partie du Conseil d'Administration s'il n'est pas majeur.



#### **Article 11 : Réunion du Conseil d'Administration.**

Le Conseil d'Administration se réunit une fois au moins tous les 6 mois sur convocation du Président, ou sur demande du quart au moins de ses membres.

Les décisions y sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. Tout membre du Conseil d'Administration qui, sans excuse, n'aura pas assisté à 3 réunions consécutives pourra être considéré démissionnaire.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont rédigés par le Secrétaire et signés par le Président et un autre membre du conseil d'administration. Ils sont transcrits sur un registre coté et paraphé par le Président.

#### **Article 12 : Assemblée Générale Ordinaire.**

L'Assemblée Générale Ordinaire comprend tous les membres de l'Association, à quelque titre qu'ils soient affiliés. Cette Assemblée se réunit au moins une fois chaque année. Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'Association sont convoqués par les soins du secrétaire. L'ordre du jour est indiqué sur les convocations.

Le Président, assisté des membres du Bureau, préside l'Assemblée Générale et expose la situation morale de l'Association. Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan à l'approbation de l'Assemblée.

Il est procédé, après épuisement de l'ordre du jour, au renouvellement des membres sortants du Conseil d'Administration.

L'assemblée générale fixe le montant des cotisations annuelles (et du droit d'entrée) à verser par les différentes catégories de membres.

Enfin, lors de l'Assemblée Générale, ne pourront être traitées que les questions soumises à l'ordre du jour. Les décisions devront être prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés (ou des suffrages exprimés).

Le scrutin secret peut être demandé soit par le conseil d'administration, soit par la moitié des membres présents.

Le bulletin secret est obligatoire lors des votes sur les personnes.

Les décisions des assemblées générales s'imposent à tous les membres, y compris absents ou représentés.

#### **Article 13: Assemblée Générale Extraordinaire.**

Si besoin est, ou sur demande de plus de la moitié des membres inscrits, le Président peut convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire suivant les formalités prévues à l'article 12.

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour modifier les statuts, prononcer la dissolution de l'association et statuer sur la dévolution de ses biens, décider de sa fusion avec d'autres associations ou sa transformation.

Une telle assemblée devra être composée des deux tiers au moins des membres. Il devra être statué à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint lors de la réunion de l'assemblée, sur première convocation, l'assemblée sera convoquée à nouveau à quinze jours d'intervalle et, lors de cette nouvelle réunion, elle pourra valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

#### **Article 14 : Indemnités.**

Toutes les fonctions, y compris celles des membres du conseil d'administration et du bureau, sont gratuites et bénévoles.



#### **Article 15 : Règlement intérieur.**

Un règlement intérieur est établi par le Conseil d'Administration qui le fait approuver par l'Assemblée Générale.

Ce règlement est destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts, notamment ceux ayant trait à l'administration interne de l'Association.

#### **Article 16 : Dissolution.**

Une Assemblée Générale Extraordinaire peut également être convoquée, selon les modalités énoncées ci-dessus, à l'effet de se prononcer sur la dissolution de l'Association.

Elle ne peut valablement délibérer que si la moitié plus un de ses membres à jour de leur cotisation et en exercice sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, l'Association est à nouveau convoquée, pour le même ordre du jour, à quinze jours d'intervalle. Pour la deuxième convocation, aucun quorum n'est exigé. La dissolution de l'Association ne peut être votée, pour la première comme pour la deuxième convocation, qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. L'Assemblée Générale Extraordinaire désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation du passif et de l'actif de l'Association. Elle se prononce sur la dévolution de l'actif net au profit de toutes associations déclarées de son choix, ayant un objet similaire. Les membres de l'association ne pourront en bénéficier. Le ou les commissaires chargés de la liquidation sont chargés d'effectuer les formalités de déclaration et de publication, prévues par la loi et les règlements en vigueur.





SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE PLANÉTIARIUM DE BRETAGNE - AVENANT N°1 - CESSION DE DROITS AUDIOVISUELS - TARIFS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

En application de la délibération n°11466 du 21 mars 2013, une convention de partenariat a été conclue le 25 septembre 2013 avec le Syndicat Mixte du Planétarium de Bretagne. Celle-ci définit les modalités de collaboration entre le planétarium de Bretagne et le planétarium Galilée pour la conception et la réalisation de séquences audiovisuelles.

Ce partenariat a conduit en 2014 à la réalisation d'une série de séquences consacrées à la sonde européenne *Rosetta*, qui explore actuellement la comète Churyumov Guerasimenko. Ces séquences ont été diffusées à l'occasion des « Nuits des étoiles », dont c'était la thématique principale cette année-là.

Pour 2015, un nouveau projet est en cours de réalisation. Il s'agit de la réalisation d'une série de séquences relatives à la sonde américaine *New Horizons*, lancée le 19 janvier 2006, et qui survolera Pluton à une distance de 11 000 km le 14 juillet 2015.

Ces séquences audiovisuelles sont de nature à intéresser d'autres planétariums qui ne disposent pas des capacités de production nécessaires. Aussi, il est proposé de définir par un avenant n°1 à la convention de partenariat susvisée, le cadre juridique qui permettra de céder les droits d'exploitation de celles-ci.

Cet avenant définit notamment les tarifs de cession. Le tarif de la minute de suite audiovisuelle, quel que soit le type de planétarium intéressé, est ainsi fixé à 350 € H.T., soit 420 € T.T.C.. Le planétarium à l'origine de la cession soumettra à l'autre partenaire le contrat de cession pour approbation avant sa conclusion. Les recettes provenant de la vente seront partagées une fois déduits 10 % de frais de structure pour le planétarium à l'origine de la vente.

Il est, enfin, envisagé de recourir éventuellement à un distributeur, auquel cas la procédure et le contrat de distribution devront être définis en commun.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 à la convention de partenariat avec le Syndicat mixte du Planétarium de Bretagne,
- approuver les tarifs de cession des droits d'exploitation de séquences audiovisuelles produites par le Planétarium Galilée et le Planétarium de Bretagne,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant susmentionné ainsi tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le :  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Imc 197711-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,  
INTERNATIONAL, ARTISANAT**





SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CO-FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXLR - ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 14 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national.

Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé. Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes soit par le biais de partenariat avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité.

Le 1<sup>er</sup> aout 2012, la SATT dénommée AxLR a été créée en Languedoc-Roussillon, avec 12 actionnaires : Caisse des dépôts et Consignation, Université Montpellier 1, Université Montpellier 2, Université Montpellier 3, Université de Perpignan Via Domitia, Université de Nîmes, Centre National de la Recherche Scientifique, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, Institut de Recherche pour le Développement, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques.

Elle est dotée d'un fonds de 45 M€ sur 10 ans, au travers du Fonds National de Valorisation (FNV) afin de financer les projets de maturation des établissements de recherche actionnaires en vue d'un transfert technologique vers l'entreprise.

Pour appuyer cette initiative localement, la Région Languedoc Roussillon, la Direction Régionale de la Recherche et de la Technologie (DRRT) et la Métropole ont souhaité s'engager sur la mobilisation de financements complémentaires au FNV pour un montant de 5 M€ les 3 premières années avec un investissement de 3 M€ de la Région, 1,5 M€ du FEDER et 0,5 M€ de la Métropole. Ces sommes ont vocation à cofinancer les projets d'intérêt régional soutenus par la SATT.

Conformément aux compétences de la Métropole, telles que définies à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment concernant le copilotage des sociétés d'accélération du transfert de technologie et à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire concernant les actions d'accompagnement du développement économique et notamment le cofinancement d'opérations menées par les centres de recherche publics à condition qu'elles entraînent directement une forte valorisation économique, le Conseil a délibéré favorablement :

- en date du 28 juillet 2011 sur une participation financière de 500 000 € sur 3 ans pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR.
- en date du 31 mars 2015 sur les nouvelles modalités d'intervention financière de Montpellier Méditerranée Métropole et modèle type de convention de financement des projets.

Lors des Comités d'Investissement de la SATT AxLR du 4 mars et du 28 novembre 2014, deux projets de maturation ayant vocation à aboutir à une création d'entreprise innovante ont été identifiés pour leur intérêt régional et leur potentiel de développement.

- Le projet de maturation « CORTECT » : vise à développer des **outils logiciels d'analyses des données issues du séquençage du génome pour faciliter et améliorer les performances de l'interprétation par les cliniciens.**

Les données produites par les séquenceurs de nouvelle génération (NGS) sont actuellement désorganisées, découpées en un puzzle de millions de mots et certaines contiennent des erreurs produites lors du séquençage ou de la préparation de l'échantillon. Biologistes et cliniciens sont ainsi confrontés à un déluge de données (Big Data) qu'il faut stocker, trier, structurer et analyser car elles sont inexploitable en l'état. Le programme de maturation a ainsi pour objectif de développer



le premier service d'analyse de données NGS, avec une précision et une performance inégalées, accessible et facilement interprétable, reposant sur une approche mathématique et algorithmique originale de la complexité des transcriptomes.

Porté par la SATT AxLR, ce projet est rattaché à l'Institut de Médecine Régénératrice et de Biothérapie (IMRB), U1040, INSERM, UMI.

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 284 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (127 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (68 500 €), le FEDER (68 500 €) et de Montpellier Méditerranée Métropole (20 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

- Le projet de maturation « Interventions Non Médicamenteuses » : vise la mise en place d'une gamme de prestations d'évaluation du coût/efficacité des Interventions Non Médicamenteuses (INM) et en particulier la conception des protocoles de type « essai randomisé contrôlé » afin de permettre la création d'une start-up destinée à se positionner en leader dans l'évaluation du coût/efficacité des INM au plan national et international. A l'issue du programme, la start-up sera prête à être créée et disposera d'une plateforme informatique permettant d'automatiser une partie de l'activité.

Porté par la SATT AxLR le projet est mené par Grégory NINOT, Professeur des Universités à l'Université de Montpellier et chercheur au laboratoire EPSYLON (Université de Montpellier, Université Paul Valéry)

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 190 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (60 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (60 000 €), le FEDER (60 000 €) et de Montpellier Méditerranée Métropole (10 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

Après avis favorable du Comités d'investissement et approbation du Conseil d'Administration de la SATT AxLR sur leur financement, il est proposé au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole d'apporter une contribution à ces projets qui répondent à l'objectif encouragé par la Métropole, de favoriser la création d'emplois durables sur son territoire.

D'un montant total de 30 000 €, le financement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra sous forme de subvention correspondant aux dépenses de maturation (matériaux de recherche, temps salaire de chercheur,...), telles que présentées dans les annexes financières des conventions de financement de chaque projet et se répartit comme suit :

- Le projet de maturation « Cortect »: 20 000 €
- Le projet de maturation « Interventions Non Médicamenteuses » : 10 000 €

Cette participation est imputée sur le financement de 500 000 € voté par le Conseil en date du 28 juillet 2011 pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions de financement et l'attribution de la subvention des projets de maturation ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.



Délibération n° 12977

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

10 JUIN 2015

10 JUIN 2015

Imc 198402-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CITÉ INTELLIGENTE - APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT CHALLENGES BIG DATA DU FSN - CONVENTION DE SOUTIEN À DES ACTIONS D'ANIMATION DE CHALLENGES AVEC BPIFRANCE AU TITRE DU PROJET COMMUN AVEC LE PÔLE IMAGES ET RÉSEAUX ET RENNES MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le projet Cité intelligente fait l'objet, dans sa phase de développement, d'expérimentations, de tests de solutions techniques urbaines en grandeur nature, d'un contrat de Recherche et Développement (R&D), autorisé par la délibération n°11298 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2012, complété par 3 Projets de Recherche et Développement autorisés par délibération n°11 614, n° 11615 et n° 11616 du Conseil Communautaire du 25 juin 2013, par la réalisation de deux thèses l'une à l'université Montpellier 1, l'autre à l'université Montpellier 2 autorisées par délibération n° 11922 et n° 11923 du conseil du 29 octobre 2013 et par l'appel à idées, programme dédié aux entreprises innovantes, par délibération n° 12 380 en date du 31 juillet 2014.

Ce contrat de Recherche et Développement permet aux partenaires, Montpellier Méditerranée Métropole, IBM France, l'Université de Montpellier, l'IDATE ainsi que les entreprises Egis eau, Eseco Systems, Predict Services, M2OCITY, Veolia Eau, Citiway, Synox et Mecatran de développer de nouveaux savoirs et techniques et de susciter l'intérêt des acteurs du territoire et de favoriser les collaborations autour de solutions urbaines intégrées.

En effet, les enjeux et les objectifs de l'EcoCité montpelliéraine résultent de la nécessité d'adapter la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales. Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole utilise le territoire de l'EcoCité comme un véritable laboratoire urbain (living lab) pour revisiter l'ensemble des champs de la gestion urbaine dans des domaines aussi essentiels que sont la maîtrise de l'eau et la biodiversité, les mobilités, les ressources et les performances énergétiques, les nouvelles formes de distribution commerciales et les relations intergénérationnelles.

Dans ce contexte, le projet Cité intelligente consiste à développer une plateforme numérique à vocation collaborative, à faire converger des données de domaines divers et souvent cloisonnés, pour favoriser la mutualisation de leur exploitation, à restituer ensuite les données traitées aux exploitants, aux entreprises ainsi qu'aux usagers, et de promouvoir in fine l'innovation ouverte en favorisant le développement des PME et des start up du territoire qui développent de nouvelles applications et explorent de nouveaux modèles économiques.

Labellisées « Métropole French Tech » le 12 novembre 2014 aux côtés de 6 autres territoires, Rennes Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole sont reconnues comme des pôles majeurs en France pour le numérique.

En mai 2014, les deux métropoles accompagnées du pôle de compétitivité Images & Réseaux ont répondu à l'appel à manifestation d'intérêt de l'Etat sur la thématique des big data auprès du Fonds national pour la Société Numérique (FSN) dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir. Les deux collectivités ont choisi le thème des données utilisées pour la gestion des villes comme sujet d'organisation des challenges destinés à faire émerger des innovations. Les deux industriels (IBM et Dassault Systèmes) ont accepté de donner accès à leurs plateformes capables d'accueillir des applications innovantes et d'accompagner les projets sélectionnés lors des challenges organisés par les porteurs.

Les challenges ont ainsi pour objectif d'identifier les entreprises susceptibles de faire émerger de nouveaux projets de services et usages pour les citoyens à partir des données collectées.

Le Challenge Big Data est organisé sous le pilotage de Montpellier Méditerranée Métropole, Rennes Métropole et le Pole Images & Réseaux. La sélection des projets, s'opèrera au travers d'un jury composé des membres du Comité de Pilotage Cité intelligente (Montpellier Méditerranée Métropole, IBM, IDATE, l'Université de Montpellier) pour la partie montpelliéraine, de bpifrance, de la Caisse des Dépôts et Consignation, et des services de l'Etat en septembre 2015.

Les challenges proposés ont pour objectif de faire émerger des applications innovantes de la ville intelligente qui utilisent à la fois des données ouvertes ou accessibles des métropoles partenaires et les



possibilités des deux plateformes : plateforme temps réel de pilotage de la ville (IBM) et plateforme 3DEXPERIENCity (Dassault systèmes).

La sélection s'appuiera sur les critères suivants :

- Service : niveau d'utilité, de valeur ajoutée... ex : utilité sociale, intérêt dans le contexte de l'évolution des modes de vie urbains... Inscription du projet dans les objectifs des Métropoles ;
- Adéquation aux objectifs du challenge thématique : utilisation des plateformes (une ou les deux), utilisation des données des Métropoles ;
- Caractère innovant : nouveauté, à argumenter avec des éléments de marché, avantage concurrentiel (pour le porteur de projet, pour le territoire...) ;
- Retombées économiques potentielles : business model (compatible avec celui des plateformes et éventuellement des données), viabilité et potentiel de développement du projet ;
- Intérêt et pertinence par rapport au contexte R&D offert par les Métropoles ;
- Capacité à être expérimenté de façon massive sur les plateformes.

Les challenges sont ouverts à l'ensemble des PME françaises.

L'objectif des challenges est le financement par bpifrance de 10 projets de développement à hauteur de 70 000 euros maximum chacun. Montpellier Méditerranée Métropole recevra également une aide financière à hauteur de 35 000 euros pour l'année au titre de l'organisation et l'animation des challenges.

La convention de soutien à des actions d'animation de challenges entre bpifrance et Montpellier Méditerranée Métropole au titre du projet commun avec le Pôle Images et Réseaux et Rennes Métropole qui formalise les relations entre bpifrance et les bénéficiaires de financements accordés via le FSN sera signée ; le règlement, diffusé sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, fixe les modalités des Challenges Big data.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la participation au Challenge Big data aux cotés de Rennes Métropole et du Pôle de compétitivité Images & Réseaux,
- adopter le règlement des Challenges Big data,
- dire que les crédits sont prévus au budget de l'exercice 2015,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de soutien à des actions d'animation de Challenges avec bpifrance et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire 05 JUIN 2015  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 05 JUIN 2015  
Le :  
Numéro de l'acte : Dmc 1986 41 DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



## **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC INVEST SUD DE FRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit depuis plusieurs années une politique de développement économique destinée à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire et à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international.

Pour l'accompagner dans ses missions, Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie entre autres sur l'expertise d'Invest Sud de France, agence régionale de développement économique du Languedoc-Roussillon, pour identifier et attirer de nouvelles entreprises sur la Métropole de Montpellier et renforcer l'attractivité et la lisibilité du territoire au-delà de ses frontières.

Invest Sud de France est une association régie par la loi de 1901. Créée en 1986, elle mène, en collaboration avec les acteurs publics et privés sur le territoire régional, des missions de promotion, prospection, accompagnement d'implantation et développement d'activités industrielles ou tertiaires. Elle est également le correspondant de l'AFII (Agence Française pour les Investissements Internationaux) et l'interface de la DATAR pour le territoire régional. L'AFII est un établissement public créé en 2001 et placé sous la double tutelle des Ministres chargés de l'Economie et de l'Aménagement du territoire. Elle a pour rôle d'accompagner les investisseurs étrangers en France.

Après plusieurs années de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et Invest Sud de France ont formalisé leur partenariat en 2013 sous forme de convention annuelle visant à promouvoir les atouts économiques du territoire et favoriser l'implantation d'entreprises exogènes. Une nouvelle convention est proposée pour 2015.

Ses objectifs sont les suivants :

- renforcer la prospection nationale et internationale et la qualité de l'accueil des prospects et des délégations afin d'améliorer le rayonnement et les résultats d'implantation dans les domaines d'excellence de Montpellier Méditerranée Métropole,
- identifier les projets stratégiques mobiles au niveau international afin de les attirer sur le territoire de la Métropole, hors prospection endogène déjà couverte par les services de Montpellier Méditerranée Métropole

Pour formaliser le partenariat avec Invest Sud de France, une convention est signée sur la base de ces objectifs et d'un programme d'actions précis.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à verser à Invest Sud de France une subvention de 36 000 € dans le cadre de la convention 2015.

Invest Sud de France est régie par un Conseil d'administration composé de membres de droit (Conseil Régional du LR, Montpellier Méditerranée Métropole, BPI France, Caisse d'Epargne LR, CCIR LR, Ceser, CGPME, Chambre régionale d'agriculture, Chambre régionale des métiers et de l'artisanat, Comité régional des banques, Medef LR, Soridec, Université Montpellier) et d'un collège d'entreprises et adhérents (Berlidon, Bio UV, Cameron, Carayon, Confiserie du Tech, Délégation régionale EDF, Farmex, France Telecom Orange, IBM, Kawneer, Medtech, NTN-SNR, RecFrance, Schneider Electric, Sigma Méditerranée, Urbasolar).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la convention présentée en annexe et approuver l'affectation d'une subvention annuelle d'un montant de 36 000 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget Montpellier Méditerranée Métropole de l'exercice 2015, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions annuelles ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).



Délibération n° 12979

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 JUIN 2015

Déposé En Préfecture

05 JUIN 2015

Le :

Numéro de l'acte :

Imc 198211-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VÉRA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'ACCUEIL DES DÉLÉGATIONS ET DES INTERVENANTS EXTÉRIEURS DANS LE CADRE DES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole relève les grands défis du 21<sup>e</sup> siècle pour développer son territoire en répondant efficacement et harmonieusement aux besoins de ses habitants et de ses entreprises. Le passage en Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015 amorce une nouvelle ambition de la collectivité pour le territoire.

En 2015, Montpellier Méditerranée Métropole impulse son projet de métropole autour de sept piliers : numérique, santé, tourisme, transports et mobilité, agro-écologie et alimentation, patrimoine, culture et université, citoyenneté et insertion sociale. Ces sept piliers correspondent aux domaines d'excellence que la Métropole s'engage à structurer, développer et valoriser.

En matière de développement économique, la Métropole poursuit l'installation et la croissance des entreprises en répondant à leurs besoins, avec ses parcs d'activités, son immobilier métropolitain, son Pack croissance et son Business & Innovation Centre (BIC) de renommée internationale.

Fin 2014, la mobilisation des acteurs privés et publics de la filière numérique permet l'obtention du *label French Tech* illustrant le positionnement novateur et le dynamisme économique du territoire aux bénéfices des entreprises et des citoyens.

Montpellier Méditerranée Métropole conduit aussi une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique en s'appuyant sur ses réseaux. Elle a renforcé son positionnement international afin de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

La Métropole renforce ses partenariats internationaux pour développer son économie et activer des opportunités avec la Chine (Shanghai, Chengdu), les Etats-Unis, le Canada, la Russie, la Belgique, le Brésil et les Emirats Arabes Unis. Pour mener ses actions, la Métropole est appelée à recevoir un certain nombre de délégations étrangères pour promouvoir le territoire. Le budget dédié à l'accueil de ces délégations est estimé au maximum à **8 000 €**.

Pour stimuler le développement des secteurs clés de l'économie, Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie sur ses filières d'excellences, notamment le numérique avec la French Tech, la santé et le pack croissance. En 2015, il est prévu de mettre en place des cycles de conférence et des événements autour de ces thématiques. Le budget dédié aux déplacements et à la réception des intervenants est estimé au maximum à **13 000 €**.

Pour mener à bien ses missions, le BIC organise des actions collectives au bénéfice des entreprises. Il s'agit principalement d'actions de formation, de conseil et d'accompagnement assurées par les chargés de mission du BIC, des consultants ou des partenaires institutionnels. Certains de ces formateurs interviennent à titre gratuit et seul le déplacement est pris en charge. Le budget dédié aux déplacements et à la réception des intervenants est estimé au maximum à **500 €**.

Enfin, dans l'objectif de renforcer le rayonnement économique de la Métropole, il est prévu des conférences de presse nationales. Le budget dédié aux déplacements des journalistes et intervenants est estimé au maximum à **10 000 €**.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge directe des frais de déplacement et de réception ou le remboursement aux frais réels des personnalités mentionnées ci-dessus ainsi que la prise en charge des frais de logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif de la Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire 05 JUIN 2015  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 05 JUIN 2015  
Le :  
Numéro de l'acte : *Lmc 198665-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS -  
ATTRIBUTION DE SUBVENTION À CPC LR POUR LA MANIFESTATION XTREMUP -  
CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait partie des 9 métropoles labellisées French Tech par le gouvernement en novembre 2014. Cette labellisation est la reconnaissance de la performance des dispositifs mis en place par la Métropole pour l'accompagnement des acteurs du numérique et de l'innovation, ainsi que de la richesse de l'écosystème économique local dans ces domaines.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole soutient les actions collectives portées par des acteurs économiques du territoire, contribuant à faire de Montpellier une ville pionnière en matière d'initiatives entrepreneuriales. Ainsi elle apporte son soutien à CPC LR, pour l'organisation de la première édition de la conférence intitulée « XtremUp », qui s'est tenue à la Médiathèque Emile Zola les 12 et 13 mai 2015.

Portée par CPC LR, cette manifestation est organisée par un collectif de chefs d'entreprises de la FrenchTech Montpellier, qui relèvent le pari de marier les valeurs de l'entrepreneuriat avec celles du sport.

Le 12 mai, veille de l'ouverture du Fise (Festival International des Sports Extrêmes), Xtrem'Up a accueilli une dizaine d'intervenants qui se succéderont sur la scène de l'amphithéâtre de la Médiathèque Emile Zola. Cet événement vise à fédérer et rassembler les talents, toutes générations confondues, animés par la passion de réaliser leur projet.

Le 13 mai était consacré à des séances de coaching le matin et un concours de présentation de projets innovants l'après midi sur la base d'une sélection portés par des startups de Montpellier et ses alentours.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de la subvention ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif de l'exercice 2015, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 JUIN 2015

Déposé En Préfecture

05 JUIN 2015

Le :

Numéro de l'acte : Ime 198908 - DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ASSOCIATION DES VILLES ET COLLECTIVITÉS POUR LES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ET L'AUDIOVISUEL (AVICCA) - ADHÉSION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

L'expansion des nouvelles technologies de l'information et de la communication, en particulier de l'internet Très Haut Débit, constitue un des enjeux majeurs de ce début de siècle. Il conditionne l'aménagement et l'attractivité d'un territoire.

Les collectivités territoriales et leurs groupements jouent un rôle important dans le déploiement des réseaux numériques Très Haut Débit. D'une part, leur connaissance du terrain permet de mobiliser les infrastructures de génie civil dont elles disposent. D'autre part, elles exercent la compétence d'aménagement numérique de leurs territoires.

La prise de compétence « Très Haut Débit » le 1<sup>er</sup> juin 2010 par arrêté préfectoral a marqué une étape importante pour le développement économique et territorial de Montpellier Méditerranée Métropole. A la suite d'un changement de statut au 1<sup>er</sup> janvier 2015, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est devenue Montpellier Méditerranée Métropole.

En ce sens, afin de bénéficier d'échanges d'expériences avec les autres collectivités mobilisées sur ces enjeux et avoir accès aux études et notes d'information pouvant alimenter la réflexion actuellement menée par la collectivité, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole prolonge son adhésion à l'Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA) pour l'année 2015.

Le montant de la cotisation s'élève à 6 620 € H.T. (TVA à 0%). A ce titre, la Métropole pourra à nouveau participer aux groupes de réflexion nationaux engagés par l'association ainsi qu'aux colloques et assemblées générales de l'AVICCA, journées d'échanges privilégiés entre acteurs de l'aménagement numérique des territoires.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole pourra également interroger l'association, qui, en relation avec les différents acteurs économiques et les pouvoirs publics, représente et défend l'intérêt des collectivités, et, à travers elles, l'intérêt public local.

L'association AVICCA est un interlocuteur reconnu dans l'ensemble de la profession et par les pouvoirs publics (régulateurs, gouvernement, Parlement, etc.).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA),
- dire que les crédits correspondant à cette affaire sont prévus au budget de la Métropole pour l'année 2015, chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le :  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Smc 198313-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VÉRA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ  
CHARLES MARTEL EXTENSION - COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE  
- LANCEMENT DE LA PROCÉDURE DE DÉSIGNATION D'UN AMÉNAGEUR DANS  
LE CADRE D'UNE CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - CONSTITUTION D'UNE  
COMMISSION D'EXAMEN DES PROPOSITIONS - ÉLECTION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole présente un important besoin de foncier à destination d'activités économiques productives, indispensables à son développement et aux réponses à apporter notamment en termes d'emplois. Par le prolongement des parcs d'activités existants et tel que prévu au Schéma de Cohérence Territoriale, la Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone, contribuera à répondre aux besoins d'implantation des entreprises de type artisanal, BTP, petite industrie, petite logistique...

Ainsi, par délibération du 27 octobre 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, a défini les objectifs et les modalités de la concertation d'un projet d'extension, intitulé « Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension » à Villeneuve-lès-Maguelone.

Les objectifs suivants furent définis :

- répondre à la demande d'implantation d'entreprises sur ce secteur, et de ce fait, permettre la création d'emplois,
- conforter les secteurs d'activités économiques existants (Larzat et Charles Martel), par l'accueil d'activités artisanales et de services,
- limiter le mitage de l'espace et tisser une urbanisation continue depuis le Pont de Villeneuve jusqu'à la zone d'activités du Larzat redonnant une structure et une cohérence urbaine au secteur,
- participer à la constitution d'une unité urbaine de dimension suffisante permettant l'implantation d'équipements,
- assurer une transition paysagère entre le secteur de projet et la plaine agricole,
- prévoir des aménagements intégrant les principes du développement durable (par le choix des matériaux, du mobilier et des essences végétales, par la gestion de l'éclairage public, par la performance énergétique des bâtiments, la production d'énergies renouvelables, la distribution et la gestion des ressources,...) et faire de la contrainte hydraulique une valeur forte.

Depuis, les investigations écologiques, menées par le Cabinet Barbanson Environnement, ont permis de préciser la richesse écologique du milieu. Un important travail de réduction du périmètre a été effectué en lien avec les services de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL LR) permettant de limiter les impacts (périmètre réduit à 10.6 ha.). La mise en œuvre de la doctrine « ERC » (Eviter, Réduire, Compenser) fait l'objet d'un dossier de demande de dérogation pour la destruction d'espèces protégées, approuvé par le Conseil du 31 juillet 2014 et actuellement en cours d'instruction.

Plusieurs études préalables ont été menées. L'opération permettra un bouclage de la voirie entre les parcs d'activités existants et la RD612. La nature de cette connexion sur la RD 612 reste à préciser en partenariat avec le Département de l'Hérault. Des études préalables ont également été menées concernant les réseaux, les problématiques de rétention hydraulique,... L'étude d'impact a été réalisée en 2014. Par son courrier du 28 juillet 2014, le Service Régional de l'Archéologie de la Direction Régionale des Affaires Culturelles a indiqué que le projet Charles Martel Extension ne donnera pas lieu à des prescriptions archéologiques particulières (toute découverte fortuite effectuée à l'occasion des travaux devra néanmoins être déclarée immédiatement).

Par délibération n°12671 du 18 décembre 2014, le Conseil a tiré, à la fois, le bilan de la mise à disposition du public de l'étude d'impact et le bilan de la concertation, créant ainsi la Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension. Une vingtaine d'entreprises supplémentaires



(environ 68 000 m<sup>2</sup> de foncier cessible) y sont attendues correspondant à la création de près de 200 emplois.

A ce jour, près de 3.8 hectares ont déjà été acquis. Environ 3.6 hectares restent à maîtriser. Le même conseil du 18 décembre 2014 a approuvé le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et le dossier d'enquête parcellaire relatifs à la Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension. Par sa décision du 20 avril 2015, le Tribunal Administratif de Montpellier désigna le Commissaire enquêteur.

L'opération Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension sera réalisée sous la forme d'une concession d'aménagement telle que définie par l'article L.300-4 et suivants du Code de l'urbanisme. Le concessionnaire assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux et équipements concourant à l'opération prévus dans la concession, ainsi que la réalisation des études, de la commercialisation et de toutes missions nécessaires à leur exécution. L'ensemble des éléments et objectifs économiques, paysagers, environnementaux visés dans les développements précédents, seront intégrées dans la convention de concession d'aménagement.

Le montant total prévisionnel des produits de l'opération d'aménagement qui sera confié au concessionnaire, correspondant à toutes les recettes qu'il percevra, y compris les participations de la Métropole, est supérieur au seuil de 5 187 000€ HT, tel que fixé au 2 du IV de l'article 40 du Code des marchés publics. Le projet de convention à intervenir et ses éléments financiers prévoient qu'une part significative du risque sera transférée à l'aménageur, celui-ci supportant notamment les aléas de commercialisation des terrains aménagés. Une procédure de publicité et de mise en concurrence sera donc mise en œuvre selon les dispositions des articles R.300-4 à R 300-9-1 du Code de l'urbanisme.

Afin de permettre la présentation de plusieurs offres concurrentes, Montpellier Méditerranée Métropole fera paraître un avis d'appel à candidatures qui mentionnera notamment les caractéristiques essentielles de la concession d'aménagement telles que mentionnées dans la présente, indiquera le programme global prévisionnel des équipements et constructions projetés ainsi que les conditions de mise en œuvre de l'opération.

Il mentionnera aussi les critères de choix du titulaire de la convention de concession d'aménagement. Cet avis sera publié dans un journal d'annonces légales, une publication spécialisée dans le domaine de l'urbanisme et des travaux publics et au Journal Officiel de l'Union Européenne.

La mise en concurrence se déroulera en plusieurs grandes phases : publicité, déclaration de candidatures, envoi des dossiers de consultation et remise des offres, négociation, choix d'un aménageur.

Une commission d'examen des propositions doit être constituée au sein de l'organe délibérant, conformément à l'article R.300-9 du Code de l'urbanisme. Cette commission est chargée d'émettre un avis sur les propositions reçues, préalablement à l'engagement des discussions mentionnées à l'article R.300-8 du code précité.

Il est proposé de fixer le nombre de membres de cette commission à 5 élus titulaires et à 5 élus suppléants. Cette commission sera présidée par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant qui siégera en plus de ces cinq membres.

Par ailleurs, l'organe délibérant doit désigner la personne habilitée à engager ces discussions et à signer la convention. Cette personne peut recueillir l'avis de la commission à tout moment de la procédure.

Un rapport final de cette personne et l'avis préalable de la commission seront rapportés à l'assemblée délibérante qui désignera le titulaire de la concession et approuvera le traité de concession.

Concernant la commission d'examen des propositions, les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants doivent, en application de l'article R 300-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.



## Délibération n° 12983

Dans la perspective de cette élection, les listes devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics, avant le jeudi 28 mai 2015, 12 heures.

Chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election - Commission d'examen des propositions - Concession d'aménagement ». Chaque liste ne pouvait comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil y compris pour les membres suppléants de la commission.

Après approbation des modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de bien vouloir procéder à l'élection des membres de la commission.

Une seule liste a été déposée dans les délais et conditions fixées dans le prè-rapport d'information transmis à l'ensemble des membres du Conseil, mentionnées ci-dessus.

La liste (liste 1) déposée par Monsieur le Président est composée comme suit :

### - Cinq membres titulaires :

Stéphanie JANNIN, Montpellier,  
Noel SEGURA, Villeneuve-lès-Maguelone,  
Isabelle GIANIEL, Pérols,  
Caroline NAVARRE, Montpellier,  
Eliane LLORET, Sussargues.

### - Cinq membres suppléants :

Rabii YOUSSEF, Montpellier,  
Abdi EL KANDOUSSI, Montpellier,  
Yvon PELLET, Saint-Geniès-des-Mourgues,  
Sonia KERANGUEVEN, Montpellier,  
Joël RAYMOND, Montaud.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci-dessus.

Présents (émargements) : 81

Votants : 81

Bulletins nuls : 1

(bulletins litigieux à déduire art L65 et L66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 7

Suffrages exprimées : 73

### Titulaires :

Sièges à pourvoir : 5

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 14,6

- Liste 1 :

Voix obtenues : 73

Attribution au quotient : 5

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 5

### Suppléants :

Sièges à pourvoir : 5

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 14,6

- Liste 1 :

Voix obtenues : 73

Attribution au quotient : 5

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 5

La liste 1 est élue.



Les représentants de la Métropole élus au sein de la commission sont :

- membres titulaires :

Stéphanie JANNIN, Montpellier  
Noël SEGURA, Villeneuve-lès-Maguelone  
Isabelle GIANIEL, Pérols  
Caroline NAVARRE, Montpellier  
Eliane LLORET, Sussargues

- membres suppléants :

Rabii YOUSSEF, Montpellier  
Abdi EL KANDOUSSI, Montpellier  
Yvon PELLET, Saint-Geniès-des-Mourgues  
Sonia KERANGUEVEN, Montpellier  
Joël RAYMOND, Montaud.

Concernant la personne habilitée à engager les discussions et à signer la convention, sur proposition du Président et en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose la désignation suivante :

- Madame Chantal MARION.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Mme Marion est désignée en tant que personne habilitée à engager les discussions et à signer la convention

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la réalisation de l'opération d'aménagement de la Z.A.C. Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone, dans le cadre d'une concession d'aménagement
- approuver les objectifs qui seront poursuivis, dans cette concession d'aménagement, ainsi que les missions qui seront confiées à l'aménageur, tels que définis ci-dessus
- fixer le nombre de membres de la commission chargée de l'examen des candidatures et des propositions à 5 élus titulaires et à 5 élus suppléants,
- prendre acte de l'élection des 5 membres titulaires et 5 membres suppléants qui siégeront, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou de son représentant,
- désigner dans les conditions énoncées ci-dessus Madame Marion, Vice-Présidente déléguée au Développement Économique, comme personne habilitée à engager les discussions, après avis de la Commission susvisée et à signer la convention de concession d'aménagement après approbation du Conseil de la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président, ou à défaut, la Vice-Présidente déléguée au Développement Économique, à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05 JUIN 2015  
Déposé En Préfecture 05 JUIN 2015  
Le :  
Numéro de l'acte :

Dme 198656-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président.

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SUBVENTION 2015 À L'ASSOCIATION DE PROMOTION DES FLUX TOURISTIQUES ET ECONOMIQUES (APFTE) - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

L'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE) composée d'acteurs publics (CCIM), de collectivités territoriales ou de leurs groupements (Région, Département, Montpellier Méditerranée Métropole et Communauté d'Agglomération des Pays de l'Or,) et des entreprises privées concernées par le développement touristique local (Hôtel d'Aragon, Odalys, Novotel, Plein air Vacances, Holdays Inn...) a pour objet : « la réalisation de la promotion et le développement du tourisme, y compris d'affaires, sur le territoire métropolitain et régional par des marchés de promotion, l'achat de publicités sur internet et de prestations marketing ou tout autre support publicitaire pour attirer une clientèle internationale. »

Les actions de l'APFTE s'inscrivent dans la stratégie de rayonnement international de la Métropole et de son développement économique.

Ayant connaissance des retombées économiques, touristiques et sociales des flux générés notamment grâce aux opérations de marketing territorial qui permettent d'accroître la notoriété et la fréquentation du territoire par les visiteurs étrangers, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre en 2015 l'accompagnement de l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques qui œuvre pour le développement de la fréquentation touristique et économique, créatrice de richesse et d'emplois sur son territoire.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, sous réserve de la signature et du respect des termes de la convention par le bénéficiaire, à verser une participation d'un montant de cinq cent cinquante mille euros (550.000 €) maximum, au titre du fonctionnement de l'association APFTE pour l'année 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de la subvention sous réserve de la signature d'une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'APFTE,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif de l'exercice 2015 au chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur T.DEWINTRE quitte la salle, il ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.  
A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (trois votes contre et huit abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire 05 JUIN 2015  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 05 JUIN 2015  
Le :  
Numéro de l'acte : *Smc 199061-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU  
TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT**





SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL - COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ - CONVENTION AVEC LA SARL AA INGÉNIERIE PROMOTION - CONVENTION DE REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en oeuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code.

Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

La SARL AA Ingénierie Promotion a déposé en date du 24 décembre 2014 un permis de construire sur une unité foncière, constituée par la parcelle cadastrée AM 0105, située sur la Commune de Prades-le-Lez. Celui-ci a pour objet la construction d'un immeuble collectif. Il apparaît que l'opération, objet du PC 34217 14 M0046, rend nécessaire :

- la mise en œuvre d'un ouvrage de sécurisation de l'accès du projet sur la RD145 pour un montant estimatif de 46 020€ H.T ;
- la création d'une nouvelle salle de classe en école élémentaire (travaux d'adaptation de locaux existants et équipement mobilier) pour un montant estimatif de 25 322€ H.T.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, il apparaît que peuvent être mis à la charge du constructeur dans le cadre de cette convention de PUP :

- 65% du coût de l'ouvrage de sécurisation de l'accès du projet sur la RD145 représentant un montant égal à 29 913€,
- 25% du coût de création d'une nouvelle salle de classe en école élémentaire représentant un montant égal à 6 330,50€.

À travers cette convention de PUP, la SARL AA Ingénierie Promotion, s'engage donc à verser à Montpellier Méditerranée Métropole la somme de 36 243,50€.

Par délibération n°12661, en date du 18 décembre 2014, le Conseil a délibéré pour autoriser M. le Président à signer une convention de gestion provisoire des nouvelles compétences, liées au passage de Communauté d'Agglomération à Métropole, avec la Commune de Prades-le-Lez. Cette convention a été signée par Monsieur le Président et Monsieur le Maire de la Commune de Prades-le-Lez le 31 décembre 2014.

En vertu de cette convention et en application du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commune de Prades-le-Lez assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux de sécurisation de l'accès du projet sur la RD145 et de création d'une nouvelle salle de classe en école élémentaire. Il convient donc d'établir une convention de reversement des produits issus de la convention de PUP à la Commune de Prades-le-Lez.

Le 11 mai 2015 le Conseil Municipal de Prades-le-Lez a pris connaissance de la présente convention de PUP ainsi que de la convention de reversement, par Montpellier Méditerranée Métropole à la Commune de Prades-le-Lez, des produits du PUP et délibéré : pour assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux, inhérents à la convention de PUP, en respectant les termes de cette convention et pour autoriser Monsieur le Maire de Prades-le-Lez, à signer la convention de reversement des produits du PUP.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de Projet Urbain Partenarial établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Sarl AA ingénierie Promotion,



Délibération n° 12986

- approuver le projet de convention de reversement des produits du présent Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Prades-le-Lez,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2015,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les deux conventions précitées ainsi que tout document afférent à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015  
05 JUIN 2015  
*Imc 198357-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VÉRA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



## **DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - VILLE DE MONTPELLIER - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

La maîtrise du développement de la Ville de Montpellier et les projets qu'elle implique en matière d'urbanisme rendent les adaptations du Plan Local d'Urbanisme (PLU) fréquentes et nécessaires. C'est dans ce contexte, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, que la Ville de Montpellier, par délibération du Conseil Municipal en date du mercredi 17 décembre 2014, a pris l'initiative d'engager le projet de modification de son PLU et que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole l'a soumis à enquête publique, par arrêté n°A2015-34 en date du 22 janvier 2015.

Ce projet intègre deux modifications visant l'ouverture à l'urbanisation de deux secteurs de la ville de Montpellier : l'entrée de ville – avenue François Delmas et l'extension du quartier Ovalie.

### **1 – Objet de la modification du PLU**

L'ouverture à l'urbanisation de ces deux secteurs est notamment motivée par la forte croissance démographique, à laquelle la Ville de Montpellier répond depuis plusieurs décennies par une politique de développement volontariste lui permettant de mêler renouvellement urbain, requalification des quartiers existants et création de nouveaux quartiers. Elle s'inscrit par ailleurs dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2013-2018 qui a fixé pour la Ville de Montpellier un objectif de production de 2 500 logements par an, dont 30% de logements locatifs sociaux et 20% de logements en accession « abordable ».

Les efforts de la Ville de Montpellier pour atteindre cet objectif et soutenir la production de logements se traduisent par une maîtrise publique du développement urbain et une programmation de nouveaux quartiers échelonnée dans le temps, de façon à garantir une production constante.

En complément, la production de logements dans la ville constituée participe elle aussi aux objectifs du PLH. Toutefois, même si la Ville développe tous ses efforts pour organiser autant que possible la production dans ces secteurs diffus (réhabilitations en secteur sauvegardé, densifications encadrées des secteurs desservis par le tramway, mutation du bâti dans certains quartiers pavillonnaires,...), la collectivité publique ne peut complètement en maîtriser la régularité ou le volume de production. C'est pourquoi il est important d'anticiper et d'encadrer, par une politique volontariste de maîtrise foncière et réglementaire, une part substantielle de la production de logements dans les opérations d'aménagement.

Ce principe d'ouverture à l'urbanisation est conforme aux objectifs fixés à la fois par le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU et par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'agglomération de Montpellier approuvé le 17 février 2006.

Le projet de modification du PLU se traduit de la manière suivante :

**Modification n°1 : Quartier Les Aubes – entrée de ville avenue François Delmas :** suppression du secteur de zone AU0-11 au profit d'un secteur de zone 1AU-1 afin de permettre la requalification de cette entrée de ville et la réalisation d'un nouveau quartier dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble.

**Modification n°2 : Quartier Croix d'Argent - ZAC Ovalie :** suppression du secteur de zone AU0-12 au profit d'un secteur de zone 7AU-2, afin d'accompagner le développement urbain du secteur sud-ouest de la ville et de permettre l'extension de la ZAC Ovalie, entre le quartier constitué et le futur grand poumon vert de la coulée verte du Rieucoulon.

### **2 – Déroulement de la procédure**



En application de l'article L 123-13-1 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier a décidé l'ouverture à l'urbanisation des secteurs « entrée de ville - avenue François Delmas » et « extension d'Ovalie » par délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2014.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, le projet de modification du PLU de la Ville de Montpellier a ensuite été notifié avant ouverture de l'enquête publique le 19 janvier 2015 au Préfet, au Président du Conseil Régional, au Président du Conseil Général, au Maire de la Ville de Montpellier ainsi qu'à la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier, à la Chambre de Métiers et à la Chambre d'Agriculture, organismes mentionnés à l'article L.121-4 du code de l'urbanisme.

Le projet de modification du PLU a été soumis à enquête publique du 16 février au 18 mars 2015 inclus. Le Commissaire enquêteur désigné par Monsieur le Président du Tribunal administratif a remis son rapport et ses conclusions à la Métropole le 17 avril 2015, qui se résument par un **avis favorable au projet de modification du PLU**, assorti d'une recommandation.

En ce qui concerne les remarques exprimées par le public durant l'enquête, vingt-trois observations ont été inscrites sur le registre mis à sa disposition et quatre ont été adressées par courrier au Commissaire enquêteur. Sur ces vingt-sept observations, une ne concernait pas l'objet de la modification et est donc sans effet tandis que vingt-six étaient en lien avec le contenu de la procédure. Ces dernières observations peuvent se résumer de la manière suivante :

**des remarques concernant le devenir de parcelles privées situées dans les secteurs objets de la modification du PLU ;**

- demandant la préservation de propriétés privées ;

**des remarques concernant les projets urbains à venir sur les deux secteurs :**

- demandant quels outils opérationnels sont envisagés pour les deux secteurs (ZAC, aménageurs privés) et si des plans de masse ont été définis ;
- demandant les niveaux de densité visés, la taille des programmes immobiliers permise par l'évolution du PLU (en nombre d'habitants), la hauteur maximale des bâtiments envisagés ;
- souhaitant que les projets urbains intègrent des équipements, des commerces et une desserte par les transports en commun ;
- craignant que les conditions de circulation et de stationnement se détériorent dans les deux secteurs ;
- s'inquiétant de la bonne prise en compte du risque inondation (dans les deux secteurs), des nuisances sonores liées aux voies de circulation et à la voie ferrée (dans le secteur de l'avenue François Delmas) ;
- souhaitant que le domaine agricole du Rieucoulon soit préservé ;

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire enquêteur qui a confirmé l'intérêt de l'ensemble des modifications proposées par la Ville.

En ce qui concerne la recommandation émise par le Commissaire enquêteur, celle-ci porte sur :

- la prise en compte « au cas par cas » des demandes particulières exprimées par le public pendant l'enquête et relatives au devenir de plusieurs parcelles dans les deux secteurs objets de la modification ;
- l'engagement d'une étude agricole sur le secteur de l'extension du quartier Ovalie, comme demandé par la Chambre d'Agriculture (cf. infra) ;
- la réalisation, en amont des phases opérationnelles, d'études de définition et d'orientation des projets urbains sur chacun des deux secteurs.

Considérant le fait que la présente procédure de modification du PLU constitue une première étape réglementaire, qui intervient préalablement à des procédures plus opérationnelles liées à la mise en œuvre de projets d'aménagement, lesquels incluront de larges phases de concertation ; considérant le fait que, sans présager du contenu des projets urbains qui seront développés sur les deux secteurs, cette étape vise à fixer un cadre réglementaire général qui sera affiné au fur et à mesure de la définition des projets ; considérant que les phases de concertation qui seront organisées dans les mois et années à venir permettront d'appréhender avec plus de précision l'ensemble des éléments pré-opérationnels tels que, par exemple, les programmes urbains, les périmètres



opérationnels précis (limites de ZAC le cas échéant), l'impact foncier sur les propriétés existantes, les aspects hydrauliques et environnementaux, les mobilités, la forme urbaine, l'organisation des stationnements, etc., Montpellier Méditerranée Métropole prend acte des recommandations du commissaire enquêteur, qui ne concernent pas directement le présent projet de modification du PLU, mais les projets urbains à venir.

Considérant, par ailleurs, l'engagement de la Métropole à soutenir les filières d'approvisionnement locales, en érigeant le thème de l'agro-écologie et de l'alimentation comme l'un des piliers du projet métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole confirme l'attention qui sera portée aux enjeux agricoles lors de l'élaboration des projets urbains et le fait qu'une étude agricole sera engagée en temps utile sur le secteur de l'extension d'Ovalie.

En ce qui concerne les personnes publiques destinataires du dossier de modification du PLU avant enquête publique, deux avis ont été exprimés avant la fin de l'enquête publique :

- par courrier en date du 5 février 2015, la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier a émis une remarque sans exprimer d'opposition sur le projet de modification du PLU, considérant que les deux opérations sont cohérentes avec les enjeux et les besoins en termes de logements notamment, et exprimant son souhait qu'une attention particulière soit accordée à l'équipement commercial des deux nouveaux quartiers, s'agissant notamment de leur positionnement et des conditions d'installation des candidats à une implantation ;
- par courrier en date du 16 mars 2015, la Chambre d'Agriculture indique qu'en l'absence d'une analyse agricole sur le secteur de l'extension d'Ovalie elle n'est pas en mesure d'exprimer un avis sur le projet de modification du PLU, et invite le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à engager un diagnostic agricole afin d'envisager les mesures compensatoires adaptées.

Ces observations seront prises en considération dans le cadre des études préalables à la réalisation des projets.

En outre, deux autres avis ont été exprimés au-delà de la date de fin d'enquête :

- par courrier en date du 30 mars 2015, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) a formulé des observations sur la délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 17 décembre 2014 relative à l'ouverture à l'urbanisation de deux secteurs de la ville situés en zone AU0 du PLU, soulignant que celle-ci n'abordait pas de façon précise la question des capacités d'urbanisation encore inexploitées au sein du tissu communal ; cette observation, qui ne porte pas sur le dossier de modification du PLU mais sur la délibération du mois de décembre 2014, n'est pas de nature à faire évoluer le projet de modification du PLU tel que présenté en enquête publique ;
- par courrier en date du 10 avril 2015, le Conseil Général de l'Hérault a formulé un avis favorable sur le projet de modification du PLU, sous réserve de porter une attention particulière au maintien des capacités de la RD613, entre la place Flandres-Dunkerque et la RD612, ainsi que sur les carrefours intermédiaires, dans le secteur de l'extension d'Ovalie, et de veiller à l'articulation entre les modes doux, les transports collectifs et la voiture au niveau du nœud routier entre Montpellier et Castelnau-le-Lez (secteur de l'avenue François Delmas) ; cette observation sera prise en considération dans le cadre des études préalables à la réalisation des projets.

#### **Au vu :**

- de l'enquête publique ouverte par arrêté n°A2015-34 de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, en date du 22 janvier 2015,
- des avis formulés par les personnes publiques associées,
- des remarques formulées au cours de l'enquête publique,
- du rapport, des conclusions et de l'avis favorable du Commissaire enquêteur sur le projet de modification du PLU de la Ville de Montpellier,
- de la prise en considération de ces avis, remarques et conclusions dans le dossier de modification du PLU,

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification du PLU de la Ville de Montpellier ;
- approuver le dossier de modification du PLU de la Ville de Montpellier tel qu'annexé à la présente délibération ;



Délibération n° 12987

- tenir le dossier de modification du PLU de la Ville de Montpellier approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public du siège de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Montpellier et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire      05 JUIN 2015  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      05 JUIN 2015  
Le :  
Numéro de l'acte : *Smc 198654-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





## **ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE**





SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**ENERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – CONVENTION RELATIVE À LA MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS CLIMATIQUES D'UNE PARTIE DES BÂTIMENTS DE LA MÉTROPOLE ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme T. DASYLVA, Présidente Suppléante de la Commission Energie et Transitoir énergétique, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, les services de la Ville de Montpellier assurent, par convention, l'entretien et la maintenance des équipements climatiques des bâtiments transférés à la Métropole. Le 1<sup>er</sup> janvier 2008, cette convention a été étendue à une partie de son patrimoine propre.

Par délibération n°9904 du 15 décembre 2010, la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015 ont conclu, pour une durée de 4 ans, une convention définissant les modalités techniques et financières de l'intervention des services municipaux, conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération n°12533 du 1<sup>er</sup> octobre 2014, un avenant n°1 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2015.

Compte-tenu, d'une part, que le schéma de mutualisation des services à l'échelle des trente et une communes, tel que prévu par la loi de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010 sera adopté par la Métropole et l'ensemble de ses communes membres, dont la ville de Montpellier en fin d'année 2015 et, d'autre part, que la maintenance des installations de chauffage doit être assurée jusqu'à la fin de la saison de chauffe 2015-2016, il est proposé que la durée de la convention soit prorogée d'un an, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Il convient par ailleurs de mettre à jour la liste des bâtiments, objet de la convention, afin de prendre en compte l'ajout ou la suppression d'équipements : suppression du Chai du Terral de Saint-Jean-de-Védas qui n'est plus un équipement métropolitain et ajout des piscines Nakache à Montpellier, Amphitrite à Saint-Jean-de-Védas et Alex Jany à Jacou.

En conséquence des modifications apportées à cette liste, le montant des frais de fonctionnement du service Energie de la Ville de Montpellier remboursé par Montpellier Méditerranée Métropole est porté de 165 766.82 € à 212 394 €, par an.

Les autres dispositions de la convention sont inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de l'avenant n°2 à la convention relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de la Métropole entre la Ville de Montpellier et la Métropole,
- dire que les crédits seront inscrits aux Budgets 2015 et 2016, aux chapitres 930 et 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire 05 JUIN 2015  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 05 JUIN 2015  
Le :

Numéro de l'acte : *Lmc 198859-DE*

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LÜSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**ENERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – PROLONGATION DU DISPOSITIF DES CONVENTIONS TRIPARTITES MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AGENCE LOCALE DE L'ÉNERGIE - COMMUNES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme T. DASYLVA, Présidente Suppléante de la Commission Energie et Transitoir énergétique, rapporte :

Par délibération n°10444 du 27 octobre 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1 janvier 2015, a mis en place une convention de partenariat avec l'Agence Locale de l'Energie (ALE), à destination des Communes membres ne disposant pas, en interne, de compétence Energie. Ce dispositif avait pour objet une mission d'accompagnement technique portant sur la réalisation de Conseil d'Orientation Énergétique et de Conseil en Energie Partagé dont l'objectif était de pérenniser les économies réalisées à partir de la mise en place de suivi de consommations. La convention type prévoyait les modalités d'intervention de l'ALE auprès des Communes et les conditions financières de ce partenariat, notamment la contribution de la Métropole à hauteur de 0,18 € par habitant et par an, pendant les trois années de durée de la convention.

Par délibération n°11411 du 12 février 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole a étendu, par avenant, ce partenariat afin d'aider les communes à bénéficier des Certificats d'Economies d'Energie et valoriser les travaux d'économies d'énergie qu'elles réalisent dans le cadre de l'accompagnement de l'ALE en prenant à sa charge la gestion administrative des demandes de CEE, pour le compte des communes.

Au 31 décembre 2014, 22 communes ont bénéficié de l'accompagnement de l'ALE dans le cadre des conventions tripartites.

Au terme de trois années d'accompagnement dans le cadre de ce dispositif, il apparaît opportun de proposer aux communes qui ont précédemment bénéficié de l'accompagnement Conseil en Energie Partagé (CEP) une prolongation du dispositif, tel que défini dans les conditions initiales, pour une durée supplémentaire d'un an renouvelable une fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention type de prolongation du dispositif proposé entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Agence Locale de l'Energie et les Communes de Montpellier Méditerranée Métropole pour une période supplémentaire d'un an renouvelable une fois,
- dire que les dépenses sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le :  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Imc 198640 - DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





## FINANCES



**GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITE, HANDICAP ET  
AUTONOMIE**



## LOGEMENT





SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**LOGEMENT – CONSTRUCTION D’UNE RÉSIDENCE SOCIALE JEUNES DE 78 LOGEMENTS - RÉSIDENCE « MAS DE PRUNET », SITE DE L’IRTS, 1 011 RUE DU PONT DE LAVÉRUNE À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D’HLM SFHE / GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d’HLM SFHE / Groupe Arcade a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu’elle apporte son concours à la construction d’une résidence sociale jeunes, située sur le site de l’Institut Régional du Travail Social (IRTS), 1 011 rue du Pont de Lavérune à Montpellier. L’opération comprend 78 logements financés en Prêt Locatif Aidé d’Intégration (PLAI), qui seront confiés en gestion à l’association Adages / Maison du Logement.

Conçu par le cabinet d’architecture Cusy-Maraval, ce projet est destiné à héberger les jeunes en alternance de l’IRTS, de l’IRFFD (Institut Régional de Formation aux Fonctions de Direction) et de l’IFOCAS (Institut de Formation des Cadres du Social). Il s’inscrit dans le cadre de la création d’un campus des métiers et des qualifications du secteur social et accueillera également les locaux administratifs d’un Centre de Formation en Alternance (CFA) régional hors murs des professions sanitaires et sociales, ainsi que les locaux de Synergie Handicap, plateforme dédiée à l’insertion des personnes handicapées par la voie de l’apprentissage.

L’opération est lauréate de l’appel à projets national du Programme d’Investissement d’Avenir (PIA) en faveur du développement de l’offre de formation et d’hébergement des jeunes en alternance, dont les fonds sont issus du Grand Emprunt.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 1 500 € par logement, permettant d’atteindre l’équilibre financier de l’opération.

Le plan de financement prévisionnel de l’opération est le suivant :

- Coût total de l’opération : 4 475 797 €
- Etat / Programme d’Investissement d’Avenir : 1 790 318 €
- Prêt CDC : 2 451 479 €
- Subvention Région : 117 000 €
- Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 117 000 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de l’opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d’une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SFHE / Groupe ARCADE de 117 000 € pour la réalisation d’une résidence sociale jeunes de 78 logements d’insertion, résidence « Mas de Prunet », site de l’IRTS, 1 011 rue du Pont de Lavérune à Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s’effectuera sous réserve de la signature des conventions d’attribution fixant les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. N.SEGURA ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.



Certifié Exécutoire  
Publié le : 05 JUIN 2015  
Déposé En Préfecture 05 JUIN 2015  
Le :  
Numéro de l'acte :

*Inc 198425-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 56 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « SOLSI », 1 406 AVENUE DE L'EUROPE À CASTELNAU-LE-LEZ - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM SFHE / GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM SFHE / Groupe Arcade a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 56 logements, résidence « Solsi », 1046 avenue de l'Europe à Castelnau le Lez. L'opération comprend 41 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 15 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par les architectes Jean-Paul GUEZ et Marc GALLIGANI.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 1 500 € par logement en zone 2 de financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Coût total de l'opération : 5 285 449 €
- Subvention Etat déléguée : 53 070 €
- Subvention Région : 84 000 €
- Subvention Etat surcharge foncière : 48 465 €
- Subvention Action Logement : 48 465 €
- Subvention 1% relance: 528 544 €
- Prêt CDC : 4 093 905 €
- Fonds Propres : 345 000 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 84 000 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA d'HLM-SFHE / Groupe ARCADE de 84 000 € pour la réalisation de 56 logements locatifs sociaux, résidence « Solsi », 1046 avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. N.SEGURA ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05 JUIN 2015  
Déposé En Préfecture 05 JUIN 2015  
Le :  
Numéro de l'acte :

Imc 198442DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.



12989-2





SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**LOGEMENT – EXTENSION DU CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE RÉINSERTION SOCIALE FARE - CHEMIN DES CENTURIONS À CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À L'ASSOCIATION FARE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

L'association FARE a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer l'extension de son Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS), sis 4A chemin des Centurions à Castelnau-le-Lez. Le projet consiste en la création de 5 chambres supplémentaires au rez-de-chaussée du centre actuel, en lieu et place des locaux communs et bureaux administratifs, eux-même transférés dans un second bâtiment réalisé sur le site. La capacité de la structure est ainsi portée de 7 à 12 chambres. Les chambres préexistantes sont par ailleurs réhabilitées et mises aux normes en vigueur en matière d'hébergement temporaire. Le projet a été conçu par les architectes Véronique Maestre et Stéphane Brelet. Il s'adresse essentiellement à une population jeune et précarisée.

L'association FARE demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 126 890 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil Communautaire du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5217-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières du prêt consenti par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLAI
Montant du prêt	126 890 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 0,2%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A
Modalité de révision	simple révisabilité
Préfinancement	sans objet
Périodicité des échéances	annuelle
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)
Durée	20 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt, soit de 20 ans, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'association FARE, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à l'association FARE pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.



Il y a lieu de formaliser cette garantie d'emprunt par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 95 167,50 €, représentant 75 % du prêt d'un montant total de 126 890 € sollicité par l'association FARE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'extension du CHRS FARE, chemin de Centurions à Castelnau-le-Lez ;
- abroger la délibération n°10793 du 23 mars 2012 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la CDC et l'association FARE, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05 JUIN 2015  
Déposé En Préfecture 05 JUIN 2015  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 198557-DE

Pour extrait/certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**LOGEMENT – CRÉATION DE 13 LOGEMENT SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE SAINT JOSEPH » - 5/7 RUE DU CHAPEAU ROUGE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM ICF SUD-EST MÉDITERRANÉE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements accessibles à tous et de la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition-amélioration de 13 logements locatifs sociaux, résidence « Le Saint Joseph », 5/7 rue du Chapeau Rouge à Montpellier. Issue de la requalification de l'ancienne école privée « Saint Joseph », cette opération s'inscrit dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier pour le quartier Centre. Le projet comprend 9 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Il a été conçu par le cabinet Alentours Architectes à Montpellier.

ICF Sud-Est Méditerranée demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les deux emprunts d'un montant total de 818 514 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) d'un montant de 578 931 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) d'un montant de 239 583 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil Communautaire du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5217-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS	PLAI
Montant du prêt	578 931 €	239 583 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,6%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 0,2%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum	
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %	
Modalité de révision	double révisabilité limitée	
Préfinancement	sans objet	
Périodicité des échéances	annuelle	
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)	
Durée	35 ans	

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit 35 ans pour les prêts PLUS et PLAII et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ICF Sud-Est Méditerranée, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.



Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à ICF Sud-Est Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 613 885,50 €, représentant 75 % des deux prêts d'un montant total de 818 514 €, sollicités par la SA d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 13 logements locatifs sociaux, résidence « Le Saint Joseph », 5/7 rue du Chapeau Rouge à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

DmC 198567-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÈCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 24 LOGEMENTS SOCIAUX - LOTISSEMENT « LES TERRASSES DU PONT », LOT 34 À VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en État Futur d'Achèvement (VEFA), de 24 logements sociaux, lotissement « Les Terrasses du Pont », lot 34 à Villeneuve-lès-Maguelone. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur AMETIS, comprend 17 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 7 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).  
Le projet a été conçu par Gilles CHRETIEN, architecte à Montpellier.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 2 244 726 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 969 598 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 632 006 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 375 333 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 267 789 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5217-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	969 598 €	632 006 €	375 333 €	267 789 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.36 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.36 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité	simple révisabilité	double révisabilité	simple révisabilité
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			



Délibération n° 12992

Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
-----------------------------------	--------	--------	--------	--------

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 683 544,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 2 244 726,00 €, sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 24 logements sociaux, lotissement "Les Terrasses du Pont", lot 34 à Villeneuve-lès-Maguelone ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Ime 198411-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





**PARTICIPATION CITOYENNE, PERFORMANCE ET  
EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES**



**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION  
DES MILIEUX AQUATIQUES**



**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,  
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**





SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC  
– MARCHÉS N°3877GD15 DE PRESTATIONS DE SERVICE POUR LA GESTION DES  
DÉCHÈTERIES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION  
DE SIGNATURE**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole gère 20 déchèteries sur son territoire. Les déchèteries permettent chaque année aux habitants de la Métropole de trier à proximité de leur domicile près de 85 000 tonnes de déchets : encombrants, bois, ferrailles, végétaux, gravats, cartons, équipements électriques et électroniques usagés, déchets ménagers spéciaux et huiles minérales. Ces déchèteries constituent un maillon essentiel de la filière globale de gestion des déchets ménagers et assimilés : plus de 70 % des déchets déposés font en effet l'objet d'un recyclage, d'une valorisation matière ou organique ou rentrent dans un circuit de dépollution spécifique avant élimination.

Le marché n°2303GD10 pour l'exploitation de ces installations, composé de deux lots conclus en 2010 avec la Société Méditerranéenne de Nettoyage, arrive à échéance le 7 juillet 2015. Un nouvel appel d'offres a donc été lancé le 18 février 2015, en application des articles 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics, afin d'assurer la continuité du service public de gestion des déchets ménagers.

Les prestations à réaliser sont scindées en trois lots géographiques : un lot Centre (lot n°1) comprenant les installations Mosson, Près d'Arènes, Hôpitaux Facultés de Montpellier, ainsi que celles de Montferriez sur Lez, Lattes et Pérols ; un lot Est (n°2) regroupant Castelnau-le-Lez, Le Crès, Baillargues, Saint Brès et Beaulieu ; un lot Ouest (n°3) pour les installations de Saint Jean de Védas, Grabels, Lavérune, Pignan, Murviel les Montpellier, Saint Georges d'Orques, Cournonterral, Villeneuve lès Maguelone et la déchèterie Cévennes à Montpellier.

Les prestations portent sur la mise à disposition du personnel de gardiennage qualifié pour l'accueil, l'information, l'orientation des usagers et l'entretien courant du site, ainsi que sur la gestion des enlèvements des bennes et autres conteneurs et leur transport vers les sites de traitement désignés par la Métropole.

Outre la gestion des installations fixes de compactage des déchets végétaux présentes sur les déchèteries de Castelnau le Lez et Saint-Jean-de-Védas, les prestations comprennent également l'obligation d'atteinte de performances de compactage minimales des bois, cartons, encombrants et végétaux sur les installations de la Mosson et Pérols pour le lot 1, et de Baillargues, Castelnau le Lez et Le Crès pour le lot 2, permettant de minimiser les coûts économiques et environnementaux de transport des déchets.

Enfin, les prestations sont rémunérées par application de prix unitaires aux quantités réellement exécutées.

Les marchés sont passés pour une période de cinq ans à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations.

Lors de sa séance du 8 avril 2015, la Commission d'Appel d'Offres a ouvert les 2 plis reçus dans les délais pour chacun des lots, transmis par les sociétés suivantes :

1 – Société Méditerranéenne de Nettoyage (S M N),

2 – ONYX Languedoc Roussillon,

Au cours de sa séance du 5 mai 2015, la Commission d'Appel d'Offres a attribué l'ensemble des trois lots à la S.M.N., sise à Montpellier, considérant ses offres économiquement plus avantageuses au regard des critères définis dans le règlement de consultation.

En effet, d'un point de vue financier, les offres de la SMN sont moins disantes sur chaque lot.



Par ailleurs, en termes de qualité technique, la SMN propose des modes opératoires satisfaisants au regard des demandes du cahier des charges, ainsi que des moyens techniques nouveaux (PDA pour suivre et contrôler l'activité des déchèteries, vidéo surveillance sur des installations tests).

Elle présente en outre des moyens humains suffisants tant en agents d'exécution qu'en matière d'encadrement des prestations, ainsi qu'un parc de véhicules adapté à la nature et à l'amplitude des activités.

Le montant des prestations est évalué, sur la durée totale du marché, selon le montant du détail quantitatif estimatif à :

- 11 267 616,00 € pour le lot n°1 (Centre)
- 5 506 581,60 € pour le lot n°2 (Est)
- 5 393 795,50 € pour le lot n°3 (Ouest)

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion des marchés n°3877 lots 1, 2 et 3 avec la Société Méditerranéenne de Nettoyement (SMN) pour la gestion des déchèteries,
- dire que les crédits correspondants sont et seront inscrits aux budgets 2015 et suivants de la Métropole, chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les marchés à intervenir avec le ou les candidat(s) retenu(s) par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre et une abstention).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire      05 JUIN 2015  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      05 JUIN 2015  
Le :  
Numéro de l'acte :

*Imc 196215-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VÉRA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC  
- ADHÉSION AUX ASSOCIATIONS AMORCE ET METHEOR POUR L'ANNÉE 2015 -  
APPROBATION**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renouveler son adhésion d'une part à l'association AMORCE, qui regroupe de nombreuses collectivités, ainsi que les professionnels travaillant dans les domaines de la gestion des déchets, de l'énergie et des réseaux de chaleur, et d'autre part à l'association METHEOR, regroupant les collectivités engagées dans une politique de gestion des déchets par méthanisation, ainsi que les professionnels concernés.

En effet, dans le cadre de ces adhésions, Montpellier Méditerranée Métropole peut échanger et débattre sur ces thématiques avec les personnalités compétentes mais également disposer, à l'instar des autres adhérents, de conseils juridiques, d'informations relatives à l'actualité législative et réglementaire liées à ce domaine de compétence et d'une documentation technique de très grande qualité.

Les cotisations d'adhésion à ces associations s'établissent pour 2015 à 5 830 € pour AMORCE et 2 000 € pour METHEOR.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations AMORCE et METHEOR pour 2015,
- dire que les crédits nécessaires au paiement des cotisations sont inscrits au budget 2015, chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le :  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Imc 197688 - DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





**PROXIMITE, RELATION AVEC LES USAGERS,  
COMPLEXE FUNERAIRE, CHASSE ET PECHE**



## **RESSOURCES HUMAINES**





SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VÉRA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



## **RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS**

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

### **I-Créations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### **II-Réajustements d'emplois suite à la commission administrative paritaire :**

Dans le cadre des nominations résultant de la Commission Administrative Paritaire relative aux avancements de grade et promotions internes, il convient de procéder à des ajustements d'emplois et de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 26 mai 2015.

### **III- Confirmation de postes :**

a) Par délibération n°9902 du 15 décembre 2010, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer les fonctions de Directeur de pilotage et de la performance (n° du poste : 2004-022) a été confirmé au tableau des effectifs. Celui-ci est affecté à la direction générale des services.

- nature des fonctions : définir et superviser la mise en place, l'animation et la fiabilisation des outils dans les domaines suivants : le pilotage et l'évaluation des politiques publiques ; le contrôle de gestion interne à la collectivité et le dialogue de gestion ; la stratégie d'actionnariat et de relation aux satellites ; le pilotage des contrats institutionnels. Manager une équipe de 5 personnes.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une formation supérieure (Bac+4) et d'une expérience similaire dans le domaine du contrôle de gestion.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité de contrôler l'utilisation des fonds publics, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations de postes, des mises en conformité et des confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.



Délibération n° 12993

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

05 JUIN 2015

Publié le :

Déposé En Préfecture

05 JUIN 2015

Le :

Numéro de l'acte :

Lmc 199084-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





# ANNEXE 1 : Créations de postes

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Pôle	Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps de travail (temps complet/temps non complet)	Cadre d'emplois	Intitulé des fonctions/ service
3	2015-030 2015-031 2015-032	Culture, sport, solidarité	Direction des sports	C	Temps Complet	Adjoint technique	Agent de maintenance à la régie technique
3	2015-033 2015-034 2015-035	Développement territorial	Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat	A	Temps Complet	Ingénieur territorial Ou Attaché territorial	Chargé de secteur



## ANNEXE 2 : Réajustements d'emplois suite à la commission administrative paritaire

### 1 / Réajustements pour mise en conformité grade/emploi :

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emploi à créer	Fonctions
2004- 071	Ressources et Moyens	Direction des Ressources Humaines	Temps complet	Rédacteur territorial	Responsable de l'Unité Rémunérations	2004- 071	Ressources et Moyens	Direction des Ressources Humaines	Temps complet	Attaché territorial Ou Rédacteur territorial	Responsable de l'Unité Rémunérations
2005- 056	Ressources et Moyens	Direction des Moyens Généraux et Bâtiments	Temps complet	Rédacteur territorial	Responsable de la cellule administrative financière et du standard au sein du service énergie télécom	2005- 056	Ressources et Moyens	Direction des Moyens Généraux et Bâtiments	Temps complet	Attaché territorial Ou Rédacteur territorial	Responsable de la cellule administrative financière et du standard au sein du service énergie télécom
2002- 121	Culture, sport, solidarité	Direction des médiathèques	Temps complet	Adjoint technique	Coordinateur de la navette documentaire et vagemestre des réseaux des médiathèques	2002- 121	Culture, sport, solidarité	Direction des médiathèques	Temps complet	Agent de maîtrise Ou Adjoint technique	Coordinateur de la navette documentaire et vagemestre du réseau des médiathèques
2007- 035	Services publics de l'environnement et des transports	Direction de la prévention et de la gestion des déchets	Temps complet	Adjoint technique	Responsable adjoint de site de collectes	2007- 035	Services publics de l'environnement et des transports	Direction de la prévention et de la gestion des déchets	Temps complet	Agent de maîtrise Ou Adjoint technique	Responsable adjoint de site de collectes



## ANNEXE 2 : Réajustements d'emplois suite à la commission administrative paritaire

Suppressions de postes					Créations de postes						
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emploi à créer	Fonctions
2002-051	Services publics de l'environnement et des transports	Direction des transports et de la voirie	Temps complet	Agent de maîtrise	Agent en charge des études voiries, jalonement	2002-051	Services publics de l'environnement et des transports	Direction des transports et de la voirie	Temps complet	Technicien Ou Agent de maîtrise	Agent en charge des études voiries, jalonement



**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE  
L'ASSAINISSEMENT**





SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RESSOURCE EN EAU -  
CAPTAGE LOU GARRIGOU- ABANDON DU CAPTAGE - DEMANDE D'ABROGATION  
DES DÉCLARATIONS D'UTILITÉ PUBLIQUE (DUP) AFFÉRENTES**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Le forage Lou Garrigou, qui alimentait en partie le quartier de Maurin sur la commune de Lattes, avait fait l'objet en 1982 d'un arrêté de Déclaration d'Utilité Publique pour le projet d'alimentation en eau potable. Le 5 septembre 1986, ce forage a été soumis à Déclaration d'Utilité Publique pour la délimitation de nouveaux périmètres de protection rapprochés. Cette dernière a été modifiée le 2 février 1987 afin d'ajouter une prescription concernant les activités industrielles et commerciales.

Ce forage présente une qualité de l'eau dégradée pour certains paramètres tels que la turbidité, la conductivité, la dureté ou encore l'agressivité. L'amélioration de cette qualité impliquerait la mise en œuvre de traitements coûteux. De plus, la vulnérabilité de l'ouvrage qui est élevée est accentuée par les projets d'infrastructures autoroutière (dédoublage de l'A9) ainsi que ferroviaire (construction de la ligne à grande vitesse entre Nîmes et Montpellier). Enfin, les installations ont une capacité relativement faible au regard des besoins du secteur. Ces problèmes ont été recensés dans le Schéma Directeur d'Eau Potable adopté par le Conseil Communautaire le 23 mai 2013 qui prévoit l'abandon de cet ouvrage.

Le forage alimentait le réservoir de Maurin où la ressource était mélangée avec de l'eau en provenance du Pays de l'Or Agglomération. Le 23 août 2014, l'exploitation du forage a été arrêtée et les habitations qui étaient desservies par cet équipement sont dorénavant alimentées par l'eau en provenance du Pays de l'Or.

En conséquence, il convient de procéder à l'abrogation des Déclarations d'Utilité Publique pour l'alimentation en eau potable ainsi que pour la délimitation des périmètres de protection du captage Lou Garrigou. Cette procédure s'inscrit dans la démarche d'abandon de l'ouvrage afin de mettre fin aux obligations d'entretien et de surveillance des équipements.

Il est également nécessaire de procéder au retrait des pompes ainsi qu'à l'isolement de l'ouvrage du reste du réseau de distribution, de manière irréversible. Ces interventions sont prévues prochainement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'abandon du captage Lou Garrigou
- solliciter auprès de Monsieur le Préfet l'abrogation des Déclarations d'Utilité Publique afférentes ;
- dire que les crédits nécessaires à l'opération sont inscrits au chapitre 23 du Budget Annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire 05 JUIN 2015

Publié le :

Déposé En Préfecture 05 JUIN 2015

Le :

Numéro de l'acte :

Lmc 198174-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MARCHÉ N°3811EA15  
RELATIF À L'ÉLABORATION DU DOSSIER RÉGLEMENTAIRE EN VUE DE  
L'EXTENSION DE LA STATION D'ÉPURATION MAERA - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

La délibération n°12433 du 31 juillet 2014 approuve le principe d'optimisation et d'extension de la station d'épuration Maera et le lancement des consultations pour désigner un ou des assistants à maîtrise d'ouvrage sur les volets techniques, administratifs, juridiques et financiers.

Cette extension de la station vise à répondre aux besoins de l'urbanisation de Montpellier Méditerranée Métropole d'ici à 2030, mais également à relever le défi des nouvelles dispositions réglementaires en vue de mieux préserver les milieux naturels, notamment vis-à-vis des débordements d'eaux usées en période de pluie.

Le coût estimatif des travaux d'extension est évalué de 67 à 81 M€ HT.

L'extension de la station d'épuration MAERA est soumise à autorisation préfectorale au titre de la police des eaux conformément aux articles L.214-1 à L.214-9 du Code de l'Environnement. Compte tenu de la capacité de traitement de la station, une étude d'impact, en application de l'article R.122-1 du Code de l'Environnement et une enquête publique, en application du décret n°85-453 du 23/04/1985, sont exigées.

Dans ce cadre, une consultation a été lancée afin de retenir le prestataire en charge de la réalisation des dossiers réglementaires.

Le marché, objet de la consultation, est décomposé comme suit :

- Tranche Ferme : Dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau (DLE) et dossier réglementaire relevant de la procédure ICPE (pour la production, le stockage et la valorisation énergétique de biogaz et le traitement des déchets gras)
  - *Option 1* : Modélisation du rejet en mer à l'aide du logiciel MARS 3D, précédemment utilisé
  - *Option 2* : Modélisation du rejet en mer à l'aide d'un logiciel autre que MARS 3D, à proposer par le candidat
- Tranche Conditionnelle 1 : Dossier d'autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) relatif aux installations de traitement des boues par séchage thermique, sur le site de la station
- Tranche Conditionnelle 2 : Dossier d'autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) relatif aux installations de traitement des boues par oxydation thermique haute température, sur le site de la station

Le marché est attribué selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 160 et 161 du Code des marchés publics.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence et au vu des rapports d'analyse des offres, basés sur l'examen des prix et des mémoires techniques proposés par les candidats, Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 19 mai a retenue l'offre, hors options, du **groupe EGIS EAU/BG INGENIEURS CONSEILS**, celui-ci ayant présenté l'offre est économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de consultation.

**Le montant global de ce marché est décomposé comme suit :**

- Tranche Ferme : 186 745€ € H.T
- Tranche Conditionnelle 1 : 65 200 € H.T
- Tranche Conditionnelle 2 : 65 200 € H.T

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :



Délibération n° 13016

- approuver les termes du marché de prestations n°3811EA15 pour l'élaboration du dossier réglementaire en vue de l'extension de la station de MAERA,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les marchés à intervenir avec le ou les candidat(s) retenu(s) par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution, y compris, le cas échéant, leur résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Ime 198317-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original,  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – ECONOMIES D'EAU -  
APPEL À PROJETS 2015 DE L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE :  
ÉCONOMISER L'EAU POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE - CANDIDATURE  
DE LA MÉTROPOLE ET DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Le plan bassin d'adaptation au changement climatique adopté le 28 mai 2014 au niveau du bassin hydrographique Rhône Méditerranée cible trois axes prioritaires d'intervention dont les économies d'eau, en agissant prioritairement sur l'augmentation de la performance des réseaux et l'équipement en dispositifs hydro-économes.

C'est dans ce cadre, et afin de favoriser l'atteinte des objectifs, que s'inscrit l'appel à projets lancé par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse.

Cet appel à projets, auquel la Métropole souhaite s'associer, vise à aider au financement à concurrence de 50% de projets permettant la réalisation d'économies d'eau, à travers (i) la réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable publics et dans les réseaux industriels et (ii) les économies d'eau dans les entreprises, les bâtiments publics et chez les particuliers.

La Métropole, autorité organisatrice des services publics de l'eau et de l'assainissement, répond par l'intermédiaire de deux partenaires aux deux axes de cet appel à projets : d'une part, sur le volet des réductions de fuites par achèvement de la mise en place d'une sectorisation et par maîtrise de la pression du réseau de distribution d'eau sous maîtrise d'ouvrage d'Aqua d'Oc, Régie publique des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, et d'autre part, sur le volet des économies d'eau sous maîtrise d'ouvrage de l'Agence Locale de l'Energie (ALE), structure associative à laquelle la Métropole adhère et qui est un partenaire privilégié de la mise en œuvre de notre Plan Climat Energie Territorial.

Pour l'atteinte d'objectifs ambitieux de rendement fixés par la loi Grenelle 2, il convient d'agir par une recherche de fuites efficace. Celle-ci passe par une recherche préventive basée sur la mise en place d'une sectorisation de réseau associée à une télégestion permettant la transmission journalière des informations, notamment les valeurs de débit nocturne.

La sectorisation, effective depuis 2011, sur la majeure partie du réseau géré par la Métropole, doit être renforcée sur certains secteurs.

Une autre piste d'actions consiste à maîtriser la pression de service du réseau pour réduire le volume des pertes existantes.

Les actions envisagées sur le territoire de Montpellier, Juvignac, Lattes, Pérols, Villeneuve-lès-Maguelone, Prades-le-Lez, Jacou, Le Crès et Vendargues consistent à créer 7 secteurs supplémentaires nécessitant la pose de 22 compteurs électromagnétiques ainsi que la pose de 6 capteurs de pression et de 2 réducteurs de pression dans le secteur de Juvignac et Montpellier Ouest pour un montant global de 312 000 € H.T.

Au niveau de la commune de Grabels, un secteur supplémentaire est créé avec la pose de 3 compteurs pour un coût de 42 000 € H.T.

Enfin, sur les communes de Montferrier, Sussargues et Saint Brès, l'investissement de 131 000 € H.T. permet la création de 5 nouveaux secteurs (11 débitmètres).

L'ensemble de ces actions, d'un montant total de 485 000 € H.T, sera réalisé par Aqua d'Oc, Régie publique des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, qui en assurera le financement.

Le volet économies d'eau sera réalisé par l'ALE et comporte 6 actions visant plusieurs publics.

Les actions 1 à 2 concernent les consommations en eau des équipements communaux et métropolitains : analyse des consommations des bâtiments et des espaces verts – comparaison à des indicateurs locaux et nationaux – définition d'un plan d'actions – création d'une base de données et d'indicateurs.

L'action 3 cible spécifiquement les communes de Sussargues, Castries, Beaulieu, Restinclières, Saint Geniès-des-Mourgues et Saint-Drézery dont l'alimentation en eau potable dépend d'une ressource



classée en déficit quantitatif. Cette action, fléchée dans le futur contrat de bassin de l'Or, établit un diagnostic des équipements, installe les dispositifs hydro-économes et suit mensuellement les niveaux de consommation.

Ces trois actions sur les consommations publiques représentent un coût de 145 000 €.

L'action 4 vise le public scolaire en mettant en œuvre des défis éco-écoles pour travailler sur des comportements économes en énergie et en eau.

Une première expérience menée par l'ALE dans une école de Saint-Jean-de-Védas avait permis des gains de l'ordre de 20%.

Une vingtaine d'écoles par an, soit 3 000 enfants pourraient adhérer à ce défi pour un coût total de 100 000 €.

L'action 5 (43 000 €) concerne l'accompagnement du grand public à travers un espace Info Eau qui serait le pendant de l'espace Info Energie actuel.

L'action 6 (26 000 €) s'adresse aux copropriétés en les accompagnant pour la mise en œuvre de bilan simplifié de leur consommation en eau, en analysant leur niveau de consommation, en sensibilisant et en distribuant des kits économes et en diffusant largement les retours d'expérience.

Le plan de financement prévisionnel pour la réalisation de ces actions d'un montant total de 314 000 € H.T prévoit une participation de la Métropole au budget de fonctionnement de l'ALE à hauteur de 128 000 €.

Toutes ces actions s'inscrivent dans le cadre d'objectifs précédemment approuvés par la Métropole :

(i) la charte d'engagement pour l'amélioration des services publics d'eau et d'assainissement approuvée en juillet 2013 et notamment :

- les actions 1 à 3 de l'axe Pédagogie et Information « Développer des actions de pédagogie tous publics afin de faire prendre conscience des enjeux de la gestion du grand cycle de l'eau sur notre territoire », « Mettre en place des actions de sensibilisation à la rareté de l'eau, notamment auprès des jeunes générations » et « Inciter aux gestes écocitoyens, pour la bonne gestion qualitative et quantitative de l'eau »
- l'action 5 de l'axe Protection de la ressource et préservation des milieux « Viser l'atteinte et le maintien des objectifs de rendements « Grenelle » des réseaux d'eau potable à court terme, par la mise en place d'une politique ambitieuse de recherches et de réparation des fuites.

(ii) le Plan Climat Energie Territorial approuvé en février 2014 qui reprend les engagements de la charte et ajoute l'action 37 « Faire évoluer les pratiques professionnelles internes vers une plus grande maîtrise des consommations d'énergie et d'eau »

Le calendrier de cet appel à projets fixe au 31 mai la date limite pour déposer les projets, les décisions d'attribution seront connues en octobre et les travaux s'effectueront en 2016 pour les actions portées par Aqua d'Oc et en 2016 et 2017 pour celles réalisées par l'ALE.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation, en collaboration avec Aqua d'Oc, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et l'ALE, à l'appel à projets lancé par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour économiser l'eau prévoyant un plan d'actions d'un montant total de 799 000 € H.T,
- solliciter auprès de tous les partenaires potentiels leurs meilleures aides financières,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

me 198975-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHÉMA  
DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - CONSTRUCTION DE LA STATION D'ÉPURATION  
INTERCOMMUNALE DE SAINT GÉNIÈS DES MOURGUES ET SUSSARGUES -  
ALIMENTATION ÉLECTRIQUE - CONVENTION FINANCIÈRE AVEC LA COMMUNE  
DE SAINT GÉNIÈS DES MOURGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°6222 en date du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération.  
Celui-ci prévoit la création d'un nouveau système d'assainissement pour les communes de Saint Geniès des Mourgues et Sussargues.

Dans le cadre des travaux de construction de la station d'épuration intercommunale menés par Montpellier Méditerranée Métropole, le raccordement au réseau électrique de l'ouvrage nécessite le renforcement de ce réseau. Conformément aux nouvelles dispositions de la loi SRU en date du 1<sup>er</sup> janvier 2009, ces travaux sont à la charge de la Commune.

La Commune de Saint Geniès des Mourgues souhaite optimiser l'opération de renforcement du réseau électrique en améliorant la protection de la ligne électrique et des réseaux de télécommunication et d'éclairage public associés en procédant à leur enfouissement.  
Les travaux seront réalisés par Hérault Energie qui finance une part importante de la dépense liée à l'enfouissement des réseaux.

La Commune de Saint Geniès des Mourgues a donné son accord pour réaliser les prestations correspondantes, charge ensuite à Montpellier Méditerranée Métropole, à l'initiative de la demande, de lui rembourser les sommes engagées.

Le montant des travaux s'élève au total à 50 328,41 €. Le montant restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole correspondant au renforcement et l'enfouissement du réseau électrique est de 33 724,55 €.

Une convention financière entre la Commune de Saint Geniès des Mourgues et Montpellier Méditerranée Métropole a été élaborée. Elle définit la nature des travaux à réaliser, précise leur coût et arrête le montant et les modalités de paiement des sommes dues par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention financière à passer entre la Commune de Saint Geniès des Mourgues et Montpellier Méditerranée Métropole pour le renforcement et l'enfouissement du réseau électrique, nécessaire à l'alimentation de la station d'épuration intercommunale
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention financière avec la Commune de Saint Geniès des Mourgues ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le :  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Smc 198440 - DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - CONSTRUCTION DE L'INTERCEPTEUR EST AMONT - MARCHÉ DE TRAVAUX N°3829EA15 RÉSEAUX DU SECTEUR NAVITAU - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Dans le cadre de la mise en oeuvre de son Schéma Directeur d'Assainissement, Montpellier Méditerranée Métropole a programmé la réalisation de l'Intercepteur Est.

Long de 12 kilomètres et d'une capacité totale d'environ 160 000 Eq/hab, ce nouveau collecteur primaire se construit par étapes.

Le tronçon aval de l'Intercepteur Est entre le giratoire Christophe Colomb à Montpellier et la station d'épuration Maëra a été mis en service en 2007. Depuis, les travaux ont porté sur la construction du poste de refoulement principal à Castelnau le Lez puis sur les tronçons réalisés en coordination avec les travaux du département de l'Hérault le long de la RD65 sur les communes de Montferrier sur Lez et Clapiers.

Durant l'été 2014, un tronçon de 1600 mètres linéaire a été réalisé rues de la Draye et de Ferran, entre le zoo du lunaret et le pont de l'avenue de la Justice de Castelnau à Montpellier.

Enfin, depuis Janvier 2015 c'est sous l'avenue de la Pompignane que se réalise un tronçon de 2200 mètres par une technique sans tranchée afin de ne pas perturber le fonctionnement de l'avenue et des commerces de proximité.

Il convient désormais d'engager la mise en oeuvre de deux nouveaux tronçons en refoulement l'un sur la commune de Castelnau le lez au lieu dit Navitau (en rive Gauche du Lez) et l'autre au droit de la rue de Ferran à Montpellier (en rive droite du Lez). Ces travaux seront réalisés en totalité en domaine privé.

Le tracé part de l'accotement de la RD 65, traverse le lotissement dit de Navitau, franchit la canalette alimentant le moulin de Navitau et va jusqu'aux berges du Lez en rive Gauche.

L'autre tronçon se situe en rive droite du Lez pour se raccorder sur la canalisation en attente rue de Ferran. Ces travaux ne concernent pas la traversée du Lez qui fera l'objet d'une consultation à part compte tenu de la spécificité de l'intervention en milieu aquatique.

Le marché de travaux à lancer concerne donc la fourniture et la pose de 500 ml de canalisation en fonte d'un diamètre nominal de 500 mm, devant transporter les effluents refoulés du futur poste des Closades (commune de Clapiers).

A l'occasion de ces travaux, des ouvrages de collecte des eaux usées seront réalisés pour desservir les riverains dont les parcelles seront grevées d'une servitude de passage. Pour cela un réseau gravitaire et un poste de relèvement public seront installés.

Le montant des travaux a été estimé à 958 000 € H.T.

Une procédure d'appel d'offres ouvert a été menée en application des articles 160 et 161 du Code des marchés publics en vue de la désignation d'entreprises pour l'exécution de ces travaux. Il n'y a de découpage ni en tranche, ni en lots.

La rémunération de l'entreprise sera calculée par application aux quantités réellement exécutées des prix figurant aux bordereaux des prix unitaires.



Délibération n° 13019

La durée du marché est fixée à 7 mois décomposée en 2 mois de période de préparation et 5 mois de travaux, qui se dérouleront à compter de l'automne 2015.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence et au vu du rapport d'analyse des offres, basé sur l'examen des prix, des mémoires techniques et des délais de réalisation proposés par les candidats, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 05 Mai 2015, a décidé d'attribuer le marché correspondant à l'entreprise SOGEA SUD, domiciliée à Montpellier pour un montant de 669 980,00 € H.T., soit 803 976 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du marché de travaux n°3829 EA 15 pour la construction de l'Intercepteur Est Amont, réseaux du secteur de Navitau, avec l'entreprise SOGEA SUD pour un montant de 669 980,00 € H.T.,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les marchés à intervenir avec le ou les candidat(s) retenu(s) par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution, y compris, le cas échéant, leur résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05 JUIN 2015  
Déposé En Préfecture 05 JUIN 2015  
Le :  
Numéro de l'acte : *Enc 198409-DE*

Pour l'extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – PRADES LE LEZ -  
CONVENTION FINANCIÈRE POUR LA MISE EN PLACE D'UN RÉSEAU D'EAU  
POTABLE IMPASSE DU RUISSEAU DU NOUOU - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Les riverains de l'Impasse du Ruisseau du Nouau, sur la commune de Prades le Lez, ont sollicité Monsieur le Maire en 2013, afin d'obtenir l'intégration dans le domaine public de la voirie dont ils sont copropriétaires.

La Commune de Prades le Lez est favorable à cette demande et la procédure administrative est en cours.

L'alimentation en eau potable des propriétés riveraines est actuellement assurée par l'intermédiaire de 11 branchements individuels longs, dont les compteurs sont situés en limite du domaine public chemin du Nouau.

Pour rationaliser la desserte il convient de mettre en place un réseau structurant sur 200 mètres linéaires en eau potable de ces propriétés, également dimensionné pour assurer la défense incendie de ce secteur.

Le montant estimatif des travaux à réaliser pour construire la canalisation d'eau potable correspondante s'élève à 70 000 €.

Tenant compte de l'utilité de la canalisation pour assurer la défense incendie, il a été acté une répartition financière entre les propriétaires et la Métropole après plusieurs réunions de concertation. Ainsi, 30 000 € seront à la charge des riverains par le biais d'une offre de concours, le solde de 40 000 € étant apporté par Montpellier Méditerranée Métropole.

L'opération concernera également la pose d'un réseau d'eaux usées. Pour ce dernier, il ne sera pas demandé de participation financière aux riverains qui seront desservis, mais la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif leur sera appliquée, conformément à la délibération n°11 414 du 12 février 2013.

Un projet de convention, formalisant l'offre de concours, a été établi afin de préciser les modalités techniques et financières relatives à la construction du réseau d'eau potable. Il stipule que les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage Montpellier Méditerranée Métropole et remboursés à hauteur de 30 000 € par les riverains de l'Impasse du ruisseau du Nouau.

Ce reversement aura lieu douze mois après la réception des travaux et son montant sera celui indiqué dans la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec les riverains de l'impasse du ruisseau du Nouau pour la réalisation du réseau d'eau potable suite à l'intégration dans le domaine public de la voirie,
- dire que les crédits seront inscrits aux budgets annexes de l'assainissement et de l'eau potable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire, notamment la convention avec les riverains et la commune de Prades le Lez.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Imc 197543-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VÉRA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – ACCORD CADRE N°3398EA14 DE TRAVAUX SUR LES RÉSEAUX D'EAU POTABLE, D'EAU BRUTE ET D'ASSAINISSEMENT - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°12270 du 19 mai 2014, le Conseil a autorisé la signature d'un accord-cadre 3398EA13 relatif aux travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable, d'eau brute et d'assainissement.

Cet accord cadre, notifié le 28 juillet 2014, ne comporte pas de lots.

Il a été conclu avec 4 groupements d'entreprises :

- MALET (Mandataire)/EHTP/SPIE
- SADE (Mandataire)/RAZEL-BEC
- SCAM TP (Mandataire)/FAURIE/BRAULT SAS
- SOGEA (Mandataire) / SOLATRAG / RAMPA

D'une durée d'un an, cet accord cadre peut être renouvelé trois fois une année, par reconduction expresse à la date anniversaire. Le montant annuel est fixé à un minimum de 2 000 000 € HT et à un maximum de 8 000 000 € H.T.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole ne sera plus compétente pour intervenir sur les réseaux d'eau potable. En conséquence, le présent accord cadre ne peut pas être reconduit pour une nouvelle période d'un an à compter du 29 juillet 2015.

Afin d'assurer la continuité des investissements, au cours du second semestre 2015, dans le domaine de l'eau potable comme en assainissement, pour répondre aux objectifs des schémas directeurs et assurer la coordination avec les programmes de voirie des communes, il est proposé de limiter, par voie d'avenant, la possibilité de reconduction au 31 décembre 2015.

Dans ce projet d'avenant, l'acte d'engagement de l'accord cadre est modifié comme suit :

L'accord-cadre peut être reconduit pour une période courant du 29 juillet 2015 au 31 décembre 2015 inclus.

Le montant des commandes pour cette période de reconduction de 5 mois au lieu de 12 mois est défini comme suit au prorata temporis :

Seuil minimum : 830 000,00 € H.T.

Seuil maximum : 3 300 000,00€ H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°1 à l'accord Cadre 3398EA13 relatif aux travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extensions des réseaux d'eau potable, d'eau brute et d'assainissement,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement au chapitre 23, et au budget principal, chapitre 908, pour l'eau brute,
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant au marché de travaux susvisés ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.



Délibération n° 13021

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Lme 198302-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MARCHÉ N°3392EA15 DE TRAVAUX COURANTS SUR LES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHÉS**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

La délibération n°12814 du 5 mars 2015 prévoyait le lancement d'un appel d'offres ouvert pour mener des études de maîtrise d'œuvre sur les réseaux d'eau potable, d'eau brute et d'assainissement.

La création de la Régie Publique de l'Eau, compétente en eau potable et en eau brute à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016, ne permet plus de relancer une consultation comme prévu par la délibération du 5 mars 2015 pour les travaux sur les réseaux d'eau et d'assainissement.

Les travaux envisagés seront découpés en lots géographiques attribués par marchés séparés.

Il est ainsi proposé de passer des marchés à bons de commande de travaux pour la réalisation des seuls travaux d'assainissement relevant de la compétence de la Métropole à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016. La Régie Publique de l'Eau potable lancera ses propres marchés pour couvrir ses besoins.

Ces marchés à bons de commande concernent les travaux courants de renouvellement de réseaux d'assainissement, de réparations, et de petites extensions sur l'ensemble du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces travaux s'effectuent généralement à la suite de demandes de raccordement, en accompagnement d'opérations réalisées par d'autres intervenants en domaine public ou lors d'interventions urgentes. Le rythme et l'étendue de ces besoins de travaux ne peuvent donc être arrêtés précisément. De plus, dans le contexte actuel de modification du périmètre des compétences de la Métropole et de la réactualisation du schéma directeur d'assainissement, l'évaluation des besoins paraît pour l'heure délicate. De ce fait, il est proposé de conclure chaque marché sans minimum ni maximum.

Chaque marché portera sur des projets dont le montant sera inférieur à 200 000 € H.T. chacun ; la souplesse et la rapidité de mise en œuvre de ce type de marché sont adaptées à la passation de commandes de cet ordre. D'une durée annuelle, chaque marché dont l'exécution débutera à l'échéance des marchés en cours, pourra être renouvelé trois fois une année, par reconduction expresse, à la date anniversaire.

En vue de leur attribution, il convient de lancer une consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles 26 33, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°12814 du 5 mars 2015 ;
- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert pour les travaux courants sur les réseaux d'assainissement,
- dire que les crédits sont et seront inscrits au budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la passation ou à souscrire et à signer les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution, y compris, le cas échéant, leur résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le :  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Imc 198312-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MARCHÉ À BONS DE COMMANDE N°3970EA15 DE PRESTATIONS GÉOTECHNIQUES ET HYDROGÉOTECHNIQUES RELATIVES AUX TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT ET DE VOIRIE- AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHÉS**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière de réseaux humides et de voiries, les services de la métropole mènent des projets nécessitant la réalisation de missions de reconnaissances et d'études géotechniques.

Ces prestations d'études géotechniques et hydrogéotechniques concernent :

- la pose de réseaux humides et d'ouvrages annexes, de toute section et de toute nature,
- la construction de stations de relevage ou de refoulement
- la construction de stations d'épuration ou d'unité de traitement d'eaux pluviales,
- la réfection de chaussées.

Les prestations couvrent aussi bien les besoins en phase étude qu'en phase réalisation et réception des ouvrages.

En phase études, les informations recherchées sont principalement :

- la nature du sous-sol et les conditions de terrassement et de blindage des fouilles,
- la présence d'eau et les modalités de son évacuation éventuelle, la définition des dispositifs d'assainissement et de drainage des sols,
- la définition des propositions de fondation des ouvrages avec l'évaluation des tassements,
- les conditions de réutilisation en remblai des matériaux de déblais.

En phase travaux, des essais et contrôles sont menés pour vérifier :

- la conformité des travaux aux objectifs du projet tels que définis dans les études géotechniques initiales,
- les adaptations ou optimisations potentielles des ouvrages proposées par l'entrepreneur, sur le programme d'auscultation et les valeurs seuils associées,
- le compactage des tranchées et voiries réalisées et la tenue des chaussées dans le temps.

L'étendue de ces besoins ne peut être connue aujourd'hui précisément ; elle dépend des programmes de travaux retenus chaque année pour mener à bien les missions de service public de la collectivité. Le besoin sera défini par la maîtrise d'œuvre au fur et à mesure de l'avancement des études de conception.

Pour la réalisation de ces prestations, il est proposé de recourir à un marché à bons de commande multi-attributaire (2) sans minimum ni maximum, d'une durée d'un an reconductible 3 fois et de procéder à la désignation des prestataires, sous forme d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles 26, 33, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics. A l'issue de l'appel d'offres, 2 titulaires seront retenus, les bons de commande seront émis en alternance à l'un puis à l'autre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un appel d'offres ouvert, conformément aux articles 26, 33, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics, afin de conclure un marché à bons de commande de prestations géotechniques et hydrogéotechniques relatives aux travaux de réseaux et de voiries,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23, et au budget général voirie chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la passation, à souscrire et à signer les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la



Délibération n° 13023

procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Imc 198593-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





## **SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES**





SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – NATATION ET PATINAGE SCOLAIRE -  
CONVENTION AVEC L'ÉDUCATION NATIONALE 2015/2016 - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses priorités d'action depuis plusieurs années, s'est engagée, en partenariat avec l'Education Nationale, à assurer l'apprentissage de la natation et du patinage pour les enfants des écoles primaires et des grandes sections maternelles.

Ainsi tous les élèves scolarisés dans les écoles primaires de Montpellier Méditerranée Métropole peuvent bénéficier de séances gratuites d'apprentissage, conduites en collaboration avec les enseignants de l'Education Nationale.

Pour réaliser ce programme ambitieux, concernant chaque année près de 20 000 enfants, conformément aux temps scolaires dédiés, et aux directives de l'Education Nationale, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre des moyens matériels et humains conséquents avec treize piscines, la patinoire Végapolis et plus de quatre vingt dix éducateurs sportifs.

S'agissant d'éducation physique et sportive pendant le temps scolaire, il convient de définir de façon conventionnelle pour chaque année scolaire, avec l'Académie de Montpellier, les champs de compétences, de responsabilités et d'interventions de chacune des deux parties.

La convention proposée formalise notamment :

- les conditions générales de l'organisation des activités,
- le rôle, la responsabilité et l'agrément des intervenants,
- les conditions de sécurité,
- la durée (un an).

En accord avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault et conformément à l'évolution de la réglementation, les stagiaires des formations au Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) des activités aquatiques et de la natation et de l'UFRSTAPS peuvent, durant leur période de stage, être mis en situation pédagogique durant les séances de natation scolaire, sous l'autorité des enseignants et le contrôle pédagogique des éducateurs territoriaux de Montpellier Méditerranée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention et ses annexes,
- autoriser l'accueil pédagogique des stagiaires BPJEPS et UFR STAPS durant les séances de natation scolaire,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 05 JUIN 2015  
Déposé En Préfecture 05 JUIN 2015  
Le :  
Numéro de l'acte :

*Inc 198755-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



## SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – PATINOIRE VEGAPOLIS – NOUVELLE GRILLE TARIFAIRE - APPROBATION

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Par la délibération n°10548 en date du 20 décembre 2011, le Conseil d'Agglomération a confié la gestion et l'exploitation de la Patinoire Végapolis de Montpellier à la société « VM 34000 » par délégation de service public.

L'article 23 de la convention de délégation de service public, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012, rappelle que les tarifs des droits d'accès à l'équipement et aux activités qui s'y déroulent sont définis par l'autorité délégante.

Compte tenu des retours d'expérience de gestion de l'équipement et afin de continuer à développer l'offre de la patinoire à destination des publics, il est proposé la création des nouveaux tarifs suivants :

- Un tarif unique de création ou de remplacement de la carte d'abonnement rechargeable,
- Un tarif école de glace et entrée annuelle patinoire qui permet un accès combiné à l'école de glace et à la patinoire sur les ouvertures publiques,
- Un tarif « Activités périscolaires » à destination des écoles privées ou publics, qui autorise une séance de découverte du patinage par classe.

Dans cette perspective, il est proposé au Conseil de Métropole de voter les tarifs complémentaires suivants applicables à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015 :

OBJET	Tarif « Pass Métropole » € TTC	Tarif normal € TTC
Création ou de remplacement de la carte d'abonnement	2	2
Ecole de glace + entrée annuelle patinoire	172	194
Ecole de glace 2 <sup>ème</sup> Adhérent + entrée annuelle patinoire	146,20	164,90
Ecole de glace 3 <sup>ème</sup> Adhérent + entrée annuelle patinoire	137,60	155,20
Activités Périscolaire (TAP)	78	120

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la nouvelle grille tarifaire de la patinoire Végapolis ainsi définie, valable à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2015,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire 05 JUIN 2015  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 05 JUIN 2015  
Le :  
Numéro de l'acte :

Imc 198752 - DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





## **TRANSPORT ET MOBILITE**





SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s) :

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es) :

Mme C. HART

Absent(es) :

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



## TRANSPORTS ET MOBILITÉ – ACQUISITION DE 6 BUS AU GNV - COMMANDE AUPRÈS DE L'UGAP - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une politique en matière de déplacements et de transports publics qui articule étroitement le développement de l'offre de transport avec le développement urbain. Face à l'augmentation de la population et des besoins de mobilité, Montpellier Méditerranée Métropole répond aux attentes de la population par le développement d'une offre de transports publics de qualité, pertinente, respectueuse de l'environnement, économisant le temps et l'espace et présentant ainsi une véritable alternative à la voiture particulière.

L'offre de transport sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole se compose actuellement de 4 lignes de tramway et de 36 lignes de bus en connexion directe avec le tramway.

Le contrat de la Délégation de Service Public 2010-2017 pour l'exploitation des transports publics urbains prévoit le renouvellement des bus urbains par la Métropole.

Par délibération n°12454 du 31 juillet 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la convention avec l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition de bus de transport urbain.

Pour l'année 2015, le programme d'investissements pour la gestion du service des transports publics approuvé par délibération n°12886 du 31 mars 2015 comprend l'acquisition de 6 bus GNV (Gaz Naturel pour Véhicule).

En application de la convention susvisée, ceux-ci seront acquis auprès de l'UGAP.

Dans la continuité du parc de véhicules actuels, les bus seront à motorisation GNV et ils seront équipés pour les personnes à mobilité réduite avec des planchers surbaissés, des palettes rétractables, de l'information sonore et visuelle pour les voyageurs (écrans, bandeaux lumineux et haut-parleurs intégrés). De plus, les nouveaux bus seront conformes à la norme Euro 6, norme européenne limitant les émissions et applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour les poids lourds.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de commande de 6 bus au GNV à l'UGAP tel qu'exposé ci-dessus,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution de la commande sont inscrits au budget annexe des transports 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 21,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette commande ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte,

Certifié Exécutoire 05 JUIN 2015

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

Imc 198604-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HÉRAULT (SMTCH) - CONVENTION DE COMPENSATION TARIFAIRE DES DÉPLACEMENTS URBAINS SUR LE RÉSEAU DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE RÉALISÉS PAR LES ABONNÉS ZAZIMUT (SCOLAIRES) EN JUILLET ET AOÛT 2015 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a transféré sa compétence en matière de transport scolaire au Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) par délibération du 27 juin 2003.

Dans le cadre de la politique tarifaire du SMTCH en faveur des scolaires, l'abonnement scolaire Zazimut a été mis en place et offre à ses titulaires la libre circulation sur les réseaux de transport collectif interurbains et urbains, en période scolaire et hors vacances d'été.

Pour favoriser la mobilité de ce public et dans le cadre de la politique jeunesse du Département, en accord avec Montpellier Méditerranée Métropole, le SMTCH a adopté lors de sa séance du 6 février 2015 la prolongation de validité de l'abonnement scolaire Zazimut aux mois de juillet et août 2015 sans surcoût pour les scolaires.

Une convention prévoit les modalités de compensations financières versées par le SMTCH à Montpellier Méditerranée Métropole pour les déplacements réalisés sur le réseau TAM par les abonnés Zazimut durant cette période.

Ainsi, la compensation versée à Montpellier Méditerranée Métropole sera calculée sur la base de la recette unitaire réelle 2015 et du nombre réel de déplacements des abonnés ZAZIMUT, enregistrés par les valideurs Tam pour les mois de juillet et août 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec le SMTCH portant sur la compensation tarifaire des déplacements urbains sur le réseau de Montpellier Méditerranée Métropole des abonnés Zazimut en juillet et août 2015,
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 JUN 2015

05 JUN 2015

Ime 198659-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président.

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY - BOUCLAGE LIGNE 4 - FONDS DE CONCOURS VILLE DE MONTPELLIER / MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE POUR LE FINANCEMENT DES OPÉRATIONS COMPLÉMENTAIRES RÉALISÉES DANS LE CADRE DU BOUCLAGE DE LA LIGNE 4 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par protocole entre la Ville de Montpellier et l'Agglomération, approuvé par le Conseil Municipal du 17 juin 2013 et le Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Ville a autorisé l'Agglomération – devenue Métropole - à implanter les ouvrages du bouclage de la ligne 4 de tramway sur le domaine public communal et à réaliser les travaux nécessaires. Ce protocole affirme le principe de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole pour réaliser les travaux rendus nécessaires par le projet sur l'ensemble des ouvrages.

Ce protocole prévoit que si la Ville entend procéder, dans le périmètre de l'opération tramway, à des améliorations et/ou des aménagements complémentaires, elle en assumera la charge financière. A la suite notamment de la remise des études, la Ville de Montpellier a fait part d'une série de demandes d'aménagement complémentaires sur son territoire, dont la réalisation est totalement indissociable et concomitante de l'opération tramway conduite par la Métropole.

En application du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, celle-ci est notamment compétente pour la création, l'aménagement et l'entretien de la voirie ainsi que la création, l'aménagement et l'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires.

La réalisation du bouclage de la ligne 4 de tramway impacte des équipements très spécifiques de la Commune et nécessite des prestations qui demeurent municipales dont les coûts d'adaptation sont à prendre en charge par la Métropole.

L'avenant n°1 à la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la Ville de Montpellier, précise que l'ensemble des prestations, études et travaux devant être réalisés, dans une démarche d'optimisation financière et technique, de manière concomitante avec le bouclage de la ligne 4 de tramway, sur le territoire de la Ville de Montpellier, sont exclus de l'article 1<sup>er</sup> de la convention susvisée et donc ne sont pas assurés par la Ville de Montpellier mais par la Métropole.

Il y a donc lieu d'établir et signer avec la Ville de Montpellier une convention de fonds de concours croisés, qui a pour objet de définir l'objet des participations financières :

- d'une part de la Ville, à la réalisation des études et travaux demandés par elle et exécutés sous la maîtrise d'ouvrage métropolitaine, à savoir notamment :
  - des améliorations de réseaux (renforcement de la défense incendie, amélioration du réseau pluvial, mise en cohérence des dispositifs d'éclairage public, enfouissement esthétique de réseaux aériens Telecom et EDF, mise en place de contrôle d'accès à la zone piétonne)
  - l'application de la charte Grand Cœur, impliquant la mise en œuvre de matériaux nobles dans les secteurs à fort enjeu de valorisation
  - des aménagements complémentaires (conteneurs enterrés, sanitaires, borne foraine)
  - des études portant sur des aménagements complémentaires envisagés, hors bouclage de la Ligne 4
- d'autre part de la Métropole, à la réalisation de prestations demeurant de la compétence de la Commune, compte tenu de l'impact de la réalisation du bouclage de la ligne 4 sur certains équipements lui appartenant, notamment :
  - le système centralisé de gestion des feux tricolores Pétrarque
  - le réseau et les caméras du Centre de Surveillance Urbain



Délibération n° 13013

Le montant de ces participations financières s'élève à 4 835 518 € H.T. pour la Ville de Montpellier et à 162 000 € H.T. pour la Métropole.

En cas de diminution ou d'augmentation constatée au décompte général définitif des travaux, impactant de plus de 5 % le montant des prestations, études et travaux relevant du présent fonds de concours, les parties se rapprocheront pour revoir, par voie d'avenant à la convention, les montants et modalités de versement du ou des fonds de concours.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dispositif de fonds de concours croisés pour les opérations complémentaires réalisées dans le cadre du bouclage de la Ligne 4 entre la Ville de Montpellier et la Métropole :

° la Ville versant à la Métropole un montant forfaitaire de 4 835 518 € H.T.

° la Métropole versant à la Ville un montant forfaitaire de 162 000 € H.T.

- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de la Métropole, au chapitre 908, en dépenses comme en recettes,

- autoriser M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de fonds de concours ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 JUIN 2015

Déposé En Préfecture

05 JUIN 2015

Le :

Numéro de l'acte :

Smc 1983 20-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VÉRA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - AVENANT N°1 AU MARCHÉ 8.143 DES MISSIONS DE L'ORGANISME QUALIFIÉ ET AGRÉÉ POUR LES SYSTÈMES ET LES INFRASTRUCTURES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle du projet permettant le Bouclage de la Ligne 4 de tramway entre la Place Edouard Adam et la Place Albert 1<sup>er</sup> à Montpellier.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer, au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de cette opération.

Par délibération n°11185 du 8 octobre 2012, le Conseil de Communauté a autorisé TaM à signer le marché n°8.143 relatif aux missions de l'organisme qualifié et agréé pour les systèmes et les infrastructures avec l'entreprise Bureau Veritas (92) pour un montant de 223 910 € HT. Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire.

Ce marché comprend une tranche ferme et quatre tranches conditionnelles. La tranche ferme et les tranches conditionnelles n°1 et n°2 concernent le secteur Ovalie-Clapiers, des études de conception jusqu'à la mise en exploitation. Les tranches conditionnelles n°3 et n°4 concernent les extensions ouest et nord du programme d'opération.

Suite à la décision de Montpellier Méditerranée Métropole de ne lancer que les travaux du bouclage de la 4ème ligne, le projet d'avenant n°1 a pour objet de redéfinir le périmètre d'intervention de l'organisme qualifié et agréé pour les systèmes et les infrastructures, et d'adapter en conséquence la rémunération du titulaire et le calendrier d'exécution de sa mission.

Concernant les prestations restant à réaliser, le nouveau périmètre du marché porte donc uniquement sur le bouclage de la Ligne 4 jusqu'à la garantie de parfait achèvement.

Le nouveau montant du marché est ainsi établi à 90 810 € HT (valeur juillet 2012).

La durée prévisionnelle du marché est ramenée à 54 mois comprenant, comme pour le marché initial, une durée de 1 an de garantie de parfait achèvement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché 8.143 des missions de l'organisme qualifié et agréé pour les systèmes et les infrastructures dans le cadre de la réalisation du bouclage de la 4ème ligne de tramway,
- autoriser TaM, mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer cet avenant ramenant le montant total du marché à 90 810 € H.T. (valeur juillet 2012) avec l'entreprise Bureau Veritas (92),
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le :  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Imc 194924-DE

Pour extrait certifié  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





**VALORISATION ET PROTECTION ANIMALE**



## **VOIRIE, ESPACE PUBLIC**





SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - NOUVELLES COMPÉTENCES - POURSUITE OU TRANSFERT DES OPÉRATIONS DÉCIDÉES PAR LES COMMUNES DE CASTRIES ET VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE**

M. R. YOUSSEUS, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

A compter de cette date, de nombreuses compétences exercées jusqu'à ce jour par les communes relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment en matière de création, d'aménagement et d'entretien de la voirie, de création, d'aménagement et d'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires.

En application de la convention conclue en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, les communes de Castries et Villeneuve-lès-Maguelone, assurent notamment sur leur territoire, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015, la création et la gestion des équipements et services afférents aux compétences qu'elles exerçaient jusqu'alors et qui relèvent depuis sa création, de la Métropole.

Cependant il apparaît nécessaire, notamment au niveau budgétaire, de définir les conditions de poursuite ou de transfert des opérations décidées par les communes avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 en application des articles L 5217-7, L 5215-29 et R 5215-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les Communes de Villeneuve-lès-Maguelone et Castries ont approuvé la liste des opérations maintenues au niveau communal ou transférées à la Métropole par délibérations respectives du 24 mars et du 9 avril 2015.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole de se prononcer sur la liste des opérations poursuivies et financées par les budgets communaux et des opérations transférées et financées par le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, pour les 2 communes, comme suit :

Pour la commune de Castries :

- Opérations décidées et dont le début d'intervention est intervenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 poursuivies et financées par la commune :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération € TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Travaux gaz Les Pins	6 521,79	5 octobre 2011
CSPS Les Pins	430,56	5 octobre 2011
Maîtrise d'œuvre Les Pins	10 166,00	12 octobre 2011
Voirie Les Pins	1 004,53	3 janvier 2012
Réseau eau Les Pins	4 078,08	24 avril 2012
Etude voirie centre ancien	17 682,44	26 novembre 2012

- Opérations décidées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 mais dont le début d'exécution n'est pas intervenu avant cette date, qui seront poursuivies et financées par la commune :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération € TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Voirie rue Paul Cézanne	3 259,62	7 novembre 2014
Extension réseau Vernet	5 657,74	13 mai 2014
Extension réseau BRL	16 284,00	29 juillet 2014
Voirie rue du Simoun	18 992,52	12 décembre 2014
Voirie chemin derrière château	23 971,44	12 décembre 2014
Travaux éclairage public	1 265,08	2 décembre 2013



Solde marché de travaux	14 000,00	16 septembre 2013
-------------------------	-----------	-------------------

Pour la commune de Villeneuve-lès-Maguelone :

- Opérations décidées et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 poursuivies et financées par la commune :

Identification du projet	Montant de l'opération € TTC	Date de décision de l'opération
Le Pont (voiries)	1 295 000	17 septembre 2012
Le Mas Crespy	405 000	17 décembre 2013
Le Parc Monteillet	493 400	17 décembre 2014
Protection du Littoral	1 500 000	31 décembre 2013

- Opération décidée avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et dont le début d'exécution n'est pas intervenu avant cette date, que la commune transférées à Montpellier Méditerranée Métropole :

Identification du projet	Montant de l'opération € TTC	Date de décision de l'opération
Le Beauregard (voiries)	230 000	17 décembre 2014

Après délibérations concordantes des conseils municipaux de Castries et Villeneuve-lès-Maguelone et du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, la poursuite ou le transfert des opérations susvisées sera effectif en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Il est rappelé que les opérations poursuivies par les communes ne relèvent pas de la convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole conclue entre la commune et Montpellier Méditerranée Métropole.

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ensemble des ouvrages réalisés par les communes au titre des présentes dispositions deviennent la propriété de Montpellier Méditerranée Métropole à compter de la date de leur réception définitive, soit après réception sans réserves ou à l'issue de la levée des réserves.

Pour les opérations poursuivies par les communes, les services de Montpellier Méditerranée Métropole seront informés de l'évolution des travaux et seront associés aux procédures de réception.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la liste des opérations poursuivies par les communes de Castries et Villeneuve-lès-Maguelone ou transférées à Montpellier Méditerranée Métropole en application des articles L.5215-7, L.5215-29 et R.5215-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
- dire que les crédits nécessaires au transfert de ces opérations sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 JUN 2015

05 JUN 2015

Imc 198770-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original,  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 28 MAI 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le vingt-huit mai à dix-sept heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M. NAZET-MARSON, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. R. COTTE à Mme M. BODKIN, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme J. FRÊCHE à M. H. ROUILLEAULT, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON.

Excusé(es):

Mme C. HART

Absent(es):

M. J.-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE



**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – DÉSFFECTATION ET DÉCLASSEMENT D'UN DÉLAISSÉ DE VOIRIE - CARREFOUR ENTRE LA RD 172 ET L'AVENUE GEORGES FRÊCHE (EX RD21) - COMMUNE DE PÉROLS**

M. R. YOUSOUS, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

La mise en œuvre de la troisième ligne de tramway notamment sur la section de l'ancienne route de la Mer (RD 21), désormais dénommée Avenue Georges Frêche, entre la limite communale de Montpellier et de Lattes (PR 28 + 580) et la RD 66 sur la Commune de Pérols (PR 33 + 819) a induit un transfert de cette route et de ses dépendances, propriétés du Département de l'Hérault, à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce transfert a eu lieu sans déclassement préalable conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, le 16 février 2010.

A la suite des travaux liés à la troisième ligne de tramway, les délaissés situés, d'une part au Nord Est, et d'autre part au Sud Ouest du carrefour entre la RD 172 et l'Avenue Georges Frêche, d'une contenance respective d'environ 2 455m<sup>2</sup> et d'environ 2 614m<sup>2</sup>, ne sont plus affectés à un quelconque service public. Ces terrains sont situés, pour la première parcelle à l'intérieur du périmètre de la ZAC ODE ACTE 1 dont le projet a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral n° 2014-I-362 en date du 6 mars 2015, et, pour la seconde parcelle, à l'intérieur du périmètre de la ZAC ODE ACTE 2, conformément aux plans joints. Ils ne présentent donc plus d'intérêt justifiant leur maintien dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, ils doivent faire l'objet d'une désaffectation préalable à leur déclassement et à leur intégration dans le domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux dispositions de l'article L 141-3 du Code de la voirie routière, le déclassement est dispensé d'enquête publique préalable étant donné qu'il n'affecte ni la desserte ni la circulation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider la désaffectation des délaissés de terrain d'une contenance respective de 2 455m<sup>2</sup> et d'environ 2 614m<sup>2</sup>, jouxtant le carrefour situé entre l'avenue Georges Frêche et la RD 172,
- décider le déclassement desdits délaissés conformément aux dispositions de l'article L 141-3 du code de la voirie routière,
- décider l'intégration desdits délaissés dans le domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président à effectuer toutes les formalités nécessaires et à signer tout document relatif à cette procédure.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le :  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte :

05 JUIN 2015

05 JUIN 2015

Dmc 198887-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





**PARTIE 2**  
**DECISIONS**



<p><b>N°D2014-575 - 05/05/15</b> - Direction des Transports et de la Voirie  <b>Décision relative à l'approbation d'un avenant n°1 au marché n°8.882 portant sur le système d'information du projet pour le bouclage de la ligne 4</b>  <b>Objet :</b> La décision a pour objet d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché 8.882, portant sur le « Système d'Information du Projet » attribué à l'entreprise FORMI SA à BLAGNAC. Cet avenant vise à intégrer une prestation de développement nécessaire à la gestion des fiches de demande de modification, ce pour un montant de 13 630 € H.T.</p>	193
<p><b>N°D2015-6 - 14/04/15</b> - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel  <b>Décision relative à un marché n°de2985-S15-01 de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études confié à la SAAM pour l'aménagement du secteur de la Lauze Est à Saint Jean de Védas - étude urbaine</b>  <b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole a confié un mandat d'études à la SAAM afin de réaliser les études préalables à la création d'un parc d'activité sur le secteur de la Lauze Est sur la commune de Saint Jean de Védas. Le marché est passé avec le groupement solidaire composé de la société URBAN PROJECT et la société d'Architecture Durousseau-Poutaraud AGIR EN VILLE sises à Marseille et Montpellier. Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 24 mois et pour un montant de 34 950,00 € H.T.</p>	195
<p><b>N°D2015-103 - 05/05/15</b> - Direction de la Culture  <b>Décision relative à un marché de prestations de création chorégraphique avec l'Association "Les Têtes Penchées"</b>  <b>Objet :</b> Un marché est passé avec l'Association "Les Têtes Penchées" sise à Montreuil (93100). Ce marché concerne l'intervention du chorégraphe Romain Panassié auprès des élèves de danse contemporaine du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la création d'une œuvre chorégraphique en vue des spectacles "Danse à l'Opéra" à l'Opéra Comédie de Montpellier. Le montant du marché s'élève à 5 230 € T.T.C. L'association "Les Têtes Penchées" n'est pas assujettie à la TVA.</p>	197
<p><b>N°D2015-120 - 05/05/15</b> - Direction des Ressources Informatiques  <b>Décision relative à un contrat n°CM140422 de maintenance des logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) IMAGIS</b>  <b>Objet :</b> Un contrat de maintenance informatique, de mise à jour et d'assistance téléphonique est conclu avec la société IMAGIS MEDITERRANEE sise à Nîmes. Il concerne les logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) IMAGIS (WEBVILLE, IMACAD, IMARES, WEBSOL, IMAPOS et ARCGIS ENGINE) installés à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015 et sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Le montant annuel s'élève à 4 862,02 € T.T.C.</p>	199
<p><b>N°D2015-152 - 05/05/15</b> - Direction de la Culture  <b>Fonds d'aide à la diffusion théâtrale - Spectacle "Gramme d'âme"</b>  <b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle gramme d'âme diffusé au Chai du Terral à Saint Jean de Védas. Ce marché est conclu avec la Compagnie Louise Bouillone et le Chai du Terral, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 1 400 € T.T.C.</p>	201
<p><b>N°D2015-154 - 05/05/15</b> - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel  <b>Décision relative à la vente à la SERM des parcelles AW 122p - 106p - 133p - Commune de Saint Jean de Védas</b>  <b>Objet :</b> La SERM souhaite acquérir les terrains cadastrés section AW n°122p – 106p – 133p – Commune de Saint Jean de Védas afin de pouvoir finaliser la réalisation de voiries internes à la ZAC ou répondre à l'adaptation de la forme des ilots aux contraintes urbanistiques. La vente est consentie et acceptée moyennant la somme de 61 600 € H.T, régime de la TVA en vigueur en sus.</p>	203
<p><b>N°D2015-165 - 05/05/15</b> - Direction des Transports et de la Voirie  <b>Décision relative à l'attribution du marché n°8.642 portant sur les travaux de courants faibles pour le bouclage de la 4ème ligne de tramway</b>  <b>Objet :</b> Il s'agit d'un marché des travaux de courants faibles, il est attribué au groupement d'entreprises ROIRET / SPIE Sud-Ouest, mandataire ROIRET de Rilleux la Pape (69). Ce marché, à prix forfaitaire est conclu pour un montant de 799 008,07 € H.T pour une durée prévisionnelle de 18 mois.</p>	205
<p><b>N°D2015-179 - 05/05/15</b> - Direction de la Culture  <b>Décision relative au marché n°3887DC15 de prestation de conseil et de mise en œuvre des relations presse au niveau national et international pour l'exposition "L'art à Naples, un siècle d'or" au musée Fabre</b></p>	207



<p><b>Objet :</b> Un marché de prestation de conseil et de mise en œuvre des relations presse au niveau national et international pour l'exposition "L'art à Naples, un siècle d'or" au musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, est passé avec la société Anne SAMSON COMMUNICATIONS sise à Paris. Le marché dont le montant s'élève à 12 000 € H.T, soit 14 400 € T.T.C prend effet à compter de sa notification pour une durée est de 10 mois.</p>	
<p><b>N°D2015-180 - 21/04/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la ZAC OZ 1 - Parcelles SO39, 42, 44, 46, 48, 50, 52, 54 ; SP80, 82, 84, 86, 88, 90 et SN 51, 54, 55, 56 - Gare Montpellier Sud de France</b></p>	209
<p><b>Objet :</b> Décision relative à la participation de la SAS gare de la Mogère, titulaire du PPP (Partenariat Public Privé) pour la construction du PEM Montpellier Sud de France aux équipements publics de la ZAC. Le montant de cette participation est fixé à 218 € par mètre carré de surface de plancher, soit, au regard des surfaces de plancher prévisionnelles, un total de 1 522 730 €.</p>	
<p><b>N°D2015-182 - 05/05/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec la société AQUAFADAS pour des locaux au sein du bâtiment MIBI</b></p>	182
<p><b>Objet :</b> Un avenant à la convention d'occupation du domaine public en date du 1er mai 2013 est conclu avec la société AQUAFADAS pour l'extension sur une surface de 43,20 m<sup>2</sup> constituée des modules B1.16 (29,30m<sup>2</sup>) et B1.23 (13,90m<sup>2</sup>) au sein du bâtiment MIBI à partir du 1er avril 2015. A compter de cette dernière date la durée d'occupation de la surface complémentaire est consentie jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 30 avril 2016. A compter du 1er avril 2015, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société AQUAFADAS pour la surface totale de 395,70 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 5 345,90 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération du Conseil n°12667 en date du 18 décembre 2014.</p>	
<p><b>N°D2015-186 - 05/05/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société ESFA dans le VEAS Hannibal à Cournonsec</b></p>	213
<p><b>Objet :</b> La candidature de la société ESFA est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal. Son activité est la formation professionnelle. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot B08 de 40.04 m<sup>2</sup> pour une période de 36 mois. ESFA prévoit un effectif de 2 personnes à 3 ans.</p>	
<p><b>N°D2015-187 - 05/05/15 - Direction de la Culture</b>  <b>Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole - Décision relative à une autorisation temporaire d'occupation du domaine public - Association Champ Libre</b></p>	215
<p><b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole autorise, par convention, l'occupation temporaire par l'Association Champ Libre, de locaux situés au Conservatoire à Rayonnement Régional dans le cadre de la 10ème Édition du Festival Architectures Vives, pour une exposition. L'occupation est autorisée du 4 au 15 juin 2015 et est consentie à titre gratuit, compte-tenu de l'intérêt général de la manifestation.</p>	
<p><b>N°D2015-191 - 05/05/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALTERA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b></p>	217
<p><b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société QUALTERA pour une période de 6 mois. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société QUALTERA pour la surface de 176,01 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 2 560,95 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014</p>	
<p><b>N°D2015-192 - 05/05/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société VIRDYS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b></p>	219
<p><b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société VIRDYS pour une période de 12 mois. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société VIRDYS pour la surface de 61,26 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 827,63 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.</p>	
<p><b>N°D2015-194 - 23/04/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation des travaux de protection contre les inondations dans la basse vallée du Lez - parcelle DV40p - Commune de Lattes</b></p>	221
<p><b>Objet :</b> Dans le cadre des travaux de protection contre les inondations dans la basse vallée du Lez sur la commune de Lattes, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une partie de la parcelle cadastrée DV n°40 située lieudit Porte Vinouze, pour une emprise de 62 m<sup>2</sup>. Cette acquisition à titre gratuit en raison des travaux de confortement réalisés et de la suppression d'un forage est indemnisée 1 500 euros. Il s'agit d'une régularisation foncière, les travaux ayant déjà été réalisés.</p>	



<p><b>N°D2015-198 - 28/04/15</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics  <b>Décision relative à un marché n°3725, dépose et remplacement des chaudières de la piscine Suzanne berlioux</b>  <b>Objet :</b> Un marché public de travaux est passé avec la société Caizergues sise à Clapiers. Ce marché concerne la dépose et le remplacement des chaudières de la piscine Suzanne Berlioux. Les travaux sont prévus du 29 juin 2015 au 31 juillet 2015. Le montant du marché s'élève à 61 977€ H.T.</p>	224
<p><b>N°D2015-202 - 05/05/15</b> - Direction du Développement Economique et de l'Emploi  <b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société MON RÊVE EN BOIS dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez</b>  <b>Objet :</b> La candidature de la société MON RÊVE EN BOIS est agréée en vue de la location dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez Son activité est la fabrication de structures bois. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot A2 de 112.50 m², jusqu'à son transfert dans le lot 4.</p>	226
<p><b>N°D2015-208 - 20/04/15</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics  <b>Décision relative à un marché 3852EA15 de renouvellement de deux conduites d'eau potable rue nouvelle DN150 (phase 1) et rue des cormorans DN100 (phase 2)</b>  <b>Objet :</b> Un marché subséquent à l'accord cadre 3398EA13 est conclu avec le groupement SCAMTP/FAURIE/BRAULT. Ce marché concerne le renouvellement de deux conduites d'eau potable, rue Nouvelle DN150 (phase 1) et rue des Cormorans DN100 (phase 2) sur la commune de Montpellier. A compter de l'émission de l'ordre de service de démarrage des travaux, la durée du marché est de 12 semaines (phase 1) et de 10 semaines (phase 2). Le montant estimatif des travaux s'élève à 258 406,91 euros T.T.C.</p>	229
<p><b>N°D2015-210 - 21/04/15</b> - Direction de la Culture  <b>Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire du théâtre du Hangar à la Compagnie Théâtrale Francophone</b>  <b>Objet :</b> Une convention d'occupation temporaire du théâtre du Hangar est conclue avec la Compagnie Théâtrale Francophone, afin d'y organiser des répétitions. Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.</p>	231
<p><b>N°D2015-211 - 23/04/15</b> - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel  <b>Décision relative l'acquisition de la parcelle cadastrée section A n° 1764b - Commune de Saint-Brès</b>  <b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès la commune de Saint-Brès une partie de la parcelle située sur la commune cadastrée section A n°1764p pour une surface totale de 355 m². Cette partie de parcelle permet de compléter l'assiette foncière déjà acquise dans le cadre de la réalisation de la piscine Héraclès. L'acquisition est réalisée au prix de 7 100 €.</p>	233
<p><b>N°D2015-212 - 23/04/15</b> - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel  <b>Décision relative l'acquisition des parcelles cadastrées section A n° 1762p - 1785p - 1789p Commune de Saint-Brès</b>  <b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès la SERM les parcelles situées commune de Saint-Brès et cadastrées section A n°1762p, 1785p et 1789p pour une surface totale de 343m². Ces parcelles permettent de compléter l'assiette foncière déjà acquise dans le cadre de la réalisation de la piscine Héraclès. L'acquisition est réalisée au prix de 6 860 €.</p>	235
<p><b>N°D2015-217 - 05/05/15</b> - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets  <b>Marché 3896GD15, conclu avec la société ECOBOX, relatif à la conception des tournées de la Régie de collecte de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signer le marché</b>  <b>Objet :</b> Le marché a pour objet la conception, l'assistance à la mise en production, et à la mise à jour des tournées de la Régie de collecte des déchets ménagers de Montpellier Méditerranée Métropole. La société ECOBOX, sise à CENON (33) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse parmi les 3 qui ont été reçues. Ce marché est conclu pour une durée de 3 ans, à compter de sa notification. Le montant du marché s'élève à 35 000 € H.T.</p>	237
<p><b>N°D2015-225 - 05/05/15</b> - Direction du Développement Economique et de l'Emploi  <b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ERNEO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha</b>  <b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 1er mai 2009 est conclu avec la société ERNEO pour une période de six mois. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ERNEO pour la surface de 111 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière Cap Alpha s'élève à 801,18 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.</p>	239
<p><b>N°D2015-227 - 28/04/15</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics  <b>Décision relative à un marché n°3823bisDC15 - Travaux d'aménagement du hall d'accueil de la médiathèque Victor Hugo à Montpellier, lot n°6 "Automates et habillage stratifié"</b></p>	241



<p><b>Objet :</b> Un marché de travaux est passé avec la société 3M France sise à Cergy Pontoise. Il concerne le lot n°6 "Automates et habillage stratifié" des travaux d'aménagement du hall d'accueil de la médiathèque Victor Hugo à Montpellier. Le début d'exécution du marché part de la date fixée par ordre de service. Le délai d'exécution des travaux est de 3 mois maximum, hors période de préparation d'un mois. Le montant du marché est de 31 528,56 € H.T.</p> <p><b>N°D2015-232 - 05/05/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à la convention d'occupation temporaire pour travaux sur la parcelle CP n°175 - Commune de Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> Il s'agit d'une convention d'occupation temporaire pour travaux, sur une emprise de 28m² sur la parcelle cadastrée section CP n° 175, située sur la commune de Montpellier, nécessaire afin de permettre la mise en œuvre des travaux dans le cadre du Schéma directeur d'assainissement de la Métropole et plus particulièrement la pose de l'intercepteur Est. La convention consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 2 000€</p>	243
<p><b>N°D2015-233 - 05/05/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire Parcelle Section BB n° 61p Commune de Clapiers</b></p> <p><b>Objet :</b> Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de M. Yves de Turkeim, une convention d'occupation temporaire, d'une durée de 3 ans, sur la parcelle BB 61p – Commune de Clapiers. La convention est consentie et acceptée à titre gratuit eu égard d'une part aux difficultés d'accès et d'exploitation qu'elle présente et d'autre part au fait que l'entretien coupe-feu sera réalisé par le bénéficiaire.</p>	245
<p><b>N°D2015-234 - 05/05/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées - Commune de Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> Dans le cadre de la mise en œuvre d'un schéma directeur d'assainissement, l'établissement d'une servitude de passage perpétuel en tréfonds de toute canalisation d'eaux usées est nécessaire. Une convention de servitude de passage est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par les copropriétaires de cette parcelle, ce moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 2560 €.</p>	247
<p><b>N°D2015-235 - 05/05/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à la convention d'occupation temporaire pour travaux sur la parcelle KR n°514 - Commune de Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> Une convention d'occupation temporaire pour travaux est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par les copropriétaires de la parcelle cadastrée section KR n°514, située 7, rue des Amaryllis, sur la commune de Montpellier. Cette occupation est nécessaire pour permettre la mise en œuvre des travaux nécessaires au Schéma directeur d'assainissement de la Métropole. La convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 2 000 €.</p>	249
<p><b>N°D2015-243 - 05/05/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à l'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Sussargues - Terrain section A n°1363</b></p> <p><b>Objet :</b> L'avenant a pour objet la prolongation de 5 semaines de la période d'occupation du terrain suite au retard pris dans la réalisation des travaux à cause des intempéries. La convention consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 6 076 €.</p>	251
<p><b>N°D2015-247 - 28/04/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p> <p><b>Décision relative au marché n°3898DS15 de "Réfection de la surface de jeu du stade de la Mosson à Montpellier"</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché n°3898DS15 de travaux est passé avec l'entreprise LAQUET sise à, Lapeyrouse Mornay (26 210). Il concerne la réfection de la surface de jeu du stade de la Mosson à Montpellier. La mise au jeu est fixée au 31 juillet 2015. Le montant du marché s'élève à 849 856, 80 € H.T. soit 1 019 828, 16 € T.T.C.</p>	253
<p><b>N°D2015-252 - 05/05/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b></p> <p><b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société TELLMEPLUS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b></p> <p><b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société TELLMEPLUS pour une période de 12 mois. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société TELLMEPLUS pour la surface de 39,79 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 537,57 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 en date du 18 décembre 2014.</p>	255
<p><b>N°D2015-253 - 05/05/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b></p> <p><b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NETAC au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b></p>	257



<p><b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société NETAC pour une période de 12. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NETAC pour la surface de 106,25 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 435,44 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 en date du 18 décembre 2014.</p>	259
<p><b>N°D2015-256 - 05/05/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société RAMPA TRAVAUX PUBLICS dans le VEAS Hannibal à Cournonsec</b></p>	
<p><b>Objet :</b> La candidature de la société RAMPA TRAVAUX PUBLICS est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal. Son activité est la construction de voies ferrées de surface et souterraines. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot B06 de 79.04 m<sup>2</sup> pour une période de 36 mois. RAMPA TRAVAUX PUBLICS emploie actuellement 2 personnes et projette d'atteindre 20 personnes à 3 ans.</p>	261
<p><b>N°D2015-259 - 05/05/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle KY463 - Commune de Montpellier</b></p>	
<p><b>Objet :</b> La Commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 4 mars 2015 concernant la vente d'une résidence étudiante située 240 Avenue de Lodève à Montpellier (cadastrée KY n°463). La Commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la Commune de Montpellier.</p>	





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'approbation d'un avenant n°1 au marché n°8.882  
portant sur le système d'information du projet pour le bouclage de la ligne 4**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour l'opération permettant le bouclage de la 4ème ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** que le marché 8.882, portant sur le « Système d'Information du Projet » a été attribué à l'entreprise FORMI SA à BLAGNAC en avril 2012, selon une consultation en procédure adaptée restreinte, pour un montant initial de 162 700 € H.T.
- **CONSIDERANT** la nécessité de conclure, à ce stade de l'avancement du projet, un avenant n°1 ayant pour objet d'intégrer une prestation de développement, non prévue initialement, nécessaire à la gestion des fiches de demande de modification de programme pour un montant de 13 630 € H.T.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au marché n° 8.882 est passé, tel que décrit ci-dessus, avec la société FORMI SA de Blagnac (31).

**ARTICLE 2 :** Le montant du marché est porté à 176 330 € H.T.

**ARTICLE 3 :** Le délai de réalisation du module de gestion des fiches de demande de modification de programme est de 2 mois à compter de la notification de l'avenant.



**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer cet avenant n°1 au marché n° 8.882 et à en assurer l'exécution.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-575
Reçue en Préfecture le	0 5 MAI 2015
Affichée le	0 5 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Ime 185912-AU

Fait à Montpellier, le

0 5 MAI 2015

Mme I. GIANIEL

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°de2985-S15-01 de prestations intellectuelles  
dans le cadre du mandat d'études confié à la SAAM pour l'aménagement  
du secteur de la Lauze Est à Saint Jean de Védas - étude urbaine**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole déléguée,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services relevant du 1er alinéa de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat »,

**CONSIDÉRANT** que la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) s'est vue confiée par décision n°D2013-496 du 18 juillet 2013 un mandat d'études préalables destinées à l'aménagement du secteur de la Lauze Est sur la commune de Saint Jean de Védas,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° de 2985-S15-01 est passé avec le groupement solidaire composé de la société URBAN PROJECT et la société d'Architecture Dourousseau-Poutraud AGIR EN VILLE.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la réalisation des études urbaines.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 24 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 34 950,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 909.

**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole déléguée au « Développement économique, l'enseignement supérieur, la recherche, l'innovation, l'international et l'Artisanat » est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.



**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-6
Reçue en Préfecture le	14/04/15
Affichée le	15/04/15
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 190635-AR

Fait à Montpellier, le

9 avril 2015

Mme C. MARION

*C. Marion*

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée  
développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché de prestations de création chorégraphique avec l'Association "Les Têtes Penchées"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de proposer aux élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional des prestations artistiques et pédagogiques de qualité, témoignant du haut niveau d'exigence requis au sein de l'établissement,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché de prestations de services est passé avec l'Association « Les Têtes Penchées » sise 35, Rue des Sorins, 93100 Montreuil.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'intervention du chorégraphe Romain Panassié auprès des élèves de danse contemporaine du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la création d'une œuvre chorégraphique dont la restitution est prévue lors du spectacle « Danse à l'Opéra », le 8 mai 2015 à 15h et 19h à l'Opéra Comédie de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à la signature de la convention et se terminera à l'issue de la représentation du 8 mai 2015 à 19h.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 5 230 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 923.



**ARTICLE 5** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-103
Reçue en Préfecture le	0 5 MAI 2015
Affichée le	0 5 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 195351-cc

Fait à Montpellier, le

M. B. TRAVIER

0 5 MAI 2015

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat n°CM140422 de maintenance des logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) IMAGIS**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU l'acquisition des logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) IMAGIS auprès de la société IMAGIS MEDITERRANEE,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer la maintenance de ces logiciels,
- **CONSIDERANT** que seule la société IMAGIS MEDITERRANEE peut réaliser ces prestations au regard des brevets qu'elle détient concernant ces produits,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de maintenance informatique, de mise à jour et d'assistance téléphonique est conclu avec la société IMAGIS MEDITERRANEE, 8 bis rue Guizot, BP 71276, 30015 NIMES Cedex 1.

**ARTICLE 2** : Ce contrat concerne les logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) IMAGIS (WEBVILLE, IMACAD, IMARES, WEBSOL, IMAPOS et ARCGIS ENGINE) installés à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat.



**ARTICLE 3** : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de un an du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

**ARTICLE 4** : Le montant annuel de ce contrat s'élève à quatre mille huit cent soixante-deux euros et deux cents T.T.C (4 862,02 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 935.

**ARTICLE 5** : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-120
Reçue en Préfecture le	0 5 MAI 2015
Affichée le	0 5 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 195744-AU

Fait à Montpellier, le

0 5 MAI 2015

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Fonds d'aide à la diffusion théâtrale - Spectacle "Gramme d'âme"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil , notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle gramme d'âme diffusé au Chai du Terral, à Saint Jean de Védas.

**ARTICLE 2** : Ce marché est conclu avec la Compagnie Louise Bouillone et le Chai du Terral, diffuseur.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 1 400 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 4** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2015-152
Reçue en Préfecture le	05 MAI 2015
Affichée le	05 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 196356-AU

Fait à Montpellier, le

05 MAI 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la vente à la SERM des parcelles AW  
122p - 106p - 133p - Commune de Saint Jean de Védas**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°2015-23, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction et de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine du développement économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000€,
- **VU** les avis de France Domaine en date du 26 septembre 2014,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire des terrains situés dans le périmètre de la ZAC Roquefraise, commune de Saint Jean de Védas, cadastrés section AW n°106p – 122p – 133p, dont une partie doit être cédée à la SERM à hauteur d'une contenance totale de 1 539m<sup>2</sup> afin de permettre la réalisation de voiries internes à la ZAC ou répondre à l'adaptation de la forme des ilots aux contraintes urbanistiques,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SERM, représentée par son Président ès qualité, domiciliée à Montpellier Cedex 2, (34960), Etoile Richter 45 Place Ernest Granier – CS29502, une partie des terrains cadastrés section AW n°106P – 122p et 133p, sis commune de Saint Jean de Védas, d'une contenance totale de 1 539m<sup>2</sup>,

**ARTICLE 2** : Le prix de vente est de soixante un mille six cents Euros HT (61 600 € H.T), toutes indemnités confondues et régime de la TVA en vigueur en sus. Les frais d'acte sont à la charge de l'acquéreur.



**ARTICLE 3** : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'acte de vente et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-154
Reçue en Préfecture le	05 MAI 2015
Affichée le	06 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 196455-AU

Fait à Montpellier, le 05 MAI 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché n°8.642 portant sur les travaux de courants faibles pour le bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne de tramway**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation l'opération permettant le bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délibérations du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** les résultats de la consultation lancée par TaM le 27 octobre 2014 selon une procédure adaptée ouverte en application de l'article 146 du Code des marchés publics pour le marché n°8.642 portant sur les travaux courants faibles du bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne de tramway,
- **CONSIDERANT** que les résultats de cette consultation ont fait l'objet d'une information préalable de la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole, réunie le 10 mars 2015,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le marché n°8.642 est attribué au groupement d'entreprises ROIRET / SPIE Sud-Ouest, mandataire ROIRET de Rilleux la Pape (69).

**ARTICLE 2** : Ce marché porte sur des prestations de travaux de courants faibles dans le cadre du bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne de tramway.



**ARTICLE 3** : Le marché est passé pour une durée prévisionnelle globale d'exécution de 18 mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 4** : Le marché n°8.642 est un marché à prix forfaitaire d'un montant de 799 008,07 € H.T. tel qu'il résulte de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-165
Reçue en Préfecture le	0 5 MAI 2015
Affichée le	0 5 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc196658-AU

Fait à Montpellier, le

0 5 MAI 2015

Mme J. GIANIEL

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée  
Transports et Mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°3887DC15 de prestation de conseil et de mise en œuvre des relations presse au niveau national et international pour l'exposition "L'art à Naples, un siècle d'or" au musée Fabre**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28.
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € HT, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture »,

**CONSIDERANT** la nécessité de passer un marché de prestation de conseil et de mise en œuvre des relations presse au niveau national et international pour l'exposition « L'art à Naples, un siècle d'Or » au musée Fabre,

**CONSIDERANT** la procédure de mise en concurrence à la suite de la parution d'un avis d'appel public à la concurrence en date du 4 février 2015,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3887DC15 de prestation de conseil et de mise en œuvre des relations presse au niveau national et international pour l'exposition « L'art à Naples, un siècle d'Or » est passé avec la Société Anne SAMSON Communications, sise 4 rue de Jarente, 75004 PARIS.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la prestation de conseil et de mise en œuvre des relations presse au niveau national et international pour l'exposition « L'art à Naples, un siècle d'Or » au Musée Fabre.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 10 mois.



**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 12 000 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5** : Monsieur, Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-179
Reçue en Préfecture le	0 5 MAI 2015
Affichée le	0 5 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Dmc 196723-AU

Fait à Montpellier, le

0 5 MAI 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la ZAC OZ 1 - Parcelles SO39, 42, 44, 46, 48, 50, 52, 54 ; SP80, 82, 84, 86, 88, 90 et SN 51, 54, 55, 56 - Gare Montpellier Sud de France**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** les articles L.300-5 et L.311-4 du Code de l'Urbanisme,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur/Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la passation, dans les périmètres des ZAC d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4,
- **VU** la délibération n°11824 du 24 septembre 2013 par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier, désormais Métropole, a confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), la réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble sur le site de la Mogère, identifié comme site stratégique et intitulé Méjanelle Pont-Trinquat par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'agglomération de Montpellier, dans le cadre d'une concession d'aménagement,
- **VU** la délibération du conseil n°11928 du 29 octobre 2013 portant création de la ZAC OZ1
- **VU** la délibération du conseil n°12472 du 31 juillet 2014 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC OZ 1 et son Programme des Equipements Publics,
- **VU** l'arrêté n°A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public et de l'Habitat »,
- **CONSIDERANT** la demande de permis de construire déposée par la SAS Gare de la Mogère sur les parcelles : SO 398,42, 44, 46, 48, 50, 52, 54 ; SP 80, 82, 84, 86, 88, 90 ; SN 51, 54, 55, 56, situées dans le périmètre de la ZAC OZ1, pour la réalisation de la Gare Montpellier Sud de France
- **CONSIDERANT** que sur la base du programme de la ZAC le montant de participation est fixé à 218 € par mètre carré de surface de plancher,
- **CONSIDERANT** la nécessité de signer une convention de participation avec le constructeur (SAS Gare de la Mogère) et l'aménageur de la ZAC (la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier – SAAM) préalablement à la délivrance du permis de construire,



## DECIDE

**ARTICLE 1** : Une convention de participation au coût des équipements publics de la ZAC OZ1 est conclue avec le constructeur, la SAS Gare de la Mogère, et l'aménageur de la ZAC, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) en application de l'article L.311-4 du Code de l'Urbanisme

**ARTICLE 2** : Le montant de cette participation est fixé à 218 € par mètre carré de surface de plancher ; soit, au regard des surfaces de plancher prévisionnelles, un total de 1 522 730 €.

**ARTICLE 3** : Le montant définitif de la participation du constructeur est calculé sur la base du nombre de mètre carré de surface de plancher autorisé par le permis de construire effectivement délivré.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace public et à l'Habitat est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-180
Reçue en Préfecture le	21 AVR. 2015
Affichée le	21 AVR. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 196930.AU

Fait à Montpellier, le

21 AVR. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec la société AQUAFADAS pour des locaux au sein du f\_open();bâtiment MIBI**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2015 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine «Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, artisanat»,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> mai 2013 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société AQUAFADAS pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI, modifiée par avenant en date du 1<sup>er</sup> octobre 2013,
- **CONSIDERANT** que la société AQUAFADAS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société AQUAFADAS pour une extension sur une surface de 43,20 m<sup>2</sup> constituée des modules B1.16 et B1.23 à compter de sa date de notification jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale fixé au 30 avril 2016.

**ARTICLE 2** : La surface occupée par la société AQUAFADAS passe de 352,50 m<sup>2</sup> à 395,70 m<sup>2</sup> au sein du bâtiment MIBI.

**ARTICLE 3** : A compter du 1<sup>er</sup> avril 2015, la durée d'occupation de cette nouvelle surface est consentie jusqu'au terme de la convention initiale, soit jusqu'au 30 avril 2016.

**ARTICLE 4** : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour cette nouvelle surface de 395,70 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 5 345,90 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°12667 du Conseil en date du 18



décembre 2014. Les autres termes de la convention initiale en date du 1<sup>er</sup> mai 2013 non modifiés par le présent avenant demeurent inchangés.

**ARTICLE 5** : La recette résultant du présent avenant est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

**ARTICLE 6** : Madame Chantal MARION, Vice - Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant à la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-182
Reçue en Préfecture le	05 MAI 2015
Affichée le	05 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Emc196919-AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société ESFA dans le VEAS Hannibal à Cournonsec**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS Hannibal : la société ESFA, représentée par Monsieur Gérard MONTAUBAN est une SA dont l'activité est la formation professionnelle. Actuellement locataire du lot B08 représentant 40.04 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 36 mois. ESFA prévoit un effectif de 2 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société ESFA représentée par Monsieur Gérard MONTAUBAN, ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2015-186
Reçue en Préfecture le	0 5 MAI 2015
Affichée le	0 5 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Zmc 196937-AU

Fait à Montpellier, le

0 5 MAI 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée  
Métropole - Décision relative à une autorisation temporaire  
d'occupation du domaine public - Association Champ Libre**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de la 10ème édition du Festival des Architectures Vives, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée par l'Association Champ Libre, organisatrice du festival, afin d'occuper des locaux du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole autorise, par convention ci-jointe, l'occupation temporaire par l'Association Champ Libre de locaux situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de relations de partenariat entre ces deux structures culturelles.

**ARTICLE 2** : Les locaux dont l'occupation est autorisée sont situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, 14, Rue Eugène Lisbonne, 34000 Montpellier.

**ARTICLE 3** : L'occupation est autorisée du 4 au 15 juin 2015.

**ARTICLE 4** : Compte-tenu de l'intérêt général, l'occupation est consentie à titre gratuit.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2015-187
Reçue en Préfecture le	0 5 MAI 2015
Affichée le	0 5 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc 196982-CC

Fait à Montpellier, le

0 5 MAI 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALTERA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 13 avril 2010 passée entre La Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société QUALTERA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 20 décembre 2010, 21 juillet 2011, 17 octobre 2011, 23 janvier 2012, 21 mars 2013, 11 avril 2014 et 20 mai 2014,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 mars 2015 et que la société QUALTERA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société QUALTERA pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 septembre 2015.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société QUALTERA pour la surface de 176,01 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 2 560,95 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.



**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-191
Reçue en Préfecture le	05 MAI 2015
Affichée le	05 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 197048-AV

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

05 MAI 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société VIRDYS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 12 avril 2012 passée entre La Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société VIRDYS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 1<sup>er</sup> juillet 2014 et 31 décembre 2014,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 mars 2015 et que la société VIRDYS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société VIRDYS pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mars 2016.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société VIRDYS pour la surface de 61,26 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 827,63 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.



**ARTICLE 4 :** Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-192
Reçue en Préfecture le	05 MAI 2015
Affichée le	05 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 197053-AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation des travaux de protection contre les inondations dans la basse vallée du Lez - parcelle DV40p - Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques »,
- VU l'arrêté préfectoral n°2011-I-2607 du 7 décembre 2011 déclarant d'utilité publique et urgent le projet d'aménagement et de protection contre les inondations de la Basse Vallée du Lez, sur le territoire des communes de Lattes et de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2012-I-1685 du 23 juillet 2012 déclarant cessible au profit de Montpellier Méditerranée Métropole les immeubles bâtis ou non bâtis situés sur le territoire des communes de Lattes et de Montpellier nécessaires à l'opération d'aménagement des berges du Lez,
- VU l'accord amiable en date du 19 février 2015 par lequel Monsieur N'DIAYE Samba domicilié Avenue de Montpellier, 9 impasse des Joncs à LATTES représenté par Monsieur VIZIT Michel, promet de céder gratuitement à Montpellier Méditerranée Métropole, une partie de la parcelle de terrain, cadastrée section DV n° 40, située au lieudit Porte Vinouze à Lattes, pour une emprise de 62 m<sup>2</sup> et d'être indemnisé pour la perte d'un forage pour un montant de 1 500 euros,
- VU l'avis de France Domaine en date du 18 mars 2015,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir une partie de la propriété de Monsieur N'DIAYE Samba, cadastrée section DV n°40, pour une emprise de 62 m<sup>2</sup>, nécessaire à la réalisation des travaux de protection contre les inondations dans la basse vallée du Lez, et notamment au renforcement des digues du Lez à Lattes,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 62 m<sup>2</sup> issus de la parcelle cadastrée section DV n° 40, située au lieudit Porte Vinouze à Lattes et appartenant à Monsieur N'DIAYE



Samba domicilié Avenue de Montpellier, 9 impasse des Joncs à LATTES représenté par Monsieur VIZIT Michel.

**ARTICLE 2** : L'acquisition interviendra à titre gratuit plus une indemnité de 1 500 euros pour perte de forage, les frais d'acte sont à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 4** : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la promesse de vente, l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-194
Reçue en Préfecture le	23 AVR. 2015
Affichée le	23 AVR. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 197167-AU

Fait à Montpellier, le

23 AVR. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





D245-194

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction Régionale des Finances Publiques  
de Languedoc-Roussillon et du Département de l'Hérault



**BRIGADE D'EVALUATION.**

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Montpellier, le 18 mars 2015.

Montpellier Méditerranée métropole

Direction du foncier

CS 39556

50 place Zeus

34961 Montpellier cedex 2

**Objet:** Parcelle DV 40(en partie).

Affaire suivie par Mme Perez.

**Référence:** dossier n° 2015.129V0524.

1- **Service consultant :** Commune de LATTES.

2- **Situation des biens :** Parcelle cadastrée DV 40 pour une emprise partielle de 62 m<sup>2</sup> située 9 impasse des jongs à LATTES.

3- **Propriétaire :** M. N'DIAYE.

4- **Urbanisme applicable :** Zone UD du PLU de Lattes en vigueur : zone urbanisée de Lattes centre.  
Parcelle située en zone inondable rouge selon le PPRI.

5- **Désignation sommaire :**

Emprise constituée par une bande de terrain nu longeant le Lez.

6- **Evaluation des biens :** (avec une marge de négociation de +/- 10 %)

Compte tenu des travaux de confortement des digues, l'acquisition de l'emprise pour l'euro symbolique n'appelle pas de réserve.

Indemnité pour perte du forage : 1 500 €.

Pour le Directeur Régional des Finances Publiques  
Et par délégation,  
L'inspecteur des Finances Publiques,

Pascal BONNAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES  
ET DES COMPTES PUBLICS





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3725, dépose et remplacement des chaudières de la piscine Suzanne berlioux**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur J.L. MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur J.L. MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour la dépose et le remplacement des chaudières de la piscine Suzanne Berlioux,

**CONSIDÉRANT** la procédure de mise en concurrence et la publicité d'un avis d'un appel à concurrence le 23 septembre 2014,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché public de travaux est passé avec la société Caizergues sise à Clapiers.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la dépose et le remplacement des chaudières de la piscine Suzanne Berlioux.

**ARTICLE 3** : Le délai d'exécution des travaux est du 29 juin 2015 au 31 juillet 2015.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 61 977€ H.T.

**ARTICLE 5** : Monsieur J.L MEISSONNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.



**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-198
Reçue en Préfecture le	20 AVR. 2015
Affichée le	20 AVR. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc197183_AU

Fait à Montpellier, le

20 AVR. 2015

M. J.-L. MEISSONNIER

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Sports et Traditions sportives



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
MON RÊVE EN BOIS dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société MON REVE EN BOIS, représentée par Monsieur Jean-Pierre DELIGNY a pour activité la fabrication de structures en bois. Actuellement locataire du lot 2 représentant 112.50 m², elle est candidate au renouvellement de son bail jusqu'à son transfert dans le lot 4 en raison de travaux de conformité dans son lot actuel. MON REVE EN BOIS emploie actuellement 1 personne et projette d'atteindre 3 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La candidature de la société MON REVE EN BOIS représentée par Monsieur Jean-Pierre DELIGNY, ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2015-202
Reçue en Préfecture le	0 5 MAI 2015
Affichée le	0 5 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 197195-AV

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

0 5 MAI 2015



Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



2015-002

/

**Exposé de l'affaire :**

**ENSEMBLE IMMOBILIER ATELIERS RELAIS DE PRADES LE LEZ  
COMMUNE DE PRADES LE LEZ  
Agrément de candidature**

Dans le cadre de la commercialisation de l'ensemble immobilier à vocation d'ateliers relais situés ZA Les Baronnes à Prades-le-Lez, la Société d'Équipement de la Région montpelliéraine (SERM) nous propose d'agréer la candidature de la société SAS MON REVE EN BOIS pour la location de 112.50 m<sup>2</sup> d'ateliers situés dans l'opération.

Cette candidature répond aux caractéristiques suivantes :

- Locataire : **MON REVE EN BOIS**
- Représentée par Monsieur Jean-Pierre DELIGNY
- Domaine d'activité : Fabrication de structures bois
- Effectif : actuel : 1                      prévu à trois ans : 3
- Lots : Atelier n° 2
- Surface totale : 112.50 m<sup>2</sup>
- Bail : Renouvellement : OUI              Nouveau bail : NON
- Type : Avenant n°1
- Durée : jusqu'à transfert dans le lot 4
- Prise d'effet : 02/04/2015
- Loyer annuel HT : 7 348.87 € soit 65.32 €/HT/m<sup>2</sup>/an -Indice ILAT T4 2013 – 107.26
- Charges annuelles estimatives : 1875.00 € HT/m<sup>2</sup> (y/c taxe foncière) soit 16.67 €/HT/m<sup>2</sup>/an

Le lot 2 doit faire l'objet de travaux de conformité, les parties ont donc convenu de transférer Mon rêve en Bois dans le lot 4. Etant donné qu'à ce jour, les travaux de conformité dans l'atelier 4 ne sont pas terminés, les parties ont convenu de signer un avenant de prorogation dans le lot 2 jusqu'au transfert dans le lot 4. Il sera ensuite établi un nouveau bail pour une durée de 2 ans.

Au vu des précisions apportées ci-dessus, l'agrément de cette candidature est demandé au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché 3852EA15 de renouvellement de deux conduites d'eau potable rue nouvelle DN150 (phase 1) et rue des cormorans DN100 (phase 2)**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René Revol en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « service public de l'eau et de l'assainissement »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'effectuer des travaux de renouvellement de deux conduites d'eau potable rue Nouvelle DN150 (phase 1) et rue des Cormorans DN100 (phase 2) à Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3852EA15 de travaux est passé avec le groupement SCAM TP/ FAURIE/BRAULT sis à Cournonsec (34660).

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne les travaux de renouvellement de deux conduites d'eau potable rue Nouvelle DN150 (phase 1) et rue des Cormorans DN100 (phase 2) à Montpellier,

**ARTICLE 3** : A compter de l'émission de l'ordre de service la durée des travaux est de 12 semaines pour la rue Nouvelle et de 10 semaines pour la rue des Cormorans.

**ARTICLE 4** : Le montant estimatif du marché s'élève à 215 339,09 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

**ARTICLE 5** : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21-01-2015 portant délégation de fonction.



**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-208
Reçue en Préfecture le	20/04/15
Affichée le	21/04/15
Notifiée le	
Identifiant	Imc197260-AU

Fait à Montpellier, le 15 AVR. 2015

M. R. REYROL



Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire  
du théâtre du Hangar à la Compagnie Théâtrale Francophone**

- - **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- **VU** l'arrêté n°2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole visant à favoriser la création artistique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole autorise la Compagnie Théâtrale Francophone à occuper temporairement le Théâtre du Hangar sis 3, rue Nozeran à Montpellier, afin d'y organiser des répétitions courant avril 2015.

**ARTICLE 2 :** L'occupation est autorisée à titre gratuit.

**ARTICLE 3 :** Une convention fixe les modalités de cette occupation.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visé à l'article 3 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2015-210
Reçue en Préfecture le	21/04/15
Affichée le	21/04/15
Notifiée le	
Identifiant	Imc197309_cc

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

20 AVR. 2015



Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative l'acquisition de la parcelle cadastrée  
section A n° 1764b - Commune de Saint-Brès**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean Luc MEISSONIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature et traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous Déclaration d'Utilité Publique (DUP), ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Métropole,
- **VU** l'arrêté n°2015-13, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans les domaines des Sports et des Traditions sportives,
- **VU** l'avis de France Domaines en date du 31 décembre 2014,
- **VU** la délibération du conseil municipal de Saint-Brès, n°2014-122 en date du 20 novembre 2014, par laquelle la commune accepte de céder la parcelle susvisée à Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'estimation rendue par France Domaine,
- **CONSIDERANT** que le projet de réalisation de la piscine Héraclès sur le territoire de la Commune de Saint-Brès nécessite l'acquisition d'une partie de la parcelle située sur la commune, cadastrée section A n°1764p, d'une surface de 355 m<sup>2</sup> complétant l'assiette foncière déjà acquise,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Commune de Saint-Brès, domiciliée 14 Place de la Ramade à Saint-Brès, représentée par Monsieur Laurent Jaoul, Maire en qualité, une partie de la parcelle située sur la Commune de Saint-Brès, cadastrée section A n°1764b, d'une surface de 355 m<sup>2</sup>.



**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de sept mille cent euros (7 100 €) toutes indemnités confondues et régime de la TVA en vigueur en sus. Les frais d'acte restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-13 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-211
Reçue en Préfecture le	23 AVR 2015
Affichée le	23 AVR 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1973 21-AU

Fait à Montpellier, le

23 AVR. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative l'acquisition des parcelles cadastrées  
section A n° 1762p - 1785p - 1789p Commune de Saint-Brès**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°2015-13, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean Luc MEISSONNIER dans les domaines du Sports et des Traditions sportives,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Métropole,
- VU l'avis de France Domaines en date du 31 décembre 2014,
- VU le courrier de la SERM, propriétaire, en date du 10 mars 2015, portant accord sur la réalisation de la vente au prix de France Domaine,
- **CONSIDERANT** que le projet de réalisation de la piscine Héraclès sur le territoire de la Commune de Saint-Brès nécessite l'acquisition des parcelles cadastrées section A n°1762p, 1785p et 1789p pour une surface totale de 343 m<sup>2</sup> complétant l'assiette foncière déjà acquise,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), domiciliée Etoile Richter – 45 Place Ernest Granier à Montpellier, représentée par Monsieur Christophe PEREZ, Directeur Général, les parcelles situées commune de Saint-Brès et cadastrées section A n° 1762p, 1785p et 1789p pour une surface totale de 343 m<sup>2</sup>.



**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de six mille huit cent soixante euros (6 860 €) toutes indemnités confondues et régime de la TVA en vigueur en sus. Les frais d'acte restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-13 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-212
Reçue en Préfecture le	23 AVR. 2015
Affichée le	23 AVR. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc197326-AU

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

23 AVR. 2015

Président de Montpellier  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte est susceptible d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Marché 3896GD15, conclu avec la société ECOBOX, relatif à la conception des tournées de la Régie de collecte de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signer le marché**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public »,

**CONSIDÉRANT** que la société ECOBOX a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour le marché 3896GD15 relatif à la conception des tournées de la Régie de collecte des déchets ménagers, à la suite de la mise en ligne sur la plateforme de dématérialisation de la Métropole le 9 février 2015 d'un Avis d'Appel Public à la Concurrence,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n° 3896GD15 de prestations intellectuelles est conclu avec la société ECOBOX – 55 rue Camille Pelletan – 33 150 CENON.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la conception, l'assistance à la mise en production, et la mise à jour des tournées de collecte des déchets ménagers de la Régie de collecte de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de trois ans.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 35 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 937.



**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril MEUNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-217
Reçue en Préfecture le	0 5 MAI 2015
Affichée le	0 5 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc 197394-AU

Fait à Montpellier, le

M. C. MEUNIER

0 5 MAI 2015

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ERNEO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,

- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,

- VU la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,

- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1er mai 2009 passée entre La Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole et la société ERNEO pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 1 juin 2012, 28 mai 2013 et 7 avril 2014,

- CONSIDERANT que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 30 avril 2015 et que la société ERNEO n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ERNEO pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 novembre 2015.



ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ERNEO pour la surface de 111 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 801,18 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-225
Reçue en Préfecture le	05 MAI 2015
Affichée le	05 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc197629-AV

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3823bisDC15 - Travaux d'aménagement du hall d'accueil de la médiathèque Victor Hugo à Montpellier, lot n°6 "Automates et habillage stratifié"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur B. TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur B. TRAVIER dans le domaine « Culture », .

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour les travaux d'aménagement du hall d'accueil de la médiathèque Victor Hugo à Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché de travaux est passé avec la société 3M France sise à Cergy Pontoise.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne les travaux d'aménagement du hall d'accueil de la médiathèque Victor Hugo à Montpellier, lot n°6 «Automates et habillage stratifié ».

**ARTICLE 3** : Le délai d'exécution est celui indiqué dans le mémoire technique du candidat (délai d'exécution des travaux de 3 mois maximum, hors période de préparation de 1 mois).  
Le début d'exécution du marché part de la date fixée par ordre de service.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 31 528,56 € H.T.

**ARTICLE 5** : Monsieur B. TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.



**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-227
Reçue en Préfecture le	28 AVR. 2015
Affichée le	28 AVR. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 197628 AU

Fait à Montpellier, le

28 AVR. 2015

M. B. PRÉVIER



Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la convention d'occupation temporaire pour travaux sur la parcelle CP n°175 - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par la Copropriété de la Résidence « les Cols Verts », propriétaire de la parcelle située sur la commune de Montpellier et cadastrée section CP n°175, représentée par le Syndic de copropriété FONCIA LMG,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'occuper temporairement une emprise de 28m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section CP n°175, d'une contenance totale de 13 253m<sup>2</sup>, située sur la commune de Montpellier afin de permettre la mise en œuvre des travaux nécessaires au Schéma directeur d'assainissement de la Métropole et plus particulièrement la pose de l'intercepteur Est,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est signée pour une durée de DEUX mois regroupant les périodes du 23 avril 2015 au 28 mai 2015 ; la journée du 25 juin 2015 et la période du 22 octobre 2016 au 11 novembre 2016, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Copropriété de la Résidence « les Cols Verts », propriétaire de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section CP n° 175, pour une emprise partielle de 28m<sup>2</sup>, représentée par le Syndic de copropriété FONCIA LMG, domicilié 107 rue de la piscine à Montpellier, afin d'y réaliser les travaux du Schéma Directeur d'Assainissement.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire d'un montant de deux mille Euros (2 000 €).

**ARTICLE 3** : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction et de signature.



**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-232
Reçue en Préfecture le	0 5 MAI 2015
Affichée le	0 5 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc197848-AU

Fait à Montpellier, le

0 5 MAI 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire  
Parcelle Section BB n° 61p Commune de Clapiers**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n° 2015-24, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction et de signature à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine « Agro-écologie et alimentation »,
- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire par lequel Montpellier Méditerranée Métropole autorise Monsieur Yves de Turckheim à occuper temporairement une partie de la parcelle cadastrée section BB n° 61p, commune de Clapiers, pour une contenance de 14 000m<sup>2</sup>, pour l'exploiter si possible à des fins agricoles et tout au moins d'entretien de la coupure de combustible, en fauchant l'herbe au minimum deux fois par an,
- **CONSIDERANT** que cette bande de terre, située au cœur du massif forestier, est difficile d'accès et que la nature argileuse du sol et son faible potentiel agronomique n'intéresse guère les agriculteurs, mais que cependant, cette parcelle a vocation à servir de barrière coupe feu au Mas du Garde,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de Monsieur Yves de Turckheim une convention d'occupation temporaire d'une durée de trois (3) ans, pour la parcelle cadastrée section BB n° 61p, d'une contenance de 14 000m<sup>2</sup>, commune de Clapiers.

**ARTICLE 2 :** La convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

**ARTICLE 3 :** Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-24 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction et de signature.



**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-233
Reçue en Préfecture le	05 MAI 2015
Affichée le	05 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lnc 197862-AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'évacuation des eaux usées consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par les Copropriétaires du 7 rue des Amaryllis, propriétaires de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section KR n°514,
- **CONSIDERANT** que, dans le cadre de la mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement, l'établissement de cette servitude est nécessaire en vue du passage de la canalisation d'eaux usées gravitaire d'un diamètre de 1400mm et de la pose de regards de visite,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'eaux usées est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par les copropriétaires du 7 rue des Amaryllis à Montpellier, propriétaires de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section KR n°514, d'une contenance totale de 6 771 m<sup>2</sup> et d'une emprise de servitude de 320 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2 :** La présente convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de deux mille cinq cent soixante euros (2 560 €), frais d'actes en sus à la charge de la Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2015-234
Reçue en Préfecture le	0 5 MAI 2015
Affichée le	0 5 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 197870-AU

Fait à Montpellier, le

0 5 MAI 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la convention d'occupation temporaire pour travaux sur la parcelle KR n°514 - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par les Copropriétaires du 7 rue des Amaryllis, propriétaires de la parcelle située sur la commune de Montpellier et cadastrée section KR n° 514,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'occuper temporairement une emprise de 700m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section KR n°514, d'une contenance totale de 6 771m<sup>2</sup>, située sur la commune de Montpellier afin de permettre la mise en œuvre des travaux nécessaires au Schéma directeur d'assainissement de la Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est signée pour une durée de HUIT semaines répartie en deux interventions distinctes sur la période allant du mois de juillet au mois de septembre 2014, entre Montpellier Méditerranée Métropole, et les Copropriétaires du 7 rue des Amaryllis à Montpellier, propriétaires de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section KR n° 514, pour une emprise partielle de 700m<sup>2</sup>, représentés par Monsieur Jacques BORDRY, Syndic de copropriété, afin d'y réaliser les travaux du Schéma Directeur d'Assainissement.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire d'un montant de deux mille Euros (2 000 €).

**ARTICLE 3** : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2015-235
Reçue en Préfecture le	0 5 MAI 2015
Affichée le	0 5 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc 197875-AU

Fait à Montpellier, le

0 5 MAI 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Sussargues - Terrain section A n° 1363**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n° 2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet d'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux consentie le 28 novembre 2014 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, par l'EARL Saint Léonard, représenté par Monsieur Jean Pierre VITOU, domicilié Route de Saint-Brès à Castries,

**CONSIDERANT** qu'en raison des conditions climatiques, les travaux ont pris du retard, repoussant la libération du terrain au 20 mai 2015, empêchant donc l'accès aux pâtures pendant cinq semaines supplémentaires,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux est signé pour une durée de CINQ semaines à compter du 15 avril 2015 jusqu'au 20 mai 2015, entre Montpellier Méditerranée Métropole, et l'EARL Saint Léonard, représenté par Monsieur Jean Pierre VITOU, exploitant de la parcelle située sur la commune de Sussargues, cadastrée section A n°1363, pour une emprise partielle de 3 528m<sup>2</sup> afin d'y réaliser les travaux du Schéma Directeur d'Assainissement.

**ARTICLE 2 :** Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire d'un montant de six mille soixante et seize Euros (6 076 €).

**ARTICLE 3 :** Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2015-243
Reçue en Préfecture le	0 5 MAI 2015
Affichée le	0 5 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 197952-AU

Fait à Montpellier, le

0 5 MAI 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n° 3898DS15 de "Réfection  
de la surface de jeu du stade de la Mosson à Montpellier"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur MEISSONNIER dans le domaine « Sports et traditions sportives »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de travaux concernant la réfection de la surface de jeu du stade de la Mosson à Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3898DS15 de travaux est passé avec l'entreprise Laquet sas, 643, route de Beaurepaire, 26 210 Lapeyrouse Mornay.

**ARTICLE 2** : Les travaux débiteront le 18 mai 2015, avec semis à réaliser au plus tard le 15 juin 2015. La mise au jeu est fixée au 31 juillet 2015.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 849 856, 80 € H.T. soit 1 019 828, 16 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

**ARTICLE 5** : Monsieur MEISSONNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2015-247
Reçue en Préfecture le	26 AVR. 2015
Affichée le	26 AVR. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lnc 198141-AU

Fait à Montpellier, le

M. J.-L. MEISSONNIER

26 AVR. 2015

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, chargé des Sports et Traditions sportives



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société TELLMEPLUS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 22 mai 2012 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société TELLMEPLUS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant en date du 6 octobre 2014,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 30 avril 2015 et que la société TELLMEPLUS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société TELLMEPLUS pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 avril 2016.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société TELLMEPLUS pour la surface de 39,79 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 537,57 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.



**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-252
Reçue en Préfecture le	0 5 MAI 2015
Affichée le	0 5 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Dmc 198217 AV

Fait à Montpellier, le

0 5 MAI 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NETAC au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 18 mai 2012 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société NETAC pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 19 novembre 2012 et du 3 juin 2013,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 30 avril 2015 et que la société NETAC n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NETAC pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 avril 2016.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NETAC pour la surface de 106,25 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 435,44 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.



**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Décision n°	D2015-253
Reçue en Préfecture le	05 MAI 2015
Affichée le	05 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Emc198221-AJ

Fait à Montpellier, le 05 MAI 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société RAMPA  
TRAVAUX PUBLICS dans le VEAS Hannibal à Cournonsec**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS Hannibal à Cournonsec : la société RAMPA TRAVAUX PUBLICS, représentée par Monsieur Pierre RAMPA a pour activité la construction de voies ferrées de surfaces et souterraines. Actuellement locataire du lot B06 représentant 79.04 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une durée de 36 mois. RAMPA TRAVAUX PUBLICS emploie actuellement 2 personnes et projette d'atteindre 20 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société RAMPA TRAVAUX PUBLICS représentée par Monsieur Pierre RAMPA, ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2015-256
Reçue en Préfecture le	05 MAI 2015
Affichée le	05 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc 198251-AU

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

05 MAI 2015

Président de Montpellier  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle KY463 - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- 
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 16 décembre 2014, envoyée par la SCI Résidence Les Escholiers représentée par son gérant Monsieur Martin HAYTER, reçue en Mairie de Montpellier le 4 mars 2015, concernant un ensemble immobilier cadastré KY n°463 d'une superficie de 9 461 m², situé sur la Commune de Montpellier, lieudit 240 Avenue de Lodève, à usage de résidence étudiante au prix de 5 500 000 euros,
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Montpellier pour l'acquisition du bien suivant : ensemble immobilier cadastré KY n°463 situé 240 Avenue de Lodève à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-259
Reçue en Préfecture le	0 5 MAI 2015
Affichée le	0 6 MAI 2015
Notifiée le	
Identifiant	2mc198305-AU

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

0 5 MAI 2015

Président de Montpellier Méditerranée Métropole





---

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **PARTIE 3**

## **ARRETES**



	<i>Pages</i>
<b>Arrêté n°A2015-75</b> : Autorisation de stationner sur le territoire de la Commune de Saint Georges d'Orques- Autorisation de stationner n°2	265
<b>Arrêté n°A2015-78</b> : Arrêté de péril ordinaire – Commune de Montpellier bâtiment sis 12 rue de Rethel	267
<b>Arrêté n°A2015-79</b> : Programmes d'action local 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la réhabilitation du parc privé	270
<b>Arrêté n°A2015-82</b> : Autorisation de stationner sur le territoire de la Commune de Fabrègues- cession à titre onéreux suite à la présentation d'un successeur- Monsieur Alain Mourad- licence n°3	272
<b>Arrêté n°A2015-83</b> : Autorisation de stationner sur le territoire de la Commune de Fabrègues- cession à titre onéreux suite à la présentation d'un successeur- Monsieur Alain Mourad- licence n°4	274
<b>Arrêté n°A2015-84</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la Commune de Prades-le-Lez – Changement de véhicule- autorisation de stationnement n°1	276
<b>Arrêté n°A2015-85</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la Commune de Saint Génès des Mourgues – Changement de véhicule – Autorisation de stationnement n°1	278
<b>Arrêté n°A2015-86</b> : Arrêté portant autorisation d'exploiter le taxi n°6 sur le territoire de la Commune de Castelnaud-le-Lez – Changement de véhicule	280
<b>Arrêté n°A2015-87</b> : Délégation de signature relative aux bons de commandes à M. Fabrice MANUEL	282
<b>Arrêté n°A2015-88</b> : Délégation de signature relative aux attestations de service faites à M. Fabrice MANUEL	284
<b>Arrêté n°A2015-89</b> : Délégation de signature relative aux procédures marchés à M. Fabrice MANUEL	286
<b>Arrêté n°A2015-90</b> : Délégation de signature relative aux ordres de services à M. Fabrice MANUEL	288
<b>Arrêté n°A2015-92</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la Commune de Montpellier – Changement de véhicule – Autorisation de stationnement n°18	290
<b>Arrêté n°A2015-93</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la Commune de Pérols – Changement de véhicule – Autorisation de stationnement n°14- EL BERRAK Karim	293
<b>Arrêté n°A2015-95</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la Commune de Montpellier – Changement de véhicule – Autorisation de stationnement n°114	295
<b>Arrêté n°A2015-96</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la Commune de Grabels – Autorisation de stationner - Changement de véhicule	297
<b>Arrêté n°A2015-97</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la Commune de Fabrègues – Licence n°3-M.Michel GABEL - Changement de véhicule	299
<b>Arrêté n°A2015-98</b> : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la Commune de Pérols – Changement de véhicule – EL BERRAK Mohamed	302
<b>Arrêté n°A2015-99</b> : Arrêté portant ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de modification n°2 du Plan d'Urbanisme de la Commune de Restinclières	304
<b>Arrêté n°A2015-100</b> : Désignation des lieux d'enquêtes et d'affichage de l'avis d'enquête publique, Modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Restinclières	307



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Autorisation de stationner sur le territoire de la Commune de Saint George d'Orques - Autorisation de stationner n°2**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté relatif aux transferts des pouvoirs de police spéciale de Monsieur le Maire de Saint Georges d'Orques au Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Saint Georges d'Orques lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son



territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- VU l'arrêté municipal du 5 décembre 2002 autorisant l'exploitation du véhicule immatriculé 300 AAH 34

CONSIDERANT que Monsieur Frédéric TOURETTE, titulaire d'une autorisation de taxi à Saint Georges d'Orques, a procédé au changement de son véhicule et demande de substituer à l'ancien véhicule le nouveau véhicule immatriculé DP-225-QA;

## ARRETE

**ARTICLE 1 :** La SARL « Soleil Ambulance » représenté par Monsieur Frédéric TOURETTE, domicilié .6, Traverse de la Fosse ZA du Mijoulan à SAINT GEORGES D'ORQUES, est autorisé à stationner avec le véhicule (Renault), immatriculé DP-225-QA, sur le territoire de la commune de Saint Georges d'Orques dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation est délivrée sous le numéro 2, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'État,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3 :** Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Saint Georges d'Orques, M le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de St Georges d'Orques et M le Chef de Police Municipale sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-75
Transmis en Préfecture le	13 MAI 2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	UNC 197785

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

13 MAI 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### ARRETE DE PERIL ORDINAIRE Commune de Montpellier Bâtiment sis 12 rue de Rethel

- **Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L.511-1 à L.511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-12 ;
- **Vu** l'article 1 de l'arrêté du Maire de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 portant transfert sur des pouvoirs de Police Administrative spéciale en matière de sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruine ;
- **Vu** l'article R.556-1 du code de justice administrative ;
- **Vu** l'article L.5211-9-2 du CGCT modifié ;
- **Vu** la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové notamment son article 75 ;
- **Vu** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;
- **Vu** la convention en vue de l'exercice transitoire des compétences de la Métropole conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Montpellier en date du 31 décembre 2014 ;
- **Vu** la lettre d'information adressée à Madame Venture Anne-Marie, lui signalant les désordres du bâtiment situé 12 rue de Rethel (parcelle EX 117), susceptibles de porter atteinte à la sécurité des occupants et lui ayant demandé ses observations ;
- **Vu** l'absence de réponse et vue l'aggravation des désordres mettant en cause la sécurité des occupants ;
- **Vu** les éléments techniques apparaissant dans le rapport en date du 22 janvier 2015 constatant les désordres du bâtiment sus nommé ;
- **Considérant** qu'en raison de la gravité de la situation et de la persistance des désordres, il convient d'engager la procédure de péril afin que la sécurité des occupants soit sauvegardée ;

### ARRETE

#### ARTICLE 1

Madame Venture Anne-Marie, propriétaire, domiciliée au chemin du Bosc Viel à Mauguio (34130), ou ses ayants droit, est mise en demeure d'effectuer les travaux de réparation du bâtiment susvisé dans un délai de 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté :

- 1) Vérification de l'alimentation du réseau gaz ;



- 2) Vérification de la stabilité de la structure notamment au niveau de l'escalier principal par un bureau d'études structures ;
- 3) Vérification de la portance du sol et de la qualité des fondations par un bureau d'études de sol ;
- 4) Préconisations de réparation par le bureau d'études structure ;
- 5) Réalisation des travaux de confortement selon BET.

## **ARTICLE 2**

Compte tenu du danger encouru par les occupants du fait de l'état des lieux, les locaux sis 12 rue de Rethel sont interdits temporairement à l'habitation pendant la durée des travaux de confortement.

Le propriétaire mentionné à l'article 1 doit avoir informé les services de la Métropole de l'offre d'hébergement qu'il a faite aux occupants en application des articles L.521-1 et L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation. A défaut, pour le propriétaire d'avoir assuré l'hébergement provisoire des occupants, celui-ci sera effectué par la commune, aux frais du propriétaire.

## **ARTICLE 3**

Le propriétaire mentionné à l'article 1 est tenu de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L.521-1 à L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation.

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L.511-6 ainsi que les articles L. 521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexes 2 et 3.

## **ARTICLE 4**

Faute pour le propriétaire mentionné à l'article 1 d'avoir réalisé les travaux prescrits au même article et après mise en demeure restée sans effet, il y sera procédé d'office à ses frais, ou à ceux de ses ayants droit.

La main levée du présent arrêté de péril ne pourra être prononcée qu'après constatation par les services de la Métropole de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites par le présent arrêté.

Le propriétaire mentionné à l'article 1, ou ses ayants droit, tient à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux, dans les règles de l'art.

## **ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire mentionné à l'article 1 ci-dessus. Il sera également affiché sur la façade de l'immeuble.

## **ARTICLE 6**

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département.

## **ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera transmis aux organismes payeurs des aides personnelles au logement (Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier), au gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement du Département, ainsi qu'à l'Agence Nationale de l'Habitat, au Procureur de la République, ainsi qu'à la Chambre départementale des notaires.

## **ARTICLE 8**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- Soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de la Métropole,
- Soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).



<b>Arrêté n°</b>	A2015-78
<b>Transmis en Préfecture le</b>	26 MAI 2015
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	Lmc 198493-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL 26 MAI 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Programme d'actions local 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la réhabilitation du parc privé**

- **Vu** le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment l'article R.321-10-1,
- **Vu** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** la délibération du Conseil du 26 mai 2009 autorisant le Président à conclure avec l'Etat la convention de délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre,
- **Vu** la délibération du Conseil du 29 mars 2012 autorisant le Président à conclure avec l'Anah la convention de gestion des aides à l'habitat privé,
- **Vu** la délibération n°12196 du Conseil du 15 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en tant que Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** la convention de délégation de compétence du 29 juin 2009 conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et l'Etat, et ses avenants,
- **Vu** la convention de gestion des aides à l'habitat privé du 30 avril 2012 conclue entre l'Agence Nationale de l'Habitat et la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et ses avenants,
- **Vu** l'avis favorable de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole du 30 mars 2015,

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Le Programme d'Actions Local 2015 en faveur de la réhabilitation du parc privé de Montpellier Méditerranée Métropole, annexé au présent arrêté, est approuvé.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.



<b>Arrêté n°</b>	A2015-79
<b>Transmis en Préfecture le</b>	26 MAI 2015
<b>Affiché le</b>	26 MAI 2015
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	Lmc 198197-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

26 MAI 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Autorisation de stationner sur le territoire - Commune de Fabrègues - Cession à titre onéreux suite à la présentation d'un successeur - Monsieur Alain Mourad - Licence n°3**

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 14/10/590 du 9 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police spéciale de Monsieur le Maire de Fabrègues au Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;



- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Fabrègues lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- VU l'arrêté du Maire de Fabrègues n° 04-02-048 du 23 Février 2004 délivrant l'autorisation de stationnement à Monsieur MOURAD Alain sous le numéro 3 ;

Considérant que Monsieur MOURAD Alain, titulaire de la licence de taxi n° 3 sur la Commune de Fabrègues, est admis à présenter un successeur à titre onéreux pour ladite autorisation, et ce, en application de la loi du 20 janvier 1995 susvisée ;

- VU la demande présentée par Monsieur GABEL Michel-Ange pour la succession de cette autorisation ;

- VU l'avis de la commission départementale des taxis en date du 26 Février 2015 ;

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Monsieur GABEL Michel-Ange, né le 17 Décembre 1970 à Alès (Gard), domicilié 19, rue de la Font – 34770 GIGEAN, est autorisé à stationner avec le véhicule MERCEDES BENZ immatriculé CR-623-RC, sur le territoire de la Commune de Fabrègues dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 3, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Directeur Général des Services de la Commune de Fabrègues, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Saint-Jean-de-Védas, le Chef de Service de la Police Municipale de Fabrègues, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet pour contrôle de légalité et au service des taxis de la Préfecture pour information.

Arrêté n°	A2015-82
Transmis en Préfecture le	13 MAI 2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	UNC 198793

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

13 MAI 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Autorisation de stationner sur le territoire - Commune de Fabrègues - Cession à titre onéreux suite à la présentation d'un successeur présenté par Monsieur Alain MOURAD - Licence n°4**

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 14/10/590 du 9 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police spéciale de Monsieur le Maire de Fabrègues au Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;



- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Fabrègues lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- VU l'arrêté du Maire de Fabrègues n° 06-04-149 du 13 Avril 2006 délivrant l'autorisation de stationnement à Monsieur MOURAD Alain sous le numéro 4 ;
- Considérant que Monsieur MOURAD Alain, titulaire de la licence de taxi n° 4 sur la Commune de Fabrègues, est admis à présenter un successeur à titre onéreux pour ladite autorisation, et ce, en application de la loi du 20 janvier 1995 susvisée ;
- VU la demande présentée par Monsieur GABEL Michel-Ange pour la succession de cette autorisation ;
- VU l'avis de la commission départementale des taxis en date du 26 Février 2015 ;

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Monsieur GABEL Michel-Ange, né le 17 Décembre 1970 à Alès (Gard), domicilié 19, rue de la Font – 34770 GIGEAN, est autorisé à stationner avec le véhicule FORD S-MAX immatriculé CL-123-WK, sur le territoire de la Commune de Fabrègues dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

### ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 4, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3 :** Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Fabrègues, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Saint-Jean-de-Védas, le Chef de Service de la Police Municipale de Fabrègues, sont chargés, chacune en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet pour contrôle de légalité et au service des taxis de la Préfecture pour information.

Arrêté n°	A2015-83
Transmis en Préfecture le	13 MAI 2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	UNC 198796

Fait à Montpellier, le 13 MAI 2015  
M. Philippe



Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Prades le Lez - Changement de véhicule - Autorisation de stationnement n°1**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté municipal de la commune de Prades le Lez n°44 du 08/03/2012 ;



- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Prades le Lez lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Considérant que la société AD TAXI, est autorisée à exploiter un taxi sur la commune de Prades le Lez, a procédé au changement de son véhicule ;

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** AD TAXI domiciliée 8 avenue du Général de Gaulle 34690 FABREGUES, est autorisée à stationner avec le véhicule de marque VOLKSWAGEN, type Passat, immatriculé DM-482-RX, sur le territoire de la commune de Prades le Lez dans le cadre de son activité professionnelle.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation est délivrée sous le numéro 01, sous réserve :

- d'être titulaire de la carte professionnelle en cours de validité délivrée par le Préfet de l'Hérault pour le conducteur de taxi,
- d'être en possession d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R 221-10, alinéa 3 pour le conducteur de taxi,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé dans un centre de contrôle technique agréé par l'Etat.

Elle est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation est insuffisamment exploitée.

**ARTICLE 3 :** L'arrêté Municipal de la commune de Prades le Lez n°44 du 08/03/2012 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Prades le Lez, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Madame le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Clapiers, Monsieur le chef de service de la Police Municipale,

<b>Arrêté n°</b>	A2015-84
<b>Transmis en Préfecture le</b>	<b>13 MAI 2015</b>
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	UNC 198862

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

**13 MAI 2015**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Saint Geniès des Mourgues - Changement de véhicule - Autorisation de stationnement n°1**

- Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- VU l'arrêté municipal n°53/14 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police spéciale de Monsieur le Maire de Saint Genies des Mourgues au Président de Montpellier Méditerranée Métropole;

- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint Génies des Mourgues lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

**CONSIDERANT** que Monsieur Alain MIALANES autorisé à exploiter un taxi à SAINT GENIES DES MOURGUES, a procédé au changement de son véhicule.

### **A R R E T E,**

**ARTICLE 1 :** Monsieur Alain MIALANES, né le 29 mai 1965 à Nîmes (Gard), domicilié à SAINT GENIES DES MOURGUES sis Avenue de Saint Christol, est autorisé à stationner avec le véhicule de marque CITROEN, immatriculé DQ-169-JX, sur le territoire de la commune de SAINT GENIES DES MOURGUES dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation est délivrée sous le n°1, sous réserve :

- d'être titulaire de la carte professionnelle en cours de validité par le Préfet de l'Hérault pour le conducteur de taxi,
- d'être en possession d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet de l'Hérault après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221.10 alinéa 3 pour le conducteur de taxi,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, dans un centre de contrôle technique agréé par l'Etat,

La présente autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation es insuffisamment exploitée.

**ARTICLE 3 :** Conformément au décret 2009.72 du Ministère de l'Intérieur et à la circulaire préfectorale en date du 15 septembre 2010, Monsieur MIALANES est tenu de suivre un stage de formation continue et mise à niveau tous les cinq ans.

**ARTICLE 4 :** Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Saint Génies des Mourgues, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-85
Transmis en Préfecture le	13 MAI 2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	UNC 198873

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

13 MAI 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D'EXPLOITER LE TAXI N° 6 SUR LE  
TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - CHANGEMENT DE  
VEHICULE**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



Vu l'arrêté municipal de la commune de Castelnau-le-Lez n°AR2014/10 du 13 octobre 2014 ;

- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Castelnau-le-Lez lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- CONSIDERANT que Monsieur William MAZOYER autorisé à exploiter le taxi numéro 6 à Castelnau-le-Lez, a, par contrat de location gérance du 15 mars 2013, loué son autorisation à Monsieur Julien ABRY ;

### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur William MAZOYER, né le 20 octobre 1951 à Paris 14<sup>ème</sup>, domicilié 854 chemin des Mésanges 34170 Castelnau-le-Lez est autorisé à stationner avec le véhicule (marque PEUGEOT 308, Type VF3L8AHRHFS059902), immatriculé DQ 592 RJ, sur le territoire de la commune de Castelnau-le-Lez dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation est délivrée sous le numéro 6, sous réserve :

- D'être titulaire de la carte professionnelle en cours de validité délivrée par le Préfet de l'Hérault pour le conducteur de taxi,
- D'être en possession d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R 221-10, alinéa 3 pour le conducteur de taxi,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé dans un centre de contrôle technique agréé par l'Etat.

Elle est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation est insuffisamment exploitée.

**ARTICLE 3 :** Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Castelnau-le-Lez, Le Commandant de la brigade territoriale de Gendarmerie de Castelnau-le-Lez, Le Chef de poste de la Police Municipale de Castelnau-le-Lez, sont chargés en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de l'Hérault, pour contrôle de légalité et au Commandant de la brigade de Castelnau-le-Lez, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-86
Transmis en Préfecture le	13 MAI 2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	LNC 198892-AR

Fait à Montpellier le  
M. Philippe SAUREL

13 MAI 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature relative aux bons de commandes à M. Manuel

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service 2015-05-542 du 7 mai 2015 portant affectation de Monsieur Fabrice MANUEL sur l'emploi de Directeur de Cabinet,
- VU la note de service 2015-05-543 du 7 mai 2015 portant affectation de Madame Simine NAMDAR sur l'emploi de Chef de Cabinet,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL à l'effet de signer les bons de commandes relatifs au Cabinet, à la Direction de la Communication et à la Direction du Protocole dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €.

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MANUEL, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Simine NAMDAR.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Fabrice MANUEL et Madame Simine NAMDAR, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Arrêté n°	A2015-87
Transmis en Préfecture le	11 MAI 2015
Affiché le	11 MAI 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc 199043-AR

Fait à Montpellier, le 11 MAI 2015  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature relative aux attestations de services faits à M. Manuel

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2014-40 du 16 avril 2014 portant délégation de signature pour les attestations de services faits à Monsieur Christian FINA,
- VU la note de service 2015-05-542 du 7 mai 2015 portant affectation de Monsieur Fabrice MANUEL sur l'emploi de Directeur de Cabinet,
- VU la note de service 2015-05-543 du 7 mai 2015 portant affectation de Madame Simine NAMDAR sur l'emploi de Chef de Cabinet,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°A2014-40 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL à l'effet de signer les attestations de services faits relatifs au Cabinet, à la Direction de la Communication et à la Direction du Protocole.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MANUEL, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Simine NAMDAR.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Fabrice MANUEL et Madame Simine NAMDAR, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Arrêté n°	A2015-88
Transmis en Préfecture le	1 1 MAI 2015
Affiché le	1 1 MAI 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc 199045 AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL 1 1 MAI 2015

Président de Montpellier Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature relative aux procédures marchés à M. Manuel

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2014-63 du 16 avril 2014 portant délégation de signature pour les procédures marchés à Monsieur Christian FINA,
- VU la note de service 2015-05-542 du 7 mai 2015 portant affectation de Monsieur Fabrice MANUEL sur l'emploi de Directeur de Cabinet,
- VU la note de service 2015-05-543 du 7 mai 2015 portant affectation de Madame Simine NAMDAR sur l'emploi de Chef de Cabinet,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n° A2014-63 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Pour les marchés relevant du Cabinet, de la Direction de la Communication et de la Direction du Protocole, d'un montant inférieur à 90 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de complément suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités. Pour ces mêmes marchés, quel que soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Fabrice MANUEL à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MANUEL, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Simine NAMDAR.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Fabrice MANUEL et Madame Simine NAMDAR, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.



**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-89
Transmis en Préfecture le	11 MAI 2015
Affiché le	11 MAI 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc 199049-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

11 MAI 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature relative aux ordres de services à M. Manuel

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2014-69 du 16 avril 2014 portant délégation de signature pour les attestations de services faits à Monsieur Christian FINA,
- VU la note de service 2015-05-542 du 7 mai 2015 portant affectation de Monsieur Fabrice MANUEL sur l'emploi de Directeur de Cabinet,
- VU la note de service 2015-05-543 du 7 mai 2015 portant affectation de Madame Simine NAMDAR sur l'emploi de Chef de Cabinet,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n° A2014-69 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL à l'effet de signer les ordres de services relatifs au Cabinet, à la Direction de la Communication et à la Direction du Protocole.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MANUEL, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Simine NAMDAR.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Fabrice MANUEL et Madame Simine NAMDAR, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Arrêté n°	A2015-90
Transmis en Préfecture le	1 1 MAI 2015
Affiché le	1 1 MAI 2015
Notifié le	
Identifiant	Enc 199052-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

1 1 MAI 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier – « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°18**

**Monsieur le Président de la de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification



périodique et à la surveillance des taximètres ;

- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 26 novembre 2012, 351/2012;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- CONSIDERANT que Monsieur Sylvain SAUVAGE, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : Monsieur Sylvain SAUVAGE** né(e) le **22 septembre 1972** à **Longjumeau**, domicilié au **212, chemin de la Roquette 30250 Villevielle**, est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **MEGANE SCENIC** immatriculé **DP-148-LK**, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **18**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
  - d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
  - d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
  - que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,
- Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : L'arrêté du **26 novembre 2012**, n°**351/2012** susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.



<b>Arrêté n°</b>	A2015-92
<b>Transmis en Préfecture le</b>	13 MAI 2015
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	UNC 199162

Fait à Montpellier le  
M. Philippe SAUREL

13 MAI 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la Commune de Pérols - Changement de véhicule - Autorisation de stationner n°14 EL BERRAK Karim**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- VU l'arrêté municipal n°13-788 du 16 Aout 2013

- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Pérols lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- CONSIDERANT que M EL BERRAK Karim, titulaire d'une autorisation de taxi à Pérols, a procédé au changement de son véhicule ;

### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur EL BERRAK Karim né le 07 Mars 1977 à Montpellier domicilié 17 rue Henri Farman à Pérols est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de PEROLS, le taxi de marque CHEVROLET : type : M10CHEVP001J441 - Immatriculé : CX-700-GS dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **14**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : L'arrêté municipal du 16 Aout 2013 susvisé est abrogé

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Pérols , le Commandant du bureau de la Police Nationale de Lattes (Hérault), sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-93
Transmis en Préfecture le	13 MAI 2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	UNC 199164

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

13 MAI 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°114**

Monsieur le Président de la de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;

- VU l'arrêté municipal du 26 novembre 2012, 352/2012;

- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- CONSIDERANT que La Société (SASU) TAXI ADAM, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La Société (SASU) TAXI ADAM, domiciliée au 270, allée de la Mosson 34080 Montpellier, est autorisé à stationner avec le véhicule VOLKSWAGEN type TOURAN immatriculé DH-556-VH, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation est délivrée sous le numéro 114, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3 :** L'arrêté du 26 novembre 2012, n°352/2012 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 4 :** Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-95
Transmis en Préfecture le	28/05/2015
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	UNC 199453

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

**28 MAI 2015**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **AUTORISATION D'EXPLOITER UN TAXI SUR LA COMMUNE DE GRABELS - AUTORISATION DE STATIONNER - CHANGEMENT DE VEHICULE**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 257/R/14 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal n° 167/R/05 du vendredi 16 décembre 2005, qui porte à trois autorisations l'exploitation de taxi dans la ville de Grabels,



- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Grabels lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

**CONSIDERANT** que la SARL Présence, titulaire d'une autorisation de taxi à Grabels a procédé au changement de véhicule enregistrée sous la licence n°1 actuellement en location gérance par M. Portefaix,

### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La SARL Présence, domiciliée 215, rue François Joseph Gossec à Montpellier (34070) est autorisé à stationner avec le véhicule SKODA Super immatriculé CY-781-VQ sur le territoire de la commune de Grabels, dans les emplacements réservés aux taxis. Licence n°1 en contrat Location Gérance aux taxis Portefaix.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **1**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : l'arrêté municipal n°86/R/14 du 10 avril 2014 susvisé, est abrogé,

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Grabels, Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Saint Gély du Fesc, la Chef de Poste de la Police Municipale de Grabels, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-96
Transmis en Préfecture le	28/05/15
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	nc 199459

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

**28 MAI 2015**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la Commune de Fabrègues - Licence n° 3 - M. Michel-Ange GABEL - (changement de véhicule)**

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;

Vu la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;

Vu le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;

Vu le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;

Vu le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;

Vu le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;

Vu le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;

Vu l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;

Vu l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;



Vu l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

Vu l'arrêté n° 14/10/590 du 9 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police spéciale de Monsieur le Maire de Fabrègues au Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Fabrègues lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Vu l'arrêté n°A2015-82 du 13 Mai 2015 de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole autorisant Monsieur Michel-Ange GABEL à stationner avec le véhicule MERCEDES BENZ immatriculé CR-623-RC, sur le territoire de la Commune de Fabrègues, dans l'un des emplacements réservés aux taxis ;

Considérant que Monsieur Michel-Ange GABEL, titulaire de l'autorisation de taxi n° 3 à Fabrègues, a procédé au changement de son véhicule,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

Monsieur Michel-Ange GABEL, né le 17 Décembre 1970 à Alès (Gard) domicilié 19, rue de la Font, 34770 GIGEAN, est autorisé à stationner avec le véhicule MERCEDES BENZ immatriculé DM-640-NR, sur le territoire de la Commune de Fabrègues, dans l'un des emplacements réservés aux taxis,

### **ARTICLE 2 :**

La présente autorisation est délivrée sous le numéro 3, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

### **ARTICLE 3 :**

L'arrêté n°A2015-82 du 13 Mai 2015 de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole est abrogé.

### **ARTICLE 4 :**

Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Directeur Général des Services de la Commune de Fabrègues, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Saint-Jean-de-Védas, le Chef de Service de la Police Municipale de Fabrègues, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet pour contrôle de légalité et au service des taxis de la Préfecture pour information.



<b>Arrêté n°</b>	A2015-97
<b>Transmis en Préfecture le</b>	28/05/2015
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	LNC 199496

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

28 MAI 2015

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur la Commune de Pérols - Changement de véhicule - EL BERRAK MOHAMED**

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- VU l'arrêté A2014-373 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 13 février 2012;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Pérols lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- CONSIDERANT que M EL BERRAK Mohamed titulaire d'une autorisation de taxi à Pérols a procédé au changement de son véhicule

### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur EL BERRAK Mohamed né le 24 janvier 1963 à Alger (Algérie) domicilié à Pérols 2 rue Alain Colas : est autorisé à stationner avec le véhicule de marque MERCEDES type M10MCDVPNT50741 immatriculé DR-768-FP sur le territoire de la commune de Pérols, dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **13**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 3** : L'arrêté du 13 février 2012 susvisé, est abrogé

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Commandant du bureau de la Police Nationale de Lattes (Hérault), le Chef de poste de la Police Municipale de Pérols (Hérault), sont chargés en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet pour contrôle de légalité et au Commandant du poste de Police Nationale de Lattes, pour exécution.

<b>Arrêté n°</b>	A2015-98
<b>Transmis en Préfecture le</b>	28/05/2015
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	unc 199498

Fait à Montpellier, le 28 MAI 2015  
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole





## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Arrêté portant ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Restinclières**

- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 123-13-1 et L123-13-2 ;
- VU le Code de l'environnement et notamment les articles R.123-6 à R.123-23 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat » ;
- VU la délibération du Conseil Municipal n°2014-070 de Restinclières en date du 15 décembre 2014 portant engagement de la procédure de modification n°2 du PLU, avec pour motif l'ajustement du règlement et des orientations d'aménagement et de programmation afin de permettre la bonne réalisation de la ZAC « Les Plans », d'assurer l'intégration des modifications apportées par la loi ALUR ainsi que de clarifier la rédaction et d'actualiser les références aux textes réglementaires de certaines parties du règlement ;
- VU la consultation des personnes publiques associées en date du 11 mai 2015 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1er janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Restinclières confiant à la Commune du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- VU la décision n°15000097/34 en date du 18 mai 2015 de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Mme Marie-Christine BOYER en qualité de Commissaire Enquêteur ;
- VU l'arrêté du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°2015-100 du 26 mai 2015 fixant les lieux d'affichage de l'avis d'enquête publique ;
- VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;



## ARRETE

**ARTICLE 1er** : Il est procédé à une enquête publique portant sur le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Restinclières, pour une durée de 33 jours à compter du 15 juin 2015 jusqu'au 17 juillet 2015 inclus. Cette modification vise un ajustement du règlement et des orientations d'aménagement et de programmation du PLU pour permettre la bonne réalisation de la ZAC « Les Plans », l'intégration des modifications apportées par la loi ALUR ainsi que la clarification de la rédaction et l'actualisation des références aux textes réglementaires de certaines parties du règlement.

**ARTICLE 2** : Par décision N°E15000097/34 du 18 mai 2015, Madame Marie-Christine BOYER, Capitaine de police judiciaire retraitée, a été désignée en qualité de commissaire enquêteur par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Commissaire Enquêteur seront déposés à la Mairie de Restinclières. Durant toute la durée de l'enquête, soit du 15 juin 2015 jusqu'au 17 juillet 2015 inclus, le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur les registres ouverts à cet effet, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux de la mairie de Restinclières à savoir du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Le public ne pourra pas communiquer ses observations, propositions et contre-propositions par voie électronique.

Le siège de l'enquête est situé à Montpellier Méditerranée Métropole. Les observations peuvent également être adressées par écrit à «Madame le commissaire enquêteur – projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Restinclières», Montpellier Méditerranée Métropole 50, place Zeus - CS 39556- 34961 Montpellier cedex 2.

**ARTICLE 4** : Le commissaire-enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public en mairie de Restinclières les :

Mercredi 17 juin de 8H à 12H ;

Mercredi 8 juillet de 14H à 17H ;

Vendredi 17 juillet de 14H à 17H.

**ARTICLE 5** : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur. Dès réception des registres et des documents annexes, le commissaire enquêteur devra remettre au Président de Montpellier Méditerranée Métropole ses observations consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire dans un délai de quinze jours ses observations éventuelles.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera au Président de Montpellier Méditerranée Métropole son rapport et ses conclusions motivées.

Ce rapport pourra être consulté, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Restinclières, pendant un an, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront également consultables sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>) et de Restinclières (à l'adresse <http://www.restinclieres.com>). L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de leur mise en ligne.

**ARTICLE 6** : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux paraissant dans le Département. Il sera justifié de l'application de ces dispositions par la production de chacun des exemplaires des journaux dans lesquels les publications de l'avis auront été faites.

En outre, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute sa durée, il sera procédé à l'affichage du même avis au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, et en mairie de Restinclières. Il sera justifié de l'accomplissement de cette mesure de publicité respectivement par un certificat de M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et de M. le Maire de Restinclières.

Il fera également l'objet d'autres mesures de publicité destinées à lui assurer la plus large diffusion, notamment par voie d'affiches sur les secteurs géographiques concernés par la modification du PLU (définies par l'arrêté n°A2015-100 du 26 mai 2015) et par publication sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>) et de la Ville de Restinclières (à l'adresse <http://www.restinclieres.com>).



**ARTICLE 7** : Les personnes responsables du projet sont Marjolaine Guyotot, Directrice Générale des Services à la Mairie de Restinclières et Monsieur Alban Filipiak à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, auprès desquelles des informations sur le dossier peuvent être demandées.

**ARTICLE 8** : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°2 du PLU de Restinclières sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

**ARTICLE 9** : Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le Maire de Restinclières, le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 10** : Le présent arrêté sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci ainsi qu'en mairie de Restinclières. Cet affichage sera justifié par un certificat établi par M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et par M. le Maire de Restinclières.

<b>Arrêté n°</b>	A2015-99
<b>Transmis en Préfecture le</b>	26 MAI 2015
<b>Affiché le</b>	26 MAI 2015
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	Imc 199572-AR

Fait à Montpellier, le 26 MAI 2015  
Mme S. JANNIN

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Désignation des lieux d'enquête et d'affichage de l'avis d'enquête publique, Modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Restinclières

- VU le Code de l'environnement et notamment son article R.123-11 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente
- VU l'arrêté du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat » ;
- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 11 mai 2015 auprès de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique relative à la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Restinclières ;
- VU la décision n°15000097/34 en date du 18 mai 2015 de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Mme Marie-Christine BOYER en qualité de Commissaire Enquêteur.

## A R R E T E

**Article 1 :** Il sera procédé à une enquête publique relative au projet de modification n°2 du PLU de la Commune de Restinclières, pour une durée de 33 jours consécutifs, du lundi 15 juin 2015 inclus jusqu'au vendredi 17 juillet 2015 inclus.

**Article 2 :** L'avis au public concernant l'enquête publique relative à la modification du PLU de la Commune de Restinclières, fera l'objet de mesures de publicité par voie d'affiches quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, sur les lieux suivants :

- Au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et en Mairie de Restinclières, sur les panneaux extérieurs d'affichage.



- En Commune de Restinclières, sur les panneaux extérieurs d'affichage suivants :

Place de la République ;

Grand Rue ;

Allée de la Coste ;

Chemin du Thym ;

Rue des lauriers roses ;

ZAC les Plans, au droit de la Route de Montpellier.

**Article 3 :** L'avis au public sera publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. Il sera également publié sur le site internet de la Commune de Restinclières à l'adresse <http://www.restinclieres.com>, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

**Article 4 :** L'avis au public sera également publié par voie de presse dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

**Article 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2015-100
<b>Transmis en Préfecture le</b>	26 MAI 2015
<b>Affiché le</b>	26 MAI 2015
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	Imc 199574-AR

Fait à Montpellier, le  
Mme S. JANNIN

26 MAI 2015

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.